

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

Comment expliquer les choix des modes d'action des
organisations dans le mouvement belge contre le changement
climatique ?

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par
POPESCU Ioana
en vue de l'obtention du grade académique de
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

Année Académique: 2012-2013

Directeur: Prof. Edwin ZACCAI

RÉSUMÉ

Le présent document vise à comprendre pourquoi l'on observe une grande diversité de modes d'action observés dans le mouvement pour le climat. De manifestations, camps d'action climat, initiatives de transition et lobbying, aux actes de désobéissance civile; tous ces moyens d'action reflètent une panoplie de manières de faire pour s'engager dans la lutte contre le changement climatique. Le mouvement n'est pas à considérer comme fragmenté pour autant, tous ces individus et groupes qui se mobilisent pour la cause du climat sont à considérer comme appartenant à un grand « espace de convergence », conférant de par leur interconnexion et liens de solidarité une vraie force au mouvement de lutte contre le changement climatique.

L'approche adoptée se focalise sur l'organisation en particulier, et les facteurs qui l'amènent à privilégier un mode d'action au détriment d'un autre. Après avoir dressé un tableau le plus exhaustif possible de toutes les tactiques que l'on peut observer au sein de ce mouvement, nous examinons les éléments qui interviennent dans le choix des modes d'action des organisations oeuvrant pour le climat. Le contexte théorique est constitué de la rencontre entre la théorie de la mobilisation des ressources (RMT) et l'école des nouveaux mouvements sociaux (NMS).

Ainsi, nous synthétisons deux types de facteurs qui interviennent dans la sélection du mode d'action : ceux issus des théories rationnelles et ceux provenant d'une approche interprétative. Les théories rationnelles soulignent l'importance de la disponibilité en ressources, les facteurs interprétatifs sont de l'ordre du processus de construction de sens (*sensemaking process*) et impliquent la présence de filtres cognitifs, à savoir la philosophie environnementale, l'expérience, les valeurs et croyances fondamentales et l'idéologie politique, qui définissent la manière dont s'opère le choix du mode d'action. Ensemble, ces deux types de facteurs constituent notre hypothèse à vérifier.

Nous testons notre hypothèse à partir de données recueillies pendant des entretiens effectués avec quatre organisations de mouvement environnemental : Greenpeace, WWF, Climate Justice Action (CJA) et le mouvement de transition Bruxelles-Wallonie.

La confrontation des moyens d'action des organisations professionnelles (Greenpeace et WWF) d'une part, et celle des organisations à base participative (CJA et le mouvement de transition) d'autre part, permet de pointer l'intervention de facteurs interprétatifs majeurs définissant le choix du mode d'action par ces organisations.

Ensuite, la confrontation des moyens d'action entre organisations professionnelles et CJA permet de pointer que les ressources disponibles ont effectivement une influence sur les répertoires d'action accessibles aux « petites » organisations. Le mouvement de transition, de par son caractère apolitique, n'a pas pu se prêter à la vérification de la dimension rationnelle de l'hypothèse.

Nous concluons l'étude en schématisant les modes d'action des quatre organisations en les positionnant en fonction de deux axes : le niveau d'action préconisé d'une part, et la forme d'action adoptée d'autre part. Enfin, nous pointons l'existence d'une dimension très peu prise en compte dans la littérature, à savoir la question du détenteur du pouvoir décisionnel.

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur, M. Edwin Zaccāi, pour avoir accepté de superviser la présente étude qui me tenait à cœur depuis la fin de mon Bachelier, et qui m'a permis de conserver une cohérence dans le sujet traité, notamment en organisant des séminaires destinés à ses mémorants.

Je remercie tout particulièrement Neal Michiels, Pablo Servigne, Arnaud Collignon, Jan Vandermosten et Marcel Guillaume pour le temps qu'ils m'ont accordé et sans lesquels je n'aurais pas été en mesure de produire une analyse aussi proche de la réalité.

Je ne pourrais clore ces remerciements sans mentionner l'oreille attentive de ma mère et de Maxime Chomé qui ont affronté le présent mémoire avec leurs bagages propres, ce qui m'a procuré le recul nécessaire pour parfaire mon travail.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	3
REMERCIEMENTS	5
TABLE DES MATIERES	6
INDEX DES FIGURES ET TABLEAUX.....	8
LISTE DES ABREVIATIONS.....	9
I. INTRODUCTION	11
II. ETAT DE L'ART	14
2.1. Définition des concepts.....	14
2.1.1. La mobilisation	14
2.1.2. Le mouvement social	14
2.1.3. Le mode d'action	14
2.1.4. Le répertoire d'action.....	15
2.2. Typologie des modes d'action dans le mouvement contre le changement climatique	16
2.2.1. Comment saisir le mouvement pour le climat : espace de convergence et mouvement multiforme.....	16
2.2.2. Choix du mode d'action dans le mouvement pour le climat.....	17
2.3. Modes d'action environnementale.....	19
2.3.1. Typologies.....	20
a) Classement des modes d'action environnementaux en fonction du discours symbolique	20
b) Arrangement des modes d'action en fonction de l'idéologie.....	22
c) Attribution d'un caractère conventionnel, contestataire ou subversif au mode d'action ..	24
2.3.2. Le répertoire d'action électronique	25
2.3.3. Acteurs présents dans le mouvement environnemental	26
a) Groupes d'intérêt, asbl et ONGE	26
b) Les organisations de mouvement social (SMO)	27
2.4. Définition d'un cadre théorique – <i>Social Movement Theory</i> (SMT)	29
2.4.1. Théorie de mobilisation des ressources (RMT)	29

2.4.2. Nouveaux mouvements sociaux (NMS)	31
III. SELECTION DU REPERTOIRE D’ACTION.....	35
3.1. Une panoplie de modes d’action pour un même but.....	35
3.2. Facteurs rationnels influant sur la sélection du répertoire d’action	36
3.3. Facteurs interprétatifs: le processus de construction de sens (<i>sensemaking process</i>).....	38
IV. CAS D’ETUDE	41
4.1. Le mouvement belge contre le réchauffement climatique	41
4.2. Méthodologie	42
4.2.1. Méthode	43
4.2.2. Présentation des organisations sélectionnées	44
V. ANALYSE.....	46
5.1. Organisations professionnelles	46
5.1.1. Modes d’action recueillis	46
a) Moyens d’action de Greenpeace	46
b) Moyens d’action de WWF	47
5.1.2. Convergences	49
5.1.3. Divergences.....	54
5.1.4. Les filtres cognitifs comme facteurs explicatifs.....	56
5.2. Organisations participatives.....	58
5.2.1. Modes d’action recueillis	58
a) Moyens d’action de CJA.....	58
b) Moyens d’action du mouvement de transition Bruxelles-Wallonie.....	60
5.2.2. Convergences	61
5.2.3. Divergences.....	61
5.2.4. Remarques par rapport à la typologie de North	62
5.2.5. Les filtres cognitifs comme facteurs explicatifs.....	64
5.3. Analyse croisée	67
Tentative de schématisation de la partie du mouvement belge pour le climat étudiée	70

	Réflexion : quid du détenteur du pouvoir de décision ?.....	72
VI.	CONCLUSION.....	74
VII.	BIBLIOGRAPHIE.....	78
VIII.	ANNEXES.....	82
	Annexe 1	82
	Annexe 2	83
	Annexe 3	93
	Annexe 4	105

INDEX DES FIGURES ET TABLEAUX

	Tableau 1 : Répertoires de contestation.....	p.18
	Tableau 2 : Modes de défense de l'environnement.....	p.21
	Tableau 3 : Formes d'action environnementale.....	p.23
	Figure 1 : Activité politique des groupes environnementaux.....	p.24
	Tableau 4 : Typologie des organisations politiques non partisans.....	p.31
	Figure 2 : Typologie des organisations de mouvement.....	p.33
	Figure 3 : Relation entre filtres cognitifs et répertoire d'action.....	p.39
	Tableau 5 : Comparaison des moyens d'action de Greenpeace et WWF.....	p.48
	Tableau 6 : Tableau comparatif des filtres cognitifs de Greenpeace et WWF.....	p.58
	Tableau 7 : Tableau comparatif des filtres cognitifs de Climate Justice Action et le réseau de transition Bruxelles-Wallonie.....	p.67
	Tableau 8 : Modes d'action des organisations étudiées.....	p.68
	Figure 4 : Schématisation des modes d'action des organisations étudiées.....	p.71

LISTE DES ABREVIATIONS

asbl	Association sans but lucratif
BBL	Bond Beter Leefmilieu
BRAL	Brusselse Raad voor het Leefmilieu
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CJA	Climate Justice Action
CJS	Climat et Justice Sociale
COP	Conférence des Parties
GAC	Groupe d'achat commun
GES	Gaz à effet de serre
IEB	Inter-Environnement Bruxelles
IEW	Inter-Environnement Wallonie
NMS	Nouveaux Mouvements Sociaux
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGE	Organisation Non Gouvernementale de l'Environnement
OSCDE	Organisation de la Société Civile de Défense de l'Environnement
SEL	Système d'Échange Local
SMO	Organisation de Mouvement Social
SMT	Théorie des Mouvements Sociaux
SOP	Structure d'Opportunités Politiques
RMT	Théorie de la Mobilisation des Ressources

I. INTRODUCTION

En mai de cette année, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a dépassé le cap des 400 ppm (parties par million), mettant la planète sur la trajectoire d'une hausse moyenne des températures au-delà des 2°C. Le sujet a largement été traité par les médias et l'origine anthropique du réchauffement climatique a, une fois de plus, été pointée.

Tandis que le public n'est pas encore tout à fait accoutumé avec ce vocabulaire, une partie relativement importante de la société civile s'engage depuis de nombreuses années pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et pallier aux dangers du changement climatique.

Le réchauffement de la planète apparaît pour la première fois comme une question d'intérêt public avec les mouvements environnementaux des années 70 et 80 (Jamison, 2010). Mais c'est véritablement à partir des années 80 que le sujet du changement climatique constitue une préoccupation qui est fédératrice d'une multitude d'organisations environnementales (Mouhot et al., 2012) pour son caractère global et imbriqué dans tous les domaines dont celles-ci se saisissent généralement : forêts, biodiversité, énergie, ... « *Des groupes qui avaient d'autres raisons de vouloir préserver la forêt tropicale, de promouvoir des économies d'énergie, [...], ou de réduire la pollution atmosphérique, pouvaient désormais faire cause commune* » (Spencer dans Mouhot et al., 2012, p. 11). Ainsi, le sujet du changement climatique a permis de créer la « bulle » de soutien aux idées écologistes et provoqua, en raison de sa dimension transnationale, une réponse globale (Mouhot et al., 2012).

En 1990 est publiée la première évaluation scientifique du changement climatique par le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui souligne le rôle de l'homme dans le réchauffement de la planète (GIEC, 1990). Ce rapport a permis d'établir, pour la première fois, un consensus scientifique sur la réalité du changement climatique, sommant les Etats à agir (Chasek et al., 2006).

Les organisations environnementales se sont saisies de cette certitude scientifique pour justifier leur activité protestataire : « *There is thus an epistemological shift that has arisen with the advent of climate change as the dominant frame of environmental protest, with legitimization of activism resulting partly from the close observance of official sources of climate science* » (Schlembach, 2011, p. 3).

En conséquent, les mobilisations pour le climat ont commencé à revendiquer une diminution substantielle des émissions de GES et la transition vers une société bas carbone (Jamison, 2010). Néanmoins, ce mouvement contre le changement climatique s'avère très hétéroclite à cause des différentes tendances qui le composent. En effet, alors que le but commun sous-tend un réel accord quant à la nécessité absolue d'agir, les manières de le faire ne pourraient être plus diverses. Les manifestations multinationales à l'occasion du sommet de Copenhague

en 2009, les cascades de Greenpeace pour sauver l'Arctique, mais aussi les initiatives locales de transition et la simplicité volontaire ne constituent que quelques exemples témoignant de la très grande gamme d'actions pour le climat.

L'attribution de la cause du changement climatique et des moyens de faire pour remédier au problème sont des éléments essentiels dans ce cadre et dépendent de l'acteur considéré (Jamison, 2010). Tandis que certains considèrent qu'il faut faire pression sur la politique, d'autres agissent au niveau localisé à l'échelle du quartier, et d'autres encore appellent à création d'un mouvement de masse. Certains poursuivent l'amélioration des politiques en matière de climat, d'autres ne s'intéressent même plus au niveau politique et commencent à s'organiser de manière autonome.

Dès lors, comment peut-on expliquer cette diversité dans les modes d'action au sein du mouvement contre le réchauffement climatique ? Le but commun ne devrait-il pas impliquer des façons de faire similaires ? Face à des moyens d'action si diversifiés, nous devons supposer que des éléments autres que l'objectif doivent entrer en compte pour expliquer l'existence de tant de manières de faire différentes. Dès lors, quels sont ces éléments ? La question de recherche que nous avons choisie se formule comme suit :

Comment peut-on expliquer le choix des modes d'action des organisations dans le mouvement belge contre le changement climatique ?

Une formulation alternative de la question serait : Le mouvement belge pour le climat : quels facteurs sont responsables de la forme de mobilisation choisie par l'organisation ?

Le mouvement contre le changement climatique est un sujet qui a été relativement peu étudié dans son ensemble, la plupart des travaux sont des études de cas qui se concentrent sur des phénomènes ponctuels comme p.ex. la manifestation *The Wave* à l'occasion de « *the planet's last chance to avoid catastrophe* » - la COP15 de Copenhague, sur des organisations précises (surtout Greenpeace et les Amis de la Terre), ou des modes d'action particuliers (initiatives de transition, *Climate Action Camp*). De surcroît, la très grande majorité de la littérature est d'origine anglo-saxonne, témoignant ainsi d'un manque de considération en Europe continentale pour le sujet du mouvement pour le climat. Le cas belge a été choisi de sorte à pouvoir exemplifier les considérations théoriques émises et afin de donner un aperçu des modes d'action adoptés en Belgique.

Pour répondre à notre question de recherche, nous avons choisi de construire ce travail en deux grandes parties, une partie théorique et une partie pratique, dite « de terrain ».

Dans la première partie, nous allons tout d'abord commencer par définir les concepts de mouvement social, mobilisation et mode d'action utilisés dans la question de recherche.

L'Etat de l'art s'attardera dans un premier temps sur la manière dont il faut concevoir le mouvement pour le climat, à savoir comme grand espace de rencontre de différents groupes, organisations, mouvements sympathisants et individus qui ont tous une même but, mais des

orientations d'action différentes. Afin de compléter la typologie de Peter North qui se focalise uniquement sur les moyens contestataires choisis au niveau individuel, et non du groupe, pour défendre la cause du climat, nous élargirons l'angle adopté aux moyens d'action utilisés dans le mouvement environnemental au sens large. Cette démarche nous permettra de rendre compte des formes plus conventionnelles et réformistes d'action, ainsi que de mettre l'organisation, et non l'individu, au centre de l'analyse. Ensuite, dans l'intention de présenter une revue la plus complète possible des modes d'action existants dans le mouvement environnemental, nous traiterons également des modes d'action perpétués avec l'avènement d'internet : le répertoire d'action électronique. Etant donné que notre recherche se concentre sur le choix du mode d'action du groupe en tant qu'entité décisionnelle, nous passerons en revue les types d'organisation qui déploient leur activité dans le mouvement environnemental.

Dans un deuxième temps, nous nous positionnerons dans le champ d'étude de la théorie des mouvements sociaux. Nous expliciterons deux de ses théories principales, la théorie de la mobilisation des ressources (RMT) et les nouveaux mouvements sociaux (NMS), en raison de leur pertinence pour l'étude des organisations professionnelles et les groupes plus décentralisés respectivement. Le cadre théorique sera en conséquence constitué de la réunion de ces deux approches de l'étude des mouvements sociaux.

Finalement, nous distinguerons entre deux types de facteurs qui influent sur le choix du mode d'action : les ressources disponibles dans le cas des analyses rationnelles, et les processus de construction de sens (*sensemaking process*) pour ce qu'il en est des approches interprétatives.

La partie pratique de ce travail visera à tester l'hypothèse selon laquelle les facteurs basés sur les ressources et les facteurs interprétatifs façonnent conjointement le choix du mode d'action.

Pour ainsi faire, nous avons élaboré une méthodologie en deux temps : la comparaison des moyens d'action d'organisations de taille et ressources semblables, suivie de la confrontation croisée entre l'activité d'organisations de taille et ressources différentes.

La vérification de l'hypothèse est basée sur la constatation d'une double-divergence : la disparité entre les moyens d'action adoptés par les organisations de même type confirme l'influence de facteurs interprétatifs, et l'établissement de différences entre les modes d'action d'organisations de type différent pointe vers l'importance de la disponibilité en ressources pour décider du répertoire d'action de l'organisation.

Les données ont été recueillies sous forme d'entretiens semi-dirigés. Nous avons choisi Greenpeace et WWF pour représenter la catégorie des organisations professionnelles, et Climate Justice Action (CJA) et Transition Bruxelles-Wallonie comme organisations à base participative.

II. ETAT DE L'ART

Ce document vise à comprendre quels éléments interviennent lors du choix du mode d'action dans le mouvement pour le climat. Pour ainsi faire, il est important de commencer par définir les termes de la question: qu'est ce qu'une mobilisation, un mouvement social, un mode d'action?

2.1. Définition des concepts

2.1.1. La mobilisation

« *La mobilisation politique ou sociale est un acte qui replace, au centre d'intérêt d'un groupe, une question délaissée ou reformulée, afin que tous les membres de ce groupe puissent réclamer, exiger, condamner, imposer, obtenir, modifier, instaurer, exclure, ... pour atteindre leurs fins.* » (Lakehal, 2005, p.166) Le concept de mobilisation présente donc une dimension revendicatrice où le groupe et ses membres cherchent à modifier activement l'ordre social et politique existant. Plus précisément, Lakehal nous renseigne qu'une mobilisation se décline en trois temps : premièrement une période d'alerte où l'on produit et fait circuler une information; deuxièmement une étape de rencontre entre toutes les personnes concernées lors de conférences, réunions, débats, émissions, votes; et troisièmement une phase où les actions qui mènent aux fins visées sont retenues (Lakehal, 2005). C'est sur cette dernière phase que nous allons nous pencher lors de cette analyse.

2.1.2. Le mouvement social

Il n'existe pas de définition unanimement acceptée du mouvement social. Le dénominateur commun sur lequel s'accordent les différents auteurs est la conception du mouvement social comme des groupes non institutionnalisés, composés de membres non représentés (politiquement), qui s'engagent dans des épisodes d'interaction contestataire avec les élites et les opposants (traduction personnelle, Kuper & Kuper, 2004, p.948). Plus précisément, les éléments qui définissent le mouvement social et que nous allons retenir pour notre travail concernent : l'engagement dans l'action collective ou du moins conjointe ; avec des objectifs ou revendications visant le changement ; avec la présence de certaines formes d'action extra-ou non-institutionnelles ; un certain niveau d'organisation ; et une certaine continuité dans le temps (Snow et al., 2004).

2.1.3. Le mode d'action

Selon les différents auteurs et leurs disciplines respectives, un mode d'action peut être appelé tactique ou stratégie. Pour les théoriciens des mouvements sociaux l'accent est davantage mis sur l'ensemble des modes d'action disponibles pour un groupe à un moment donné, ils parlent alors de répertoire d'action.

On retrouve le terme de tactique dans les travaux d'auteurs spécialisés dans la communication comme Chasek et Cox, dans les approches sociopolitiques pour le cas de Cudworth, et même dans la littérature des mouvements sociaux avec Snow.

Le concept de stratégie est souvent utilisé dans la littérature destinée au management d'entreprises et d'organisations. Dans les théories basées sur les ressources, la notion de *strategic management* accentue le rôle central de l'entreprise qui dépend de l'adéquation (*match between capabilities*) entre les capacités spécifiques de l'entreprise et de l'environnement extérieur dans lequel elle opère (Kuper et Kuper, 2004).

Les termes de tactique, stratégie et mode d'action sont à considérer comme des synonymes, cependant, dans le cadre de cette étude nous allons privilégier la nomenclature utilisée dans les travaux sociologiques que nous avons étudiés, c-à-d. le mode, le moyen ou la forme d'action, pour des raisons liées au choix du cadre théorique explicité ultérieurement. La manière d'appréhender la variété des formes d'action dans les mouvements sociaux mérite dès lors une attention particulière, tout comme les concepts mobilisés par ses auteurs.

2.1.4. Le répertoire d'action

Les sociologues des mouvements sociaux quant à eux ont tendance à considérer que les formes de contestation sont largement influencées par des conventions, c-à-d. des codes de conduite qui sont culturellement définis et communiqués. Plus précisément, selon Kertzer, des groupes spécifiques ont une histoire spécifique, et donc un souvenir spécifique de l'action collective qui lui correspond (Tarrow, 1994). Dans la même lignée, Rothchild stipule que « *based on past periods of conflict with a particular group(s) or the government, individuals construct a prototype of a protest or riot that describes what to do in particular circumstances as well as explaining a rationale for this action* » (Tarrow, 1994, p.19). La gamme des moyens d'action possibles face à une situation particulière est donc acquise et transmise culturellement. Ils se réunissent au sein d'un même ensemble pour former un modèle d'action.

C'est Charles Tilly qui a été le premier à conceptualiser ce code de conduite en lui attribuant le nom de répertoire d'action. Il le définit comme « *une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré* » (Fillieule et al., 2009, p. 454). Cette définition s'avère néanmoins quelque peu ambiguë: si ces routines sont apprises et donc relativement internalisées, elles seraient en même temps choisies délibérément, comme un ensemble d'outils dans lequel on pourrait piocher à sa guise (Crossley, 2002). Aussi discutable que la définition donnée par Tilly puisse être, son apport a été de cristalliser le fait que toute société possède un stock de modes d'action habituels qui sont connus à la fois des acteurs potentiellement revendicateurs que de leurs opposants, et que ces routines d'action collective deviennent des aspects usuels de leurs interactions. (Tarrow, 1994)

Pour l'objectif de notre recherche, nous préférons adopter une définition plus opérationnelle du répertoire d'action, tout comme Carmin et Balser, qui considèrent qu'un groupe protestataire, à un moment donné, utilise un ensemble de formes variées d'actions, en d'autres mots des modes d'action, pour atteindre ses objectifs (Carmin et Balser, 2002). On peut en outre distinguer différents niveaux d'action : la panoplie des modes d'action va du chant et de la marche, au rassemblement et défilé jusqu'au sit-in qui conduit à une manifestation (Fillieule et al., 2009).

2.2. Typologie des modes d'action dans le mouvement contre le changement climatique

2.2.1. Comment saisir le mouvement pour le climat : espace de convergence et mouvement multiforme

Le mouvement contre le changement climatique est caractérisé par des niveaux d'action multiples et des formes d'action très diverses. Pour comprendre l'existence de ce mouvement en tant que rencontre de différentes orientations d'actions, le concept d'« espace de convergence » (Routledge, 2003) s'avère opportun. Routledge énonce la définition suivante « *A convergence space comprises a heterogeneous affinity - 'a world made of many worlds' - between various social formations [...]. By participating in spaces of convergence, activists from participant movements embody their particular places of political, cultural, economic and ecological experience with common concerns, which lead to expanded spatiotemporal horizons of action.* » (Routledge, 2003, p.14) Ainsi, le mouvement contre le réchauffement climatique est à comprendre comme un grand espace de convergence englobant plusieurs petits espaces de convergence où les organisations, les mouvements participants, les réseaux, mais aussi les militants pris isolément, se rencontrent, agissent ensemble à certaines occasions, puis se dispersent (North, 2011). De manière générale les militants, quoique membres d'une organisation de la société civile, ne limitent pas leurs actions à leur simple appartenance à une telle organisation, mais recherchent des moyens d'agir individuellement également.

En conséquence, le mouvement pour le climat se présente sous forme réticulaire à cause de sa structure de réseau relativement complexe. Au sein du mouvement, de nombreux liens sont établis : les organisations de mouvement sont interconnectées entre elles, mais au niveau interne aussi les relations définissent la structure organisationnelle de base. De plus, les organisations établissent des liens avec des individus extérieurs lorsque ceux-ci les soutiennent occasionnellement. Ces individus peuvent à leur tour être rattachés à d'autres groupes. Finalement, des liens amicaux existent entre personnes investies dans d'autres mouvements et groupes. (Crossley, 2002)

Plus loin encore, Routledge estime que la rencontre d'individus, organisations et mouvements dans l'espace de convergence permet d'articuler des conceptions collectives qui entraînent l'émergence d'une réelle solidarité de groupe. Celle-ci engendre alors une action collective à

échelle multiple. L'auteur rajoute que ces espaces facilitent l'interaction ; par conséquent les différents groupes s'engagent dans le dialogue, le partage d'informations, la coordination, la mobilisation des ressources et la solidarité. (Routledge, 2003)

En raison de cette solidarité qui caractérise le mouvement contre le changement climatique, il apparaît uni, malgré la présence d'actions collectives à différents niveaux. Cette observation nous permet de considérer que le mouvement pour le climat peut être assimilé à ce que Crossley appelle « mouvement multiforme ». Selon cet auteur, un mouvement moderne est capable de combiner intelligemment une variété de formes d'action collective qui sont à sa disposition, et c'est cette flexibilité et habileté qui lui confère une part notable de son pouvoir (Crossley, 2002).

La variété d'orientations d'action que peuvent prendre les individus et groupes pour soutenir le mouvement contre le changement climatique est extrêmement importante, mais cette diversité constitue aussi sa force. Il n'en reste pas moins que les acteurs peuvent décider de diriger leurs doléances vers le niveau politique, tout comme ils peuvent aussi choisir de s'attaquer à la diminution de leur empreinte carbone personnelle. Le spectre d'actions possibles pour nourrir le mouvement pour le climat est tellement large qu'il s'avère nécessaire d'envisager pourquoi les individus, groupes, organisations et mouvements choisissent certains modes d'action au détriment d'autres activités possibles.

2.2.2. Choix du mode d'action dans le mouvement pour le climat

Peut-être grâce à la grande effervescence dans le domaine du climat au sein de ce pays, une des meilleures analyses du choix des moyens d'action dans le mouvement contre le changement climatique provient du Royaume Uni. Peter North y souligne que les militants ont une perception spécifique des enjeux liés au changement climatique et un diagnostic précis par rapport à la nature du problème. Ces perceptions orientent alors les moyens d'action que le mouvement va adopter. (North, 2011)

North dresse une typologie des formes d'action pour le climat selon deux axes : l'axe de l'attitude envers la technologie et celui du style de persuasion préconisé. Le premier axe s'étend entre les « optimistes » technologiques qui croient que l'amélioration et la diffusion technologique peut fournir une solution au problème du changement climatique, et les écocentriques plus sceptiques par rapport au sujet. Ceux-ci privilégient les technologies développées à petite échelle, au niveau local, plus adaptées selon eux aux modes de vie nécessaires pour que la société puisse s'accommoder aux limites écologiques. Le deuxième axe comprend d'une part les militants qui s'engagent pour la réforme politique dans un système pluraliste ou pour le développement de pratiques de préfiguration, et d'autre part ceux qui veulent dénoncer les structures de pouvoir non durables et injustes. Ce premier type de militants s'avère relativement pragmatique et consensuel, et ne veut pas se positionner en opposition à un certain type de structure ou de comportement. Selon sa compréhension de

l'échelle à laquelle il devrait agir, le militant va plutôt s'investir dans la persuasion des élites par la voie institutionnalisée de la manifestation pacifique ; si l'échelle d'action privilégiée est au niveau plus localisé voire de la communauté, le militant va plutôt s'engager dans des pratiques de préfiguration. Dans l'hypothèse où la personne estime qu'il faut dénoncer les comportements non durables, alors la tendance sera à participer aux mouvements de masse ou à l'action directe. (North, 2011)

	Large-scale change	technological	Smaller scale appropriate technologies
Policy reform, developing prefigurative practices	NGO-led demonstrations achieving persuading elites to act	large-scale aimed at policy reform,	Carbon Rationing Action Groups, transition towns, low-carbon communities, prefigurative practices at climate camp
Challenge unsustainable practices	Large-scale demonstrations aimed at forcing elites to act through construction of a mass movement		Mass and elite direct action: climate camp, Plane Stupid, Leave it in the Ground

Tableau 1. Répertoires de contestation. (North P., 2011, p.10)

Les individus, en fonction de leur opinion quant au niveau d'action pertinent, et le style de protestation considéré comme approprié, tendront donc à opter pour un des quatre idéaux-types d'action présentés dans le tableau ci-dessus.

Malgré une analyse très aboutie des formes contestataires présentes dans le mouvement pour le climat, North focalise la majeure partie de son attention sur un style de contestation généralement considéré comme radical : l'action directe. Melucci définit l'action directe comme « *a form of resistance or of collective intervention which possesses a minimum of organization ; which breaks the rules of the political game and/or the norms of the organization [...] ; and which seeks to change the rules of the political game and/or to intervene in the political system* » (Melucci, 1996, p.378). Qu'il s'agisse d'une forme d'action contestataire relativement institutionnalisée comme la manifestation, ou une façon plus moderne de réfuter le fonctionnement actuel de nos sociétés comme via les camps climat, le mouvement pour le climat présente selon la typologie de North uniquement des moyens d'action « activistes ».

Or, un pan majeur des efforts déployés pour atteindre des objectifs ambitieux de diminution des GES concerne des moyens d'action plus conventionnels mis en œuvre par des organisations de la société civile. De nombreux auteurs considèrent que les objectifs et modes d'action réformistes sont plus fructueux que la contestation (Klandermans et Roggeband, 2007). Ainsi, ce choix doit également pouvoir être expliqué et la typologie de North ne permet pas de comprendre l'existence de formes d'action plus institutionnalisées.

Le point de vue que cet auteur adopte est relativement individualiste, dans la mesure où c'est en fait le militant, en fonction de sa perception des enjeux liés au changement climatique et des solutions qui sont à apporter, qui décide de s'engager dans telle ou telle forme d'action respectivement participer à l'action de telle ou telle organisation. La résultante alors est que le mouvement pour le climat tend à présenter les quatre grandes formes d'action dégagées dans la typologie de l'auteur. Remarquons que la typologie de North place en réalité des événements, comme le camp climat ou la manifestation, dans des catégories spécifiques. Lorsqu'il s'agit de groupes, comme pour les CRAG's ou les villes en transition, il sous-tend en fait l'action de celles-ci, et pas le groupe en soi.

Néanmoins, au sein du mouvement de lutte contre le réchauffement climatique, il existe des groupes et organisations qui prennent en charge, chacune à sa manière, les revendications des militants concernés. Les organisations qui oeuvrent au sein du mouvement se trouvent alors confrontées à un choix relativement stratégique qui implique de décider si elles veulent changer la politique, les codes culturels ou promouvoir d'autres façons de penser ; se rendre acceptables pour les élites ou accepter la marginalisation ; et déterminer la nature de leurs arguments (persuasifs ou dénonciateurs) (North, 2011).

Quelles sont alors les raisons qui amènent les organisations précitées à choisir telle ou telle forme d'action ? Plus précisément, quels sont les facteurs qui influent sur le choix stratégique que tout groupe doit faire ? Etant donné que les formes d'action peuvent revêtir de l'utilisation d'un ou plusieurs moyens d'action, comment le groupe opère-t-il sa sélection ?

Pour pallier les carences dans l'analyse de North, ainsi que d'autres ouvrages, des moyens d'action classiques pour défendre la cause climatique, mais aussi pour élucider quels facteurs interviennent lors du choix du mode d'action, nous avons décidé d'adopter une vision qui pose le choix du groupe au centre de l'attention.

2.3. Modes d'action environnementale

Nous commencerons tout d'abord par dresser une liste aussi exhaustive que possible des modes d'action spécifiques susceptibles d'être employés par les groupes et organisations dans le mouvement pour le climat. Ensuite, nous définirons plus spécifiquement quels types d'acteurs déploient ces actions.

Dans la mesure où la majorité des travaux sur les organisations actives dans le combat contre le changement climatique aborde des études de cas spécifiques, la littérature relative aux moyens d'action précis déployés s'avère relativement pauvre.

Il est dès lors apparu que la meilleure façon de dresser un tableau le plus exhaustif possible des formes d'action dans le domaine du climat, mais aussi des facteurs qui motivent la sélection de l'action, se situait dans l'examen du comportement des organisations environnementales. Celles-ci, de par le grand nombre de thèmes traités en leur sein (Biodiversité, déchets, eaux, ...) présentent le plus souvent un volet d'activité spécialement destiné aux actions dans le domaine du climat et de l'énergie, dimension qui laisse présager

que se retrouveront, dans la liste des moyens d'action que nous allons dégager, les moyens d'action spécialement utilisés pour défendre la cause du climat.

2.3.1. Typologies

Les auteurs se penchant sur le sujet des modes d'action ne se contentent pas, dans la majorité des cas, d'énoncer une liste des modes d'action environnementale existants. Ils recourent bien souvent à la construction de typologies en attribuant des dimensions différentes à ces moyens d'action. Ainsi, les modes d'action observés sont souvent alignés selon une certaine logique, qu'il s'agisse des types de public impliqués, de l'idéologie qui sous-tend ces modes d'action ou encore de l'attribution d'un caractère conventionnel, subversif et même violent à l'action déployée.

a) Classement des modes d'action environnementaux en fonction du discours symbolique

Cox adopte un point de vue de la communication pour comprendre l'action des groupes environnementaux : il appelle ce phénomène *advocacy* et le définit comme « la démarche qui consiste à persuader ou argumenter en faveur d'une certaine cause, action, idée ou ensemble de valeurs » (traduction personnelle, Cox, 2006, p.244).

L'auteur distingue deux grandes formes de défense de l'environnement par les groupes: la *Critical Rhetoric* qui remet en cause et dénonce des comportements, politiques, valeurs sociales et idéologies; et les *Advocacy Campaigns* qui sont des plans d'action stratégiques impliquant une communication portant sur un sujet précis. Avant même que l'*advocacy campaign* ne commence, celle-ci est précédée par une période de questionnement des pratiques courantes. Les groupes puisent dans cette phase de questionnement (*ie.* la *critical rhetoric*) pour se mobiliser et mobiliser les individus.

Ainsi, l'auteur construit sa typologie des modes d'action environnementale (Tableau en *infra*) en distinguant trois niveaux d'action: les canaux politiques et légaux, l'appel direct au public et le niveau des consommateurs et du marché. Pour ce qu'il en est du premier niveau d'action, ces modes d'action se plient aux règles du système légal et les acteurs participent au jeu politique et partisan sans contester fondamentalement l'ordre social. L'espoir est celui d'améliorer les politiques et standards existants pour qu'ils soient conformes aux objectifs environnementaux que se sont fixés les acteurs. Le deuxième niveau d'action concerne l'appel direct au public et comprend l'éducation publique et la mobilisation d'associations citoyennes (groupes locaux de citoyens concernés par l'environnement p.ex.). Ce sont des canaux de transformation progressive de la société alors que l'action directe et les coups médiatiques ont un caractère un peu plus subversif. Le troisième niveau est celui des consommateurs et du marché, les modes d'action environnementale qu'il comprend sont la consommation durable (on essaye d'influencer les entreprises afin qu'elles adoptent des modes de production plus verts), et le boycott qui est un rejet total d'un certain produit ou entreprise.

	Modes of advocacy	Objective
Political and legal channels	Political advocacy	To influence legislation or regulations
	Litigation	To seek compliance with environmental standards by agencies and businesses
	Electoral politics	To mobilize voters for candidates and referenda
Direct appeal to public audiences	Public education	To influence societal attitudes and behavior
	Direct action	To influence specific behaviors through acts of protest, including civil disobedience
	Media events	To create publicity or news coverage to broaden advocacy effects
	Community organizing	To mobilize citizens or residents to act
Consumer and the market	Green consumerism	To use consumers' purchasing power to influence corporate behavior
	Corporate accountability	Consumer boycotts, shareholder actions

Tableau 2. Modes de défense de l'environnement. (Cox, R., 2006, p. 246)

L'auteur souligne que ces modes d'action environnementale sont à la base des campagnes de défense de l'environnement et qu'une campagne donnée peut se baser sur plusieurs de ces modes d'action. Cox estime que les campagnes sont conçues à partir de quatre idéaux-types de stratégies de mobilisation:

- 1) Les stratégies considérant le changement comme inévitable et la stratégie comme un intermédiaire pour y aboutir
- 2) Les stratégies s'appuyant sur les marchés et l'intérêt individuel économique
- 3) Les stratégies comptant sur les politiques publiques, le pouvoir exécutif, et la régulation
- 4) Les stratégies visant à changer les valeurs par le moyen de l'éducation

(Cox, 2006)

L'approche soutenue par Cox est clairement du ressort de la discipline de la communication, utilisant les concepts de 'stratégie' et de 'campagne' - comme moyen et aboutissement respectivement- des modes d'action environnementale considérés individuellement. Plus loin, l'auteur soulève même que si les campagnes de défense de l'environnement sont bien

conçues, elles auront un certain nombre d'avantages par rapport aux actions imprévues ou observations, critiques et contestations spontanées (Cox, 2006). Ainsi, dans la perspective communicationnelle, un mode d'action sert à alimenter une campagne de communication plus large, menée par un groupe de défense de l'environnement. Pris isolément, le mode d'action n'aurait pas autant d'effet qu'une *advocacy campaign* bien conçue.

b) Arrangement des modes d'action en fonction de l'idéologie

Cudworth estime que le mouvement environnemental et les organisations de mouvement environnemental (les SMO environnementales) déploient une large gamme de tactiques pour faire valoir leurs intérêts. De manière générale, l'auteure considère que les SMO environnementales font face, en ce qui concerne le mode d'action, à trois choix principaux : l'*opting in*, l'*opting out* et la confrontation. Dans cette optique, un exemple de l'*opting in* serait la pratique de l'environnementalisme partisan, l'*opting out* correspondrait aux écovillages, et la confrontation serait du ressort de l'action directe (violente ou non violente). (Cudworth, 2003)

Cudworth adopte une démarche sociopolitique et réalise sa typologie des modes d'action environnementale en attribuant à chaque tactique utilisée une position idéologique (réformiste et/ou radicale), ainsi que le type d'organisation le plus susceptible d'opter pour ce genre d'actions. Selon la typologie de l'auteure, les partis politiques, les groupes de pression et certaines ONG ont tendance à utiliser des tactiques telles que l'influence informelle, le lobbying, l'action judiciaire et l'éducation. Leur préférence pour de telles actions proviendrait de leur position idéologique réformiste. A contrario, les ONG telles que Greenpeace, Earth First! et d'autres mouvements choisiraient des modes d'action plus subversifs et ouvertement contestataires comme p.ex. le boycott, les coups médiatiques, les manifestations, la désobéissance civile et la violence. Il existe cependant des outils qui seraient tout autant utilisés par les réformistes que par les groupes plus radicaux: les lettres et pétitions, ainsi que la recherche et les campagnes publicitaires.

Position idéologique	Tactique	Forme d'organisation
Réformiste	Influence informelle	Partis politiques et quelques groupes d'intérêt
	Lobbying	Groupes de pression et d'intérêt focalisées sur des questions précises (p.ex. campagnes WWF contre le commerce d'espèces rares)
	Action judiciaire	Partis politiques verts et parfois groupes radicaux (p.ex. <i>anti-roads protest EF!</i>)
	Education	Aides à la sensibilisation et à l'éducation (p.ex. <i>WWF business education schemes</i>)
Réformiste ou radicale	Lettres et pétitions	Organisations locales, régionales ou globales
	Recherche et campagnes publicitaires	<i>Friends of the Earth (FoE), Wildlife Enforcment network (WEN)</i>
Radicale	Boycott	Local, régional ou global (ex. International : boycott de pétrole Shell par Greenpeace)
	Coups médiatiques	Greenpeace s'opposant à la pêche à la baleine
	Manifestation	Mouvements pacifistes, fêtes contestataires <i>Reclaim the streets</i>
	Désobéissance civile	Violations de propriété privée pour empêcher la chasse au Royaume-Uni
	Violence	Eco-sabotage et actes de vandalisme contre la propriété privée (p.ex. bulldozers endommagés par Earth First!, coulage ou saccage de vaisseaux de pêche à la baleine par Sea Shepherd)

Tableau 3. Formes d'action environnementale. (Traduit et adapté de : Cudworth E., 2003, p.84)

c) Attribution d'un caractère conventionnel, contestataire ou subversif au mode d'action

Dalton et al. considèrent que les groupes environnementaux font face à un dilemme inhérent aux mouvements défiant l'*establishment* politique : s'opposer au *statu quo* ou s'engager dans les canaux conventionnels pour implémenter de nouvelles politiques (Dalton et al., 2003). En adoptant la première option, ces groupes se montreraient fidèles à la logique de contestation du paradigme dominant de nos sociétés industrielles en refusant d'y participer et en optant pour des formes d'action directe et non conventionnelle, comme la manifestation ou l'organisation d'évènements sensationnels. La deuxième option quant à elle correspondrait à une attitude plus pragmatique, étant donné que ce sont les gouvernements qui promulguent et mettent en œuvre les politiques. Cette vision induirait dès lors un comportement plus conventionnel, et ces groupes préféreraient le lobbying aux formes d'action ouvertement contestataires. Dans leur étude des ONGE à travers le monde, les auteurs présentent une liste avec tous les moyens d'action observés, ainsi que leur récurrence. (cf. Figure 1). (Dalton et al., 2003)

Table 1
Political Activity of Environmental Groups

Activity	%
Contact with people in the media	67
Efforts to mobilize public opinion	64
Contact with other environmental nongovernmental organizations (ENGOs)	58
Informal meetings with civil servants or ministers	51
Contact with local government authorities	45
Contact with international ENGOs	45
Participation in commissions and government advisory committees	44
Formal meetings with civil servants or ministers	39
Contact with MPs or parliamentary committees	36
Demonstrations, protests, direct actions	19
Legal recourse through the courts or other judicial bodies	15
Contact with social groups, such as unions or business groups	15
Contact with officials of political parties	15

Figure 1. Activité politique des groupes environnementaux. (Dalton et al., 2003, p. 10)

Les auteurs qui suivent la lignée de Sidney Tarrow ont rajouté une caractéristique supplémentaire à la distinction binaire opérée par Dalton. Ces auteurs ont tendance à considérer que les moyens d'action peuvent se classer selon trois grands styles d'action: la contestation conventionnelle, subversive et violente (Costanza-Chock, 2003). Ces trois catégories peuvent cependant se chevaucher lors de certaines campagnes et même à l'occasion de mobilisations ponctuelles. En effet, on peut facilement imaginer une action qui combinerait la manifestation, l'utilisation de mascottes et la distribution de tracts lors de

celle-ci pour attirer l'attention des médias, tout en prévoyant des stands d'information et de sensibilisation à l'arrivée du cortège.

2.3.2. Le répertoire d'action électronique

Tandis qu'on pourrait considérer que la liste des modes d'action présentés ci-dessus est relativement complète, nous préférons, par souci d'exhaustivité, prendre également en compte les moyens d'action présents dans le répertoire d'action électronique.

Nombreux ont été les théoriciens des mouvements sociaux qui ont souligné l'émergence; avec les nouveaux mouvements sociaux (NSM) et leur utilisation d'internet; d'une forme tout à fait actuelle de mobilisation: le répertoire d'action électronique (Costanza-Chock, 2003; Mercea, 2012). Celui-ci facilite la communication au sein d'un mouvement donné, participe à sa transnationalisation et permet de relever des enjeux globaux (Costanza-Chock, 2003; Cottle, 2008). Costanza-Chock affirme que l'utilisation d'internet comme *computer-mediated-communication* (Mercea, 2012) pour accompagner et soutenir les modes d'action contestataire est tellement répandue qu'elle considère que c'est un répertoire d'action électronique conventionnel. En effet, on considère que l'utilisation d'internet est un moyen qui permet d'améliorer l'efficacité des tactiques existantes utilisées dans les mobilisations, et ceci avant, après et même pendant l'évènement (Costanza-Chock, 2003; Van Laethem, 2012). Internet est en outre également utilisé par les SMO et autres acteurs du mouvement (ici contre le changement climatique) comme moyen de représentation (sites internet), de distribution d'information (sur les campagnes, actions, rapports), de recherche, de production artistique (photos, vidéos, musique), de collecte de fonds (appels à la donation, vente de produits), de lobbying (via les pétitions en ligne) (Costanza-Chock, 2003).

A l'image de la distinction entre différentes catégories de modes d'action dans le monde 'réel', le monde virtuel offre une panoplie de moyens d'action qui correspondent au classement opéré par Tarrow (conventionnel-subversif-violent). Ainsi, ce qu'on a appelé le 'hacktivisme'¹ serait à classer dans la famille des modes d'action virtuels subversifs (Van Laethem, 2012; Costanza-Chock, 2003). Cependant, l'illégalité de l'action n'est pas une condition *sine qua non* des modes d'action subversifs, étant donné que la majorité de ces actions peuvent être effectuées par des individus avec des compétences minimales en programmation ou encore par l'action groupée d'un grand nombre d'activistes sur une courte durée (pour l'*email flooding* par exemple). Citons alors, dans la série des actions virtuelles subversives (amateurs ou non) : la saturation de boîtes mail (*email floods*) ou de formulaires en ligne (*form floods*), la saturation de machines à fax (*fax bombs*), les virus, le vol ou la destruction de données par les hackers, l'altération de pages internet ou leur redirection, sites virtuels et autres blockages d'accès pour le public et l'organisation ciblée (traduction personnelle, Costanza-Chock, 2003, p.6). Les actions virtuelles considérées comme violentes sont connues sous le concept de cyber-terrorisme et concernent les actions de suppression de serveurs ou de corruption de données, ainsi que celles qui peuvent mettre en danger la vie des personnes (prise de contrôle systèmes de contrôle aérien, de réseaux électriques) (Costanza-

¹ Mot formé par contraction de "hacker" et d'activisme.

Chock, 2003). Notons cependant que les mouvements environnementaux semblent avoir peu d'égard envers ce genre de moyens d'action non-pacifistes et qu'ils ne se livrent pas aux activités de hacktivism, malgré l'existence d'une certaine sympathie envers ces formes d'action (Van Laethem, 2012).

D'une part, malgré tout effort de complétude, un certain nombre de moyens d'action échapperont toujours à l'attention de l'auteur. Ceci est vraisemblablement dû au fait que les différents auteurs sont issus de disciplines différentes, et que certains moyens d'action leur apparaissent de manière plus évidente que d'autres. D'autre part, certains auteurs comme Cudworth avouent s'attarder sur un nombre limité de modes d'action et admettent de ne pas avoir cherché à l'exhaustivité. Citons dès lors, en vrac, d'autres modes d'action également utilisés dans le mouvement environnemental qui n'ont pas encore été cités : sit-in², die-in³, occupation, dénonciation, écotage (écosabotage), styles de vie alternatifs, coopératives, blocage de trains, diffusion de tracts, affichages, ... (CJA, entretien personnel ; Smith, 2011) Pour étoffer cette liste de moyens d'action inévitablement incomplète, nous renvoyons vers des ouvrages de référence comme *The young activist's guide to building a green movement and changing the world* (cf. Bibliographie).

2.3.3. Acteurs présents dans le mouvement environnemental

L'examen des différentes typologies nous a permis de dégager un nombre important de moyens d'action présents dans le mouvement environnemental. Face à cette panoplie de moyens d'action, l'étude de ce mouvement pose inévitablement la question des acteurs et entités actives au sein de ce mouvement. Même si Cudworth tente d'exemplifier quel type d'organisation tend à adopter un certain mode d'action, le restant des auteurs ne se penche pas sur cette question. Etant donné que notre travail adopte une vision résolument centrée sur l'organisation qui opère le choix des modes d'action, l'examen des entités oeuvrant au sein du mouvement environnemental s'est avéré impératif.

a) Groupes d'intérêt, asbl et ONGE

Les outils conceptuels traditionnels à la croisée entre sociologie et politique ont amené les auteurs à considérer les groupes d'intérêt (*advocacy groups* en anglais), les associations sans but lucratif et les ONGE.

Une définition générale du groupe d'intérêt stipule que ce sont des "organisations qui cherchent à influencer la politique publique" (traduction personnelle, Kuper&Kuper, 2004, p.514) et cela dans une logique de démocratie participative afin d'alimenter le débat et influencer l'agenda politique, - ici concernant l'environnement. Les groupes d'intérêt font pression au niveau national et international dans le respect des règles politiques établies, sans recourir aux mobilisations de masse. Ces organisations sont le plus souvent constituées de

² Le sit-in correspond à une manifestation immobile où les participants occupent la voie publique.

³ Le die-in est une forme de protestation où les participants font semblant d'être morts.

manière hiérarchique et leurs activités comprennent le lobbying, la consultance et l'aide à la mise en oeuvre de politiques publiques (Van Laethem, 2012). Il existe cependant des auteurs qui affirment que toute institution qui effectue une action politique est un groupe d'intérêt. Néanmoins, nous ferons ici la distinction à l'image de Kuper et Kuper : nous appellerons *policy participant* les entités telles que p.ex. les entreprises agissant politiquement, et « association citoyenne » les groupes inorganisés et/ou non hiérarchisés qui luttent pour un même objectif (environnemental) commun (Kuper&Kuper, 2004). Plus précisément, ces derniers ont été définis dans d'autres travaux comme « Organisation de la société civile de défense de l'environnement » (OSCDE) qui comprennent « *les activités de citoyens librement associés ne disposant d'aucun pouvoir étatique et dont les activités se fondent sur des objectifs autres que la recherche du profit* » (Foster in Pulgar, 2010, p. 33)

Les associations sans but lucratif (asbl) « *sont généralement définies dans la littérature comme des organisations qui sont (1) privées, (2) non génératrices de profits, (3) d'intérêt public, (4) autonomes, et (5) composées au moins partiellement de volontaires* » (Lewis in Van Laethem, 2012, p. 9). Le statut légal conféré à ces associations présume néanmoins qu'un groupe se constitue comme tel, c-à-d. entreprenne la démarche légale pour être reconnu comme asbl.

Dans un souci de rigueur nous estimons nécessaire de mentionner alors également les « collectifs », les regroupements citoyens ou groupes qui poursuivent un objectif commun dont le caractère parfois spontané les rend moins stables dans le temps que les asbl. Leur activité est souvent plus ouvertement contestataire que celle des groupes d'intérêt, et ces associations peuvent même employer des tactiques illégales de désobéissance civile voire même de la violence.

Les organisations non gouvernementales qui se concentrent sur l'environnement (ONGE) se situent à la médiane entre les groupes d'intérêt et les associations citoyennes. Ces organisations sont généralement non-étatiques et non-corporate, même si leur degré d'autonomie peut varier. Greenpeace par exemple est considérée comme une ONG totalement indépendante parce qu'elle n'accepte pas de fonds publics (entretien personnel Greenpeace). Mais certains organismes para-étatiques peuvent exercer des fonctions tout à fait similaires à celles d'une ONG, comme par exemple l'IEW en Belgique (entretien personnel Greenpeace). De par leur relative influence sur le processus politique, certaines ONGE sont reconnues comme des interlocuteurs légitimes des gouvernements pour les questions touchant à l'environnement. Un exemple international est le lobby européen Green 10, qui réunit dix ONGE européennes, dont le WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre. Remarquons que ces ONGE sont des organisations internationales et que celles-ci défendent leur place au niveau national tout autant que sur la scène internationale.

b) Les organisations de mouvement social (SMO)

En complément de la perspective sociopolitique traditionnelle, la théorie des mouvements sociaux (SMT) a permis de cristalliser l'existence de formes hybrides d'organisations, à l'intersection entre le groupe d'intérêt et de l'organisation de type 'mouvement social'; que

l'on a appelé *social movement organisation* (SMO). Ces organisations combinent plusieurs registres de moyens d'action, recourant tout autant aux formes protestataires de l'action collective, qu'à des activités plus traditionnelles comme le lobbying, le contact avec les représentants et l'éducation (Kuper&Kuper, 2004 ; Carmin, 1999). Les SMO sont souvent considérées comme des organisations professionnelles, mais la plupart du temps elles comportent des militants à temps partiel ou amateurs qui possèdent, comme de plus en plus souvent dans nos sociétés actuelles, des compétences organisationnelles et communicationnelles considérables. En effet, « La capacité de ces groupes de dépasser leur nombre limité de ressources afin d'utiliser des formes innovatrices d'action collective et de gagner l'accès aux médias les différencie des premières formes de mouvement social » (traduction personnelle, Kuper&Kuper, 2004, p. 948). L'utilisation massive d'internet et les autres formes de communication individuelle renforcent cette tendance qui s'éloigne davantage de la professionnalisation pour s'orienter vers des mobilisations de mouvements plus décentralisés. (Kuper&Kuper, 2004)

Quoi qu'il en soit, les organisations de mouvement professionnelles jouent un rôle important générateur de stabilité et de visibilité pour le mouvement durant le temps (Carmin, 1999), elles correspondent en fait largement aux grandes ONGE. Elles maintiennent une présence politique déterminée mais ne sont pas l'unique source d'activité du mouvement. Effectivement, comme nous l'avons montré dans cette section, « *A variety of mobilizing structures, including informal networks, independent grassroots associations, and community groups, contribute to the formation, character, and ongoing activities of social movements* » (Carmin, 1999, p.3).

En raison de la définition du mouvement social de Kuper et Kuper, et de Snow et al. que nous avons adoptée tout au début de notre travail, nous ne prendrons pas en compte les partis verts, même s'ils ont un objectif commun aux OSCDE. De plus, les organisations optant pour la voie électorale ne peuvent être considérées sous l'angle de la théorie des mouvements sociaux: les SMO et les groupes d'intérêt d'aujourd'hui n'ont pas pour but de se présenter aux élections.

Dans cette section, nous avons vu que le mouvement environnemental présente une multitude d'acteurs qui prennent en charge la question de l'environnement: groupes d'intérêt, asbl, collectifs, ONGE nationales et transnationales et SMO.

Les frontières entre les différents concepts utilisés pour définir les organisations agissant pour l'environnement sont très floues et dépendent du point de vue de l'auteur considéré.

Un terme synthétique trouvé dans la littérature pour pallier les conflits de nomenclature est celui de *advocacy organization*⁴ qui regroupe les SMO, ONGE, les groupes d'intérêt (public) et les associations sans but lucratif.

⁴ Nous éviterons dorénavant le terme *advocacy organization* et le remplacerons par groupe, organisation ou association pour le désigner.

2.4. Définition d'un cadre théorique – Social Movement Theory (SMT)

Tout au long du précédent chapitre, nous avons mentionné à plusieurs reprises l'apport de l'étude des mouvements sociaux pour aborder l'activité des organisations environnementales. La SMT constitue en effet le cadre théorique dans lequel nous allons nous placer pour étudier le choix du mode d'action dans le mouvement contre le réchauffement climatique. Plus précisément, c'est la réunion de la théorie de mobilisation des ressources et des nouveaux mouvements sociaux qui définira le canevas sur lequel nous allons asseoir notre travail.

2.4.1. Théorie de mobilisation des ressources (RMT)

Selon la conception classique de la RMT, l'élément-clé de l'étude des mouvements sociaux est le degré d'organisation interne de la collectivité mobilisable (Fillieule et al., 2009; Jenkins, 1983; Diani, 1992), plutôt que le soutien populaire (Fanenbruck, 2010). La nature associative ou communautaire de cette collectivité déterminerait le potentiel, ainsi que la forme de mobilisation (Fillieule et al., 2009; Jenkins, 1983).

L'innovation centrale de cette théorie entrepreneuriale des mouvements sociaux consiste en la désignation des acteurs de la mobilisation: les auteurs parlent « d'organisations de mouvement social » (Fillieule et al., 2009; Diani, 1992; Crossley, 2002; Tarrow, 1998; Jenkins, 1983).

L'apport de McCarthy et Zald a été de noter que ceux qui se mobilisent le font sous le *leadership* de véritables entrepreneurs politiques (Fillieule et al., 2009). Dans ce cadre, ce sont les « membres et sympathisants par conscience » extérieurs à l'organisation qui permettent l'action collective en la fournissant en ressources et (parfois) expertise (Fillieule et al., 2009; Tarrow, 1998; Crossley, 2002; Jenkins, 1983). Cette particularité est due au fait qu'à partir des années 60, les SMO classiques (*classical social movement organisations*) ont progressivement laissé leur place aux SMO professionnelles (*professional social movement organisations*). Les SMO classiques disposent de leaders internes, d'employés bénévoles, d'une base d'adhérents importante, de ressources provenant des bénéficiaires directs de l'existence et de l'action de la SMO, et dont la forme d'action privilégiée est celle de la mobilisation de masse (Jenkins, 1983). Inversement, les formes de SMO plus récentes (les SMO professionnelles) présentent de leaders externes, des employés à plein temps et rémunérés, relativement peu d'adhérents, des ressources provenant des membres par conscience, et l'action est conduite au nom des parties lésées. Indépendamment de ces précisions, dans les deux cas ce sont les ressources de la SMO qui sont essentielles pour entretenir son activité: la recherche de davantage de ressources (adhérents, fonds, expertise, ...) (Dalton et al, 2003 ; Fanenbruck, 2010), l'utilisation adéquate des 'fenêtres d'opportunité' et l'atteinte des buts de l'organisation de la manière la plus efficace possible (Fanenbruck, 2010).

Les SMO profitent donc d'opportunités politiques pour passer à l'action et faire valoir leurs intérêts. Les structures étatiques créent des opportunités relativement stables, c'est pourquoi « [...] *it is changing opportunities within states that provide the openings that resource-poor actors can use to create new movements* » (Tarrow, 1998, p.18). Ces ouvertures momentanées du système politique sont principalement dues à quatre facteurs : l'accès partiel

au pouvoir, les transformations des structures politiques et coalitions dominantes, la disponibilité d'alliés influents et les désaccords entre élites (traduction personnelle, Tarrow, 1998, p.86). D'autres auteurs, comme Diani et Eyerman, ont formulé ces quatre facteurs de manière sensiblement différente en évoquant comme conditions « d'ouverture » de la structure d'opportunités politiques (SOP) « la présence d'alliances politiques, la division des élites politiques, la tolérance pour la protestation, la capacité d'élaboration de politiques publiques des décideurs » (traduction personnelle, Saunders, 2009, p.2). En règle générale, les opportunités politiques constituent des ressources externes au groupe et fournissent des incitants à l'action collective (Tarrow, 1998). De plus, elles façonnent les perspectives de succès ou d'échec de la mobilisation, et donc dans une certaine mesure le choix du moyen d'action.

Remarquons au passage, comme Saunders, que la conception de la notion de « structure » d'opportunités politiques est quelque peu erronée dans les travaux de la mobilisation des ressources. Les variables qui définiraient l'ouverture ou la fermeture du système politique énoncées par ces auteurs ne sont pas véritablement structurelles, elles sont plutôt temporelles et volatiles (Saunders, 2009). C'est la manière dont est constitué l'appareil étatique - plus particulièrement le degré de centralisation et le système électoral - qui correspond réellement à la structure d'opportunités politiques (Saunders, 2009).

Parfois, un contexte spécifique amène les SMO à se rapprocher ou à se distancer de certaines *advocacy organisations*, de telle manière que l'on peut parler d'un jeu de coopération ou de compétitivité négocié perpétuellement entre différentes SMO. C'est McAdam, en empruntant le concept de 'processus politique' à Tilly, qui a intégré ces interactions dans la structure politique pour rendre compte de la dynamique globale des actions politiques des organisations qui ont pour but d'accéder à l'arène politique et à l'*agenda setting* (Fillieule et al., 2009). Lorsqu'une telle organisation ou coalition de SMO gagne une certaine légitimité comme interlocuteur, elle peut devenir un véritable groupe de pression au sens strict. (Fillieule et al., 2009; Diani, 1992)

Mario Diani et Paolo Donati sont deux théoriciens de la RMT qui se sont posé la question de la structure interne des organisations oeuvrant pour un mouvement social et ont construit une typologie à partir de deux axes: l'axe de la stratégie de la mobilisation des ressources et l'axe de l'efficacité de l'action dans le *political process* (cf. *supra*). Le premier axe correspond au choix entre une forme d'organisation professionnelle (mobilisation extensive d'argent) ou participative (mobilisation directe et concentrée de temps). Le deuxième axe correspond au choix des organisations de travailler à l'intérieur du système politique, de façon classique (*insider*), ou à l'extérieur de manière protestataire (*outsider*). (Diani et Donati, 1999)

	FORMS OF ACTION	
	Conventional pressure	Disruption
Professional resources	Public interest lobby	Professional protest organisation
Participatory resources	Participatory pressure group	Participatory protest organisation

Tableau 4. Typologie des organisations politiques non partisanses. (Diani et Donati, 1999, p. 16)

Le lobby d'intérêt public correspond à une organisation politique avec une équipe de professionnels, une faible base bénévole et une préférence pour les formes de pression traditionnelles: elle se rapproche le plus d'un groupe d'intérêt classique.

L'organisation de protestation professionnelle se concentre tout comme le Public interest lobby sur l'activisme professionnel et la mobilisation de ressources mais peut présenter des tactiques plus contestataires.

Le groupe de pression participatif présente des membres inclus et impliqués dans la vie de l'organisation (majorité de bénévoles) qui optent pour le lobbying plutôt que la protestation.

L'organisation de protestation participative comporte une large base bénévole et tend vers des formes d'action contestataire décentralisée de type SMO locale (*grassroots* SMO). (Diani et Donati, 1999)

2.4.2. Nouveaux mouvements sociaux (NMS)

L'étude des nouveaux mouvements sociaux a souvent été attribuée aux théoriciens européens et considérée comme une école construite en réponse à la théorie de la mobilisation des ressources, d'allégeance traditionnellement américaine (Diani, 1992). Les NMS désignent « *l'ensemble des formes d'action collective qui se développent en dehors de la sphère industrielle [...] et semblent augurer [...] l'émergence d'enjeux relativement spécifiques, largement opposés au système politique et social traditionnel.* » (Fillieule et al., 2009, p.371). Effectivement, c'est la société civile qui figure au coeur des NMS, contrairement aux anciens mouvements sociaux largement stato-centrés (Martell, 1994). L'intérêt de nous pencher également sur les nouveaux mouvements sociaux se trouve dans le constat que « *Centrés qu'ils sont sur les organisations et les réseaux, les auteurs se réclamant de la théorie de la mobilisation des ressources négligent ainsi généralement les facteurs écologiques de l'action collective et notamment sa dimension localisée et située* » (Fillieule et al., 2009, p.223).

Plus précisément, les NMS se distinguent des mouvements sociaux plus anciens à propos de quatre grands points : la localisation, les buts, l'organisation et le moyen préconisé de changement. En effet, les NMS, contrairement aux anciens mouvements sociaux, sont des mouvements qui se situent à l'extérieur des institutions politiques conventionnelles. Ensuite, alors que les mouvements sociaux traditionnels recherchent la représentation politique et la réforme moyennant la régulation, les NMS veulent distancer la société civile du pouvoir politique et redéfinir la culture et les styles de vie. De plus, les NMS ne se constituent pas

sous forme hiérarchisée comme dans les vieux mouvements sociaux; bien au contraire, ils optent pour une organisation informelle ou peu structurée, ou encore émanent de la construction de réseaux entre associations citoyennes locales en l'absence de centres d'autorité. Finalement, les NMS choisissent préférentiellement des tactiques nouvelles et innovantes d'action directe, et travaillent sur la redéfinition de la compréhension des symboles et de la culture. (Martell, 1994)

Habermas rejoint Martell sur ce point en considérant que la caractéristique centrale des NMS se résume au fait qu'ils s'attaquent à des conflits nouveaux qui ne sont pas dus à des problèmes de distribution de richesse matérielle mais mettent en cause les principes mêmes de nos modes de vie (Crossley, 2002). C'est Inglehart qui était un des premiers à faire incomber l'émergence des mouvements environnementaux dans les années 70 à l'apparition progressive de valeurs post-matérielles, valeurs qui privilégient les aspects de qualité de vie et de la satisfaction des besoins de la personne aux ressources matérielles. Pour Habermas cependant, les NMS sont des mouvements réactionnaires plutôt que progressistes. Néanmoins, l'auteur distingue les réponses des conservateurs traditionnels et revendications type NIMBY (not in my back yard) d'une part, et la résistance plus progressive des groupes qui recherchent une reconstruction du monde d'autre part. Ces derniers ne défendent pas les traditions mais contestent les normes selon lesquelles nous vivons nos vies, créant ainsi un débat ouvertement public et intentionnellement extérieur aux structures institutionnelles du système politique, incapables de traiter les revendications des NMS. Les NMS s'adonnent alors à la contestation et créent des espaces pour développer des modes de vie alternatifs répondant aux problèmes de la vie moderne. *“Ce faisant, ils témoignent de la vitalité [...] [de] “la société civile” et contribuent à la politisation d'enjeux, [...], comportant souvent une dimension transgressive.”* (Fillieule, 2009, p. 372). (Crossley, 2002)

L'étude des NMS considère plusieurs types d'acteurs qui nourrissent et sont en intime relation avec les mouvements sociaux. Kriesi est un auteur suisse qui a élaboré une typologie de ces acteurs constitutifs des NMS suivant deux axes : le degré de participation des adhérents et l'orientation politique (autorités) ou de service (adhérents, clients) (cf. Figure 2). Ainsi, selon cette typologie, les idéaux-types d'organisations oeuvrant dans un nouveau mouvement social sont les organisations orientées vers le service (organisations de soutien); les groupes d'entraide et de solidarité (associations citoyennes, clubs, groupuscules de mouvement); les SMO représentant l'activisme politique; et les organisations de représentation politique (groupes de pression, partis politiques).

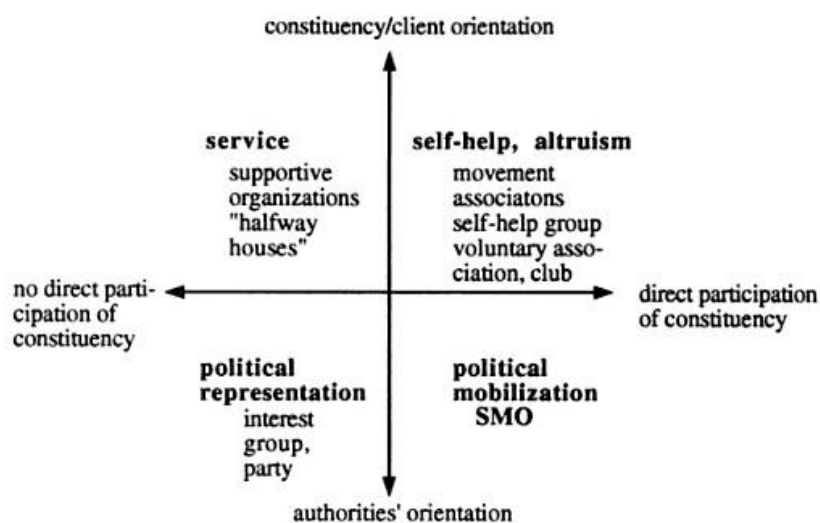


Figure 7.1. Typology of movement-related organizations.

Figure 2. Typologie des organisations de mouvement. (Kriesi dans McAdam, McCarthy et Zald, 1996, p.2)

La plupart des analyses des NMS soulignent la tendance à la fragmentation, voire l'atomisation des formes d'action collective (Fillieule, 2009). Similairement, dans la théorie de la mobilisation des ressources, un débat central dans l'organisation des mouvements sociaux porte sur l'efficacité d'un modèle bureaucratique centralisé et les partisans d'un modèle informel et décentralisé.

Les premiers défendent une structure claire et formelle capable de mieux mobiliser les membres grâce à une division du travail et une définition des rôles précis des sympathisants. D'autres soutiennent cependant qu'une structure segmentée et décentralisée conduit à la mobilisation plus large des membres parce qu'ils sont liés par des relations interpersonnelles qui augmentent la solidarité et renforcent les engagements idéologiques des participants. De plus, Gerlach et Hine affirment que ce genre de structure est extrêmement adaptable et permet l'expérimentation avec les moyens d'action tout en réduisant la vulnérabilité face aux potentielles menaces des autorités. (Jenkins, 1983) Ainsi, en observant l'atomisation de l'action collective dans les NMS, ces auteurs insinuent, tout comme Gerlach et Hine qui sont pourtant des adeptes de la RMT, que la forme d'organisation interne a une influence cruciale sur le type d'action menée.

L'approche des NMS a été largement critiquée, et selon Fillieule et al. " [...] elle n'a pas résisté au temps, les NMS se singularisant davantage par leur éclatement et émiettement que par leur capacité à déboucher sur un enjeu global." (Fillieule et al, 2009, p.377). C'est la raison pour laquelle nous avons estimé plus pertinent de choisir, comme Dalton, un cadre théorique qui combine l'approche des NMS et la mobilisation des ressources. En effet, cet

auteur suggère que c'est la meilleure façon d'aborder les mouvements environnementaux en Europe, étant donné que la RMT se confirme bien avec les organisations établies (il cite l'exemple du WWF), et que l'école des NMS convient d'avantage à l'étude des organisations locales relativement autonomes (Fanenbruck, 2010).

III. SELECTION DU REPERTOIRE D'ACTION

3.1. Une panoplie de modes d'action pour un même but

Les organisations appartenant à un mouvement social emploient un nombre relativement important de tactiques pour défendre leur cause, mais l'on remarque une grande diversité dans les modes d'action privilégiés (Carmin et Balsler, 2002).

Dans ce cadre, il est pertinent de rappeler que le concept de répertoire d'action de Tilly insinue que tous les acteurs d'un espace national et géographique donné, pendant une période donnée, auront à choisir leurs modes d'action parmi un ensemble de formes de contestation. Or, il ne faut pas omettre l'intervention de certaines dynamiques sociales lors du processus de sélection au sein du répertoire. Certains groupes, même lorsqu'ils ont un but commun et appartiennent au même mouvement, choisissent systématiquement des formes d'action spécifiques et ne s'attardent pas, voire rejettent franchement d'autres tactiques de contestation. Ainsi, ils créent leur propre répertoire d'action coutumier composé d'un certain nombre de tactiques considérées comme adaptées à l'objectif poursuivi. Certains auteurs ont soutenu que le répertoire propre au groupe pouvait être considéré comme un mouvement au sein du mouvement social même ; d'autres ont parlé de *protest style*. Effectivement, « certains groupes révèlent un style radical qui implique des croyances et une identité radicale, ainsi que des formes de protestation plus extrêmes ; d'autres sont plus réformateurs. Certains sont des *outsiders*, d'autres des *insiders* etc. » (Traduction personnelle, Crossley, 2002, p. 132). (Crossley, 2002)

Dès lors, comment peut-on expliquer pourquoi certains groupes optent pour des modes d'action expressément contestataires et subversifs, alors que d'autres jouent volontairement le jeu politique ? Quels sont les facteurs qui amènent les groupes à choisir, parmi une panoplie de moyens d'action existants, un style de contestation spécifique ? S'agit-il de facteurs structurels, liés aux conditions inchangeantes de l'environnement politique ? Y a-t-il une dimension subjective au choix du moyen d'action ?

De prime abord, nous sommes amenés à penser qu'il y a sans doute plusieurs éléments qui se combinent pour donner le résultat final des moyens d'action adoptés.

L'examen de la littérature nous a permis de synthétiser deux grandes approches dans la sélection du mode d'action : l'approche rationnelle et l'approche interprétative.

3.2. Facteurs rationnels influant sur la sélection du répertoire d'action

On considère généralement que les auteurs de la RMT et du processus politique appartiennent à l'école des analyses rationnelles. Cette école préconise que les organisations prennent des décisions rationnelles pour atteindre leurs objectifs (Carmin et Balsler, 2002). La rationalité sur laquelle est basée cette action est purement instrumentale, les acteurs cherchent à atteindre leurs objectifs de la manière la plus efficace possible. Il s'agit de parvenir à une fin sans que cette rationalité s'applique au but poursuivi en tant que tel, aux croyances qui la motivent ou au bien-fondé normatif des comportements qu'elle entraîne. (Crossley, 2002)

Les choix en eux-mêmes sont animés ou limités par les conditions structurelles, ainsi que la disponibilité en ressources (argent, expertise, ...) (Carmin et Balsler, 2002). Ces conditions structurelles se résument, dans les analyses rationnelles, aux changements dans les opportunités politiques qui peuvent être utilisées comme ressources externes par un certain groupe (Tarrow, 1998). Les auteurs des mouvements sociaux considèrent que si la SOP est relativement ouverte, les acteurs du mouvement considéré comptent principalement sur des tactiques institutionnelles pour exercer leur influence ; inversement, si la SOP est fermée et difficile à pénétrer, ils tendraient à opter pour des formes plus expressives et moins conventionnelles (Carmin et Balsler, 2002 ; Dalton et al., 2003).

Rappelons que certains auteurs estiment que la véritable dimension structurelle des opportunités politiques consiste en la nature-même de l'appareil étatique. Etant donné la diversité de l'activité et des échelles préconisées dans le mouvement contre le réchauffement climatique malgré une structure étatique actuellement stable, il est dès lors difficile de concevoir que la SOP détermine la forme de mobilisation.

Nous avons évoqué précédemment que si les structures étatiques offrent des opportunités relativement stables, c'est les transformations de celles-ci qui permettent l'émergence de nouveaux mouvements sociaux. Or, notre travail se limite à étudier la forme que les actions pour le climat prennent dans la situation actuelle, l'objectif n'est pas de chercher à comprendre comment et quand le mouvement belge pour le climat a pu naître. Dans le cadre de notre objet de recherche il est plus utile de considérer que dans un même contexte national, la notion d'opportunité politique s'applique au niveau organisationnel plutôt qu'au mouvement dans son ensemble (Saunders, 2009). Ainsi, nous retiendrons dorénavant que les ressources externes à l'organisation constituent des opportunités politiques pour l'organisation considérée.

La théorie de l'acteur rationnel, sur laquelle se basent la RMT et les auteurs du processus politique, reconnaît que les opportunités et les contraintes externes sont des éléments qui définissent la facilité ou la difficulté à parvenir à un objectif (Crossley, 2002). La coopération avec une autre organisation ou le soutien d'un dirigeant politique sont des exemples de ressources externes qui peuvent constituer des opportunités politiques et définir le choix du moyen d'action d'un groupe.

La structure organisationnelle elle-même est en relation intime avec le choix du mode d'action (Carmin et Balsler, 2002 ; Diani et Donati, 1999). Comme évoqué précédemment, Diani et Donati ont élaboré une typologie suivant un axe d'efficacité politique et un axe définissant le type de ressources intensives en argent ou en temps. Le degré de formalisation et donc de professionnalisation d'une organisation montre une corrélation négative avec l'usage de formes d'action contestataire ; bien au contraire, les organisations professionnelles tendent à passer préférentiellement par des canaux institutionnels et réformateurs pour promouvoir le changement (Carmin et Balsler, 2002).

Mais Diani et Donati nous invitent à dépasser la dichotomie traditionnelle SMO – groupe d'intérêt au profit d'une vision plus adaptée au sujet d'étude qui permet de *“disentangle the problem of movement professionalisation from related, still independent issues, such as the selection of the action repertoire. Rather than classifying different organisations along a continuum from 'movement organisation' to 'interest group', we can look at how traits of different models combine in different organisations.”* (Diani & Donati, 1999, p.25). Ainsi, le choix du mode d'action ne peut être uniquement imputé à la tendance de professionnalisation des mouvements, mais doit être pensé comme la résultante de l'enchevêtrement des idéaux-types organisationnels présentés. Du fait que les structures organisationnelles sont tout à fait diverses, la palette de formes d'action correspondante s'avère très large.

Plus important encore, les actions qui sont accessibles aux groupes d'un certain mouvement dépendent de manière générale des ressources qui sont à leur disposition (Carmin et Balsler, 2002 ; Crossley, 2002). Nous avons précédemment évoqué l'importance des fonds et de l'expertise de l'organisation. A cela se rajoute aussi le statut des militants, ainsi que leurs liens sociaux. Ces facteurs conditionnent les possibilités de protestation d'un groupe et sont reflétés dans les différentes manières de faire que les organisations adoptent. Finalement, des auteurs soulignent que les formes de contestation changent en fonction de la génération politique qui est active. Selon cette conception, la politique se pratique différemment selon la génération parce que les conditions dans lesquelles s'est opérée leur socialisation politique respective leur attribuent des prédispositions protestataires différentes. (Crossley, 2002)

De plus, les SMO peuvent toucher des subventions de la part d'autres organisations ou d'organes étatiques qui peuvent potentiellement influencer sur le type d'action que la SMO choisira. Des recherches ont montré qu'en acceptant ces fonds, l'organisation tend à adopter des moyens d'action qui concordent avec la vision de leurs donateurs. Ces recherches ont par exemple montré que des ONGE de préservation sont plus susceptibles de récolter des fonds de la part de sociétés privées, tandis que les groupes éco-centriques reçoivent plutôt le support de leurs adhérents. Il en résulte que ces organisations chercheront à se conformer aux intérêts de leurs contributeurs, et que les premiers opteront pour des tactiques conventionnelles, alors que les seconds s'engageront volontiers dans des formes d'action plus conflictuelles. (Carmin et Balsler, 2002)

3.3. Facteurs interprétatifs: le processus de construction de sens (sensemaking process)

Le choix du moyen d'action est certes façonné par des facteurs structurels et sociopolitiques. Cependant, les organisations ne sélectionnent pas leurs répertoires d'action exclusivement en fonction de leurs ressources disponibles, qu'elles soient internes ou externes à l'organisation. En effet, elles cherchent aussi à refléter et renforcer les valeurs, croyances et compréhensions inhérentes à l'organisation, ainsi que de transmettre leur interprétation des institutions politiques et sociales (Carmin&Balsler, 2002). Dans le même ordre d'idées, Olivier Fillieule considère que dans le choix d'un mode d'action, il est important de prendre en compte les « [...] objectifs [...] internes aux groupes que sont la construction du groupe et sa représentation publique » (Fillieule et al., 2009, p. 460).

Ainsi, il faut donc également prendre en compte le processus interprétatif de l'environnement social et des opportunités politiques par les SMO pour bien comprendre leur choix tactique. Il y a donc pour chaque groupe considéré une dimension cognitive, celle d'un schéma commun d'interprétation du sujet du changement climatique (Dryzek et al., 2011).

Plus précisément, ce processus interprétatif dépend de filtres cognitifs qui permettent l'élaboration d'une signification qui peut fournir une base pour l'action. Carmin et Balsler synthétisent 4 filtres cognitifs:

-environmental philosophy : Ce sont les croyances collectives sur l'environnement naturel et la relation que l'homme devrait avoir avec la nature. Les prémisses de la catégorisation des philosophies environnementales des ONGE se trouvent dans des travaux qui considèrent que celles-ci peuvent être grossièrement classées en deux catégories, à savoir les conservateurs de la nature qui s'occupent de la sauvegarde de la nature et les groupes écologistes qui se consacrent aux problèmes de dégradation de l'environnement (Dalton, 1994 cité dans Carmin et Balsler, 2002, p.6). D'autres travaux plus récents tentent de différencier plus finement les écoles de l'environnementalisme et soulignent l'existence de courants tels que la modernisation écologique, la critique de la croissance, le développement durable (Zaccai, 2008) mais aussi la *deep ecology*, l'écoféminisme et la justice environnementale (Brulle, 2000, cité dans Carmin et Balsler, 2002, p.7).

-experience : le choix de tactiques et répertoires se fait en fonction de son succès escompté d'après les expériences et connaissances de l'association. Ce filtre cognitif attribue un certain rôle aux acquis du passé et souligne son importance dans le modelage du moyen d'action. Cécile Péchu attribue également une place importante à l'expérience passée, contrainte sous laquelle le choix du moyen d'action (parmi le répertoire d'action à disposition d'un groupe) s'opère. (Fillieule et al., 2009).

-core values and beliefs: ce sont les points de vue plutôt normatifs sur ce qui devrait être, en opposition à ce qui est. Lorsque les valeurs inhérentes à l'organisation sont exprimées elles peuvent être mobilisées pour servir de guide moral quant à la forme d'action préconisée. De plus, les autres valeurs moins explicites tendent à se transmettre au sein du groupe et créer

des croyances et idéaux quant au fonctionnement du monde et de la manière dont le groupe devrait procéder pour aboutir à ses objectifs (Schein, 1985, cité dans Carmin et Balsler, 2002, p. 6). Ainsi, l'attitude face à des sujets comme le comportement civique ou la violence est précisément la résultante des valeurs et croyances de l'organisation.

-political ideology: l'idéologie politique résulte de valeurs et croyances concernant l'environnement politique spécifiquement (contrairement aux *core values and beliefs*). Elle influence la perception du groupe à propos du fonctionnement du processus politique ainsi que la manière dont il devrait être construit. Le filtre cognitif de l'idéologie politique est crucial dans la sélection d'un répertoire d'action d'un groupe parce qu'il façonne l'interprétation de l'environnement institutionnel.

(Carmin et Balsler, 2002)

L'interprétation globale résultant de l'interaction de ces quatre filtres cognitifs crée des lignes directrices pour l'organisation, déterminant ainsi les types d'action tolérés et parmi ceux-ci lesquels sont le plus susceptibles de permettre d'atteindre les objectifs fixés. Dès lors, le choix du ou des modes d'action d'un groupe est le fruit d'un processus de construction de sens à partir des variables précitées. (Carmin et Balsler, 2002) Les auteurs synthétisent les relations présentes dans ce processus grâce au tableau ci-dessous (cf. Figure 3).

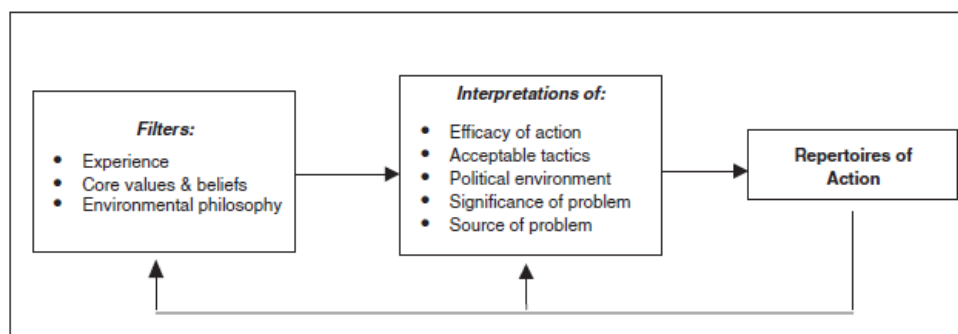


FIGURE 1: The Relationship of Cognitive Filters to Repertoires of Action

Figure 3. Relation entre filtres cognitifs et le répertoire d'action. (Carmin et Balsler, 2002, p. 6)

Remarquons qu'il y a non seulement une interrelation entre les filtres cognitifs, les interprétations et le répertoire d'action mais que ce dernier exerce également une influence sur les filtres et interprétations du groupe. Ainsi, selon l'issue de l'action, la tactique renforce ou au contraire sème le doute sur les perspectives et croyances du groupe. Il y a un lien réciproque entre le mode d'action et la vision subjective du groupe résultant de l'expérience, de l'idéologie et des valeurs présentes en son sein. Ce lien s'explique par le fait que les groupes cherchent à asseoir leur identité et de traduire cette dernière dans la forme d'action choisie (Dalton et al., 2003). Si l'action adoptée ne reflète pas la façon dont le groupe cherche à se définir, elle sera réévaluée. Par contre, si elle permet des résultats inespérés, du moins l'expérience, sinon les croyances mêmes de l'organisation seront ajustées. De manière

générale, l'ensemble des actions mises en oeuvre par un groupe à un moment donné traduit l'approche dominante de promotion du changement en son sein (Carmin et Balser, 2002).

Cette section nous a permis de passer en revue les explications énoncées par divers auteurs quant au choix du moyen d'action. Si certains auteurs sont adeptes des analyses dites rationnelles, les théoriciens de la mobilisation des ressources ont vite invoqué le concept de *ideologically structured action (ISA)* pour expliquer comment l'idéologie, ou un ensemble de croyances, influe sur la compréhension des acteurs de l'environnement socio-politique et ultimement le cours de l'action (Carmin et Balser, 2002). En effet, les acteurs ne choisissent pas les moyens les plus efficaces pour atteindre leurs buts; dans le meilleur des cas, ils choisissent le répertoire d'action le plus efficace à partir d'un éventail socio-culturel hérité (Crossley, 2002). Plus spécifiquement, l'approche interprétative permet de souligner que « *they orient to shared meanings, expectations, understandings and, what amounts to the same thing, norms* » (Crossley, 2002, p.131). Ainsi, même si les associations cherchent à être le plus efficace possible dans leur style de contestation, celui-ci n'est pas uniquement choisi en fonction d'un calcul rationnel. Ce raisonnement-même est influencé par des éléments idéologiques, les valeurs et croyances, et le vécu du groupe.

L'examen de la littérature permet dès lors de conclure que c'est l'amalgame de facteurs rationnels et interprétatifs qui finit par définir le choix du mode d'action.

IV. CAS D'ETUDE

4.1. Le mouvement belge contre le réchauffement climatique

L'activisme climatique en Belgique est pris en charge par un grand nombre d'associations. Citons tout d'abord les organisations environnementales qui sont plurithématiques, mais dont, dans la majorité des cas, un des grands volets d'action concerne les questions du climat et de l'énergie. Les ONGE telles que Greenpeace, les Amis de la Terre et WWF en sont des exemples emblématiques. Nous l'avons mentionné, le changement climatique a constitué historiquement l'élément fédérateur phare des organisations environnementales dans la mesure où il a été unanimement accepté qu'il fallait agir pour empêcher le réchauffement de la planète. Ces ONGE optent généralement pour des modes d'action relativement conventionnels et peu subversifs, comme nous l'avons vu en *supra*. Dans le cadre de leur récolte de fonds et d'adhérents, ces ONGE peuvent aussi être amenées à faire des campagnes publicitaires et à utiliser la voie médiatique pour faire entendre leur cause (entretien WWF, entretien Greenpeace).

Il existe cependant aussi des organisations telles que GoodPlanet qui mettent l'accent sur la sensibilisation des jeunes quant aux questions de l'environnement et qui font un travail relatif à l'éducation (goodplanet.be). Notons que l'éducation et la collaboration avec les écoles est également assumée par des organisations comme le WWF et les Amis de la Terre Wallonie (entretien WWF, entretien AdT).

En ce qui concerne l'action contre le réchauffement climatique même, un certain nombre d'organisations se revendiquent préoccupées par la question en faisant partie du réseau d'action contre le changement climatique, le Climate Action Network (CAN). La section belge de ce réseau est constituée par les grandes ONG environnementales Greenpeace, WWF, Natuurpunt et les Amis de la Terre Europe ; d'ONG de développement et de solidarité comme Oxfam, One et CIDSE Belgique ; mais aussi de plateformes ou encore fédérations d'organisations environnementales (IEW, BBL, BRAL, IEB) et de développement (CNCD-11.11.11.) ; d'une organisation monothématique comme Seas at Risk et même de l'asbl APERe (Association pour la promotion d'énergies renouvelables) (climatenetwork.org).

En Belgique, la plus grande plateforme de rencontre d'organisations préoccupées par le changement climatique est la Coalition Climat qui regroupe environ 70 associations belges se subdivisant en trois grandes branches : les organisations environnementales, les mouvements Nord-Sud et les associations sociales et socio-culturelles (klimaatkoalitie.be). La Coalition Climat est responsable pour la grande majorité des mobilisations de masse en Belgique grâce à des campagnes comme *Sing for the Climate*, *the Big Ask* et *The Wave* (la vague Belgique) qui ont mobilisé des milliers de personnes. Notons que ceci ne veut pas dire que toutes ces campagnes avaient pour impératif de faire descendre les gens dans la rue. *Sing for the Climate* a réuni des manifestations, mais cette campagne a aussi constitué un changement

dans le *modus operandi* des grandes ONGE belges dans la mesure où ils se sont inspirés du type d'action préconisée par le réseau 350.org. En effet, l'appel n'a pas uniquement été celui de la manifestation de masse, mais de l'enregistrement d'actions localisées, ici le fait de chanter ensemble, et de la diffusion de cette vidéo dans toute la Belgique ; témoignant de manière quelque peu différente d'un mouvement de masse pour le climat. (klimaatkoalitie.be, WWF, entretien personnel)

Dans les styles de protestation plus radicaux, nous avons pu repérer pour le cas belge deux groupuscules luttant pour le climat qui choisissent des moyens d'action plus perturbateurs : Climat et Justice Sociale (CJS) et Climate Justice Action (CJA). Ces derniers sont les organisateurs des camps climat (*Climate Camp*) qui ont lieu tous les ans depuis 2009 pendant l'été. Les camps durent aux alentours d'une semaine et de nombreuses activités y sont proposées : discussions et débats, séminaires, formations pour l'action (surtout en escalade), présentation de pratiques innovatives de transition énergétique, action directe (occupation, manifestations, blocage d'accès au terminal pour les trains ...), workshops, et même des cours pour les enfants en 2013. Climat et Justice Sociale quant à eux recourent principalement à la manifestation et aux documents de prise de position diffusés sur internet et les réseaux sociaux. D'après leur site internet, Climat et Justice Sociale « *veut être un large mouvement de tous ceux et celles qui veulent lier les revendications pour le climat aux revendications sociales et syndicales* » (climatetjusticesociale.be).

Qui plus est, l'existence d'associations citoyennes et de réseaux se mobilisant pour la consommation durable, la mobilité douce, la transition énergétique et la simplicité volontaire, les GAC (groupement d'achat commun), les SEL (système d'échange local) etc., quoiqu'elles ne soient pas toutes explicitement dirigées à l'encontre du changement climatique spécifiquement, contribuent tout de même à alimenter le mouvement dans la mesure où elles sous-tendent des modes de vie durables et faibles en empreinte carbone.

Toutes ces techniques de contestation très différentes sont accompagnées de visions distinctes sur ce qu'il convient de faire pour lutter contre le changement climatique. Ainsi, on peut considérer que le mouvement belge contre le changement climatique a un caractère à la fois étendu et diffus. C'est un mouvement multiforme au sens de Crossley, et la rencontre de tous ces divers acteurs et modes d'action différents peut être comprise grâce à l'existence d'un « espace de convergence » tel qu'énoncé par Routledge.

C'est Peter North qui exprime très bien quelle problématique a suscité notre intérêt pour cette recherche: "*While there is agreement within the climate change movement that 'something should be done', and that is a major transition from fossil-fuel-powered capitalism to an economy in balance with the planet's ability to provide resources and absorb wastes, there was less agreement about what form action should take – the nature of the 'repertoires of contention'.*" (North, 2011, p. 9)

4.2. Méthodologie

Suite à ce bref exposé sur les organisations, associations et réseaux belges actifs dans la lutte contre le changement climatique, ainsi que l'exposé succinct de certains de leurs modes

d'action, nous avons pu nous faire une idée de l'effervescence du mouvement belge pour le climat.

Etat donné que notre travail adopte une approche focalisée sur l'organisation, nous avons choisi les groupes à analyser de façon à ce qu'ils représentent, ensemble, un spectre le plus large possible de tous les modes d'action que nous avons pu dégager dans l'Etat de la littérature. Rappelons que notre hypothèse énonce que ce sont des facteurs rationnels de l'ordre des ressources agissant conjointement avec des facteurs interprétatifs dus à l'idéologie de l'organisation qui définissent le choix du mode d'action.

4.2.1. Méthode

Pour tester notre hypothèse, nous avons décidé de choisir deux organisations professionnelles présentant toutes deux des ressources importantes en termes financiers et humains, et de comparer leurs moyens d'action. Si des divergences entre les modes d'action apparaissent, cela pointerait à l'existence de schémas cognitifs différents pour les deux organisations.

Nous avons également choisi de tester notre hypothèse pour les organisations à ressources participatives largement dépendantes de l'investissement en temps et énergie de la part de leurs adhérents. Si nous constatons des différences entre les moyens d'action déployés par ces deux associations, l'intervention de facteurs interprétatifs différents sera établie.

Cependant, une dernière étape sera nécessaire pour que notre hypothèse soit entièrement vérifiée. En effet, l'analyse croisée entre les organisations professionnelles et participatives s'impose pour établir que celles-ci utilisent des modes d'action différents, et confirmer que ce sont effectivement aussi des facteurs rationnels, basés sur les ressources disponibles, qui interviennent dans le choix du moyen d'action.

Bref, pour vérifier notre hypothèse, il nous faudra constater une double disparité : une différence dans les modes d'action des « petites » et « grandes » organisations, ainsi qu'une divergence entre les modes d'action de deux groupes de même type.

Dans la catégorie des organisations professionnelles nous avons choisi Greenpeace et WWF ; pour ce qu'il en est des organisations à base participative, notre choix s'est porté sur Climate Justice Action et le réseau de transition Bruxelles-Wallonie.

Les données nous permettant de tester notre hypothèse ont été recueillies à partir d'interviews semi-dirigés que nous avons effectués avec les responsables et porte-parole des organisations choisies. Notre choix s'est porté sur ce type d'entretien parce qu'il permet de faire ressortir les sentiments et compréhensions des personnes interrogées, nous permettant ainsi d'aller au-delà de leurs déclarations et prises de position habituelles (Klandermans et Roggeband, 2007).

Les personnes interrogées étaient plus précisément le campaigner climat et énergie de Greenpeace, le responsable climat et énergie de WWF, un des organisateurs du camp climat 2011 pour Climate Justice Action et un des porte-parole du réseau de transition Bruxelles-Wallonie. Ces personnes ont été identifiées grâce à un contact dans le cas de CJA, et via les sites web pour WWF, Greenpeace et le réseau de transition Wallonie-Bruxelles. Nous avons

contacté ces personnes via courriel et les entretiens se sont déroulés, de manière assez parlante, au domicile des personnes interrogées dans le cas des organisations participatives, et au sein des bureaux de l'organisation dans le cas de Greenpeace et WWF.

Les entretiens ont duré de 30 minutes à 1h30 approximativement et ont suivi un déroulement basé sur six grandes questions (cf. Annexe 1). Ce protocole a été établi afin de dégager les attributs importants de l'organisation, les moyens d'action employés, l'efficacité perçue des moyens d'action, les éléments intervenant dans le choix de ces modes d'action et l'éventuelle complémentarité d'autres formes d'action et organisations du mouvement. Pour compléter ou clarifier les propos des intervenants, nous avons effectué certaines recherches supplémentaires en ligne.

4.2.2. Présentation des organisations sélectionnées

Greenpeace Belgique est née en 1984 avec l'implantation d'un bureau à Bruxelles de l'ONG mondiale. L'organisation compte aujourd'hui 36 employés à temps plein, mais son nombre d'adhérents atteint les 100 000 personnes. Une spécificité de cette ONG réside dans son refus d'accepter de l'argent public ; leurs fonds proviennent en majeure partie de donations mensuelles mais aussi de dons plus importants comme des héritages. Ces éléments nous permettent de classer Greenpeace dans une catégorie d'organisation environnementale pourvue de ressources relativement importantes. (entretien Greenpeace, greenpeace.org/belgium)

WWF est une organisation internationale qui a établi sa branche belge en 1966. L'organisation compte 33 employés à temps plein et sa base d'adhérents compte 81 000 personnes. Contrairement à Greenpeace, le WWF accepte les fonds publics, mais la partie la plus importante de ses ressources financières émane de ses membres grâce à leur activité de récolte de fonds ainsi que des legs. Ainsi, le WWF peut aussi être considéré comme une grande organisation qui dispose de ressources relativement en termes financiers et de participants. (entretien WWF, wwf.be)

Les deux organisations présentent donc des ressources financières et participatives relativement semblables. De plus, elles constituent toutes les deux des branches belges de leur réseau international respectif. Ces considérations nous amènent à estimer judicieux de confronter les moyens d'action que chacune utilise pour tester notre hypothèse. Si les facteurs utilitaristes prônés par les études rationnelles sont les seuls à intervenir, ces deux organisations devraient présenter les mêmes moyens d'action. Or, dans le cas du constat d'un certain nombre de divergences entre les modes d'action des deux organisations considérées, nous pourrions en conclure que les facteurs précités ne suffisent pas pour expliquer la sélection effectuée par Greenpeace et WWF. Cette éventualité indiquera l'existence de facteurs supplémentaires, du registre des schémas d'interprétation des deux organisations, qui interviennent dans le choix du mode d'action.

Climate Justice Action est un réseau international d'activistes climatiques qui s'est formé au lendemain de la 15^e conférence des parties de la CCNUCC à Copenhague en 2009. La Belgique compte également un réseau CJA actif sur son territoire. La structure

organisationnelle de CJA en Belgique est par définition informelle et ses ressources dépendent du temps et de l'énergie investie par ses membres.

Les initiatives de transition belges se regroupent en réseau pour former Entransition Belgique. Ce réseau est composé de toutes les initiatives locales, anciennement appelées les villes en transition, présentes en Belgique. Malgré une volonté de se coordonner dans le bilinguisme, le réseau flamand est plus ancien que le réseau francophone qui naît véritablement qu'en 2011. Ce dernier, appelé transition Wallonie-Bruxelles, n'ambitionne pas à chapeauter les groupes locaux, il cherche uniquement à servir de plateforme de coordination et d'échange. Selon le transitionneur interrogé, il s'agit d'une association de fait qui fonctionne sur base participative. Les ressources de l'association sont dès lors de l'ordre de l'investissement en temps et énergie, tout comme pour CJA, nous permettant de la caser à juste titre d'organisation à ressources participatives.

Les deux organisations à base participative présentent donc des ressources en termes humains semblables, suggérant que les liens interpersonnels et de solidarité sont plus forts que pour les « grandes » organisations. Grâce à ces considérations, et leur structure informelle, nous estimons pertinent de confronter les modes d'action de ces deux associations. La méthode de vérification est la même que dans le cas des organisations professionnelles : si l'on constate des divergences dans les moyens d'action, cela indiquera que des facteurs d'ordre interprétatif interviennent pour façonner le choix du mode d'action de CJA et du réseau de transition Wallonie-Bruxelles.

Remarques liminaires

- 1) Tous les éléments apportés par les intervenants touchant à la classification et la liste seront présentés fidèlement à l'ordre suivi dans leur discours.
- 2) Au vu des réponses et exemples donnés par les organisations, nous allons considérer comme pertinents pour notre recherche les thèmes de la déforestation et du nucléaire. Une forte proportion d'énergies renouvelables comme elle l'est préconisée par les associations environnementales est effectivement incompatible avec une production de base constante nucléaire (entretien personnel, WWF). La déforestation quant à elle est libératrice de carbone stocké et contribue à hauteur de 17% des émissions de GES au niveau mondial (Metz et al., 2007).
- 3) Nous n'allons pas prendre en compte le répertoire d'action électronique en raison de leur faible mise en avant par les personnes interrogées.

V. ANALYSE

5.1. Organisations professionnelles

5.1.1. Modes d'action recueillis

a) Moyens d'action de Greenpeace

La majeure partie de l'activité de Greenpeace en Belgique réside dans son travail de lobbying. Cette activité implique la rencontre avec des dirigeants politiques, mais aussi avec les spécialistes du secteur. Pour Greenpeace, ce moyen d'action est destiné à contrebalancer la pression provenant d'autres acteurs qui ont des intérêts divergents : *« il y a une décision à prendre par un politique, il y a des gens qui poursuivent un intérêt personnel, que ce soient les entreprises ou autres, qui vont essayer d'influer sur cette décision, nous on se positionne à l'opposé pour essayer de [...] faire un contre poids à cette pression que les politiques subissent par le monde économique »*. (GP, entretien personnel)

Le deuxième grand moyen d'action est la recherche afin de pouvoir soutenir avec des arguments valables le travail de lobbying lors des réunions avec les responsables politiques. Cette recherche n'est pas toujours effectuée au sein de l'organisation même, certains travaux sont commandités auprès d'universités et de centres de recherche.

Le troisième grand volet d'actions de Greenpeace concerne le travail médiatique. Ces actions visent à obtenir une couverture médiatique aussi large que possible afin de bénéficier de visibilité au sein de la société. *« [...] Il est clair qu'on vit dans un monde de médias et parce qu'on n'a pas d'argent public on doit trouver de l'argent et ce serait hypocrite de dire que l'on ne prend pas ça en compte, [...], on travaille énormément avec les médias, [...] et on a besoin des médias pour faire passer notre message »*. Le travail médiatique inclut donc ce que le responsable de Greenpeace interrogé appelle « l'action », la partie la plus connue par le public. Ces actions publiques sont abondamment relayées dans les médias, et Greenpeace propose même de mettre à disposition leurs propres photos et enregistrements : *« [...] pour les actions on propose souvent des photos et des vidéos. De moins en moins de photos et plus de vidéos. Quand on fait une action on donne un communiqué de presse comme tout le monde »*. Les médias n'en sont pas pour autant toujours avertis d'avance, *« Si on rentre dans Tihange on ne l'annonce pas pour des raisons de sécurité évidentes, si on va faire un truc un peu plus fun, genre un ours polaire sur la Grand Place, ça on le dit aux médias avant »*. Mais contrairement à ce que le grand public tend à considérer, le volet action est, selon la personne interrogée, le moins utilisé dans la quantité de travail fournie par Greenpeace Belgique. (GP, entretien personnel)

b) Moyens d'action de WWF

Tout comme Greenpeace, WWF présente comme moyen d'action principal le travail politique. Ce travail politique comprend des activités de lobbying et de contact informel qui se traduisent par une interaction relativement régulière avec les dirigeants politiques et les cabinets ministériels. Dans ce cadre, le WWF choisit les dossiers spécifiques qu'il considère cruciaux à un moment donné et organise son travail politique : « *selon ces dossiers qu'on suit on va suivre le processus, définir une opposition, écrire des positions, des position papers, et sur base de ça on va avoir des réunions avec des politiques* ». De plus, ce travail politique implique aussi la définition d'enjeux et de sujets qui sont à mettre sur l'agenda. Selon le campaigner Climat et Energie interrogé, le WWF en tant qu'ONGE se doit de fournir des nouvelles idées qui ne sont pas encore présentes dans le discours politique, d'exposer de nouvelles possibilités et essayer de faire germer ce genre de nouvelle réflexion dans les têtes des politiciens. (WWF, entretien personnel)

Le WWF attribue volontiers un poids majeur à l'action conjointe des ONGE belges en matière de perspectives quant aux 100% d'énergie renouvelable. En effet en 2011, les quatre ministres de l'Energie ont confié l'étude des trajectoires possibles pour arriver à 100% de renouvelable en Belgique à l'horizon de 2050 à un consortium d'instituts de recherche (vbo-feb.be). Mais il faut assurer un relai par rapport à ce succès estime le campaigner de WWF, « *la prochaine étape pour nous c'est comment on va traduire ça au niveau de politiques, de législation etc. pour une vision climat et énergie sur le long terme. [...] les ONGE ont à jouer un rôle là dedans, pas seulement en suivant des dossiers mais en adoptant une vision plus holistique. Cette vision a frayé son chemin dans le discours politique et autres stakeholders, et même si les entreprises ne sont pas d'accord au moins elles en parlent. Les syndicats en parlent aussi et soutiennent largement l'objectif de 100% d'énergie renouvelable* ». (WWF, entretien personnel)

Toujours très similairement à Greenpeace, WWF base ses arguments sur la recherche ; l'organisation se revendique éminemment scientifique et cherche à fonder son discours sur des données fiables. De plus, elle publie des études, rapports et articles dans le domaine de l'énergie et du climat mais aussi dans d'autres dossiers pertinents pour diminuer l'empreinte écologique mondiale.

WWF présente également un volet d'action qui est consciemment dirigé vers les médias. Ainsi, ce travail de communication combine la publication d'articles et rapports, de cartes blanches et de communiqués de presse destinée à « *mettre la pression sur les politiques via les médias* ». Néanmoins, tous les médias ne se valent pas quant à leur utilité par rapport au travail de prédilection de WWF qui est plutôt politique « *Pour la communication tout média est bien, par contre pour mon travail politique je préfère être cité dans un journal qui est lu par les politiciens ... pour le côté flamand je dirais De Standaard, De Morgen, De Tijd. Au niveau francophone c'est l'Echo, La Libre, Le Soir et un peu moins la DH. Ou si tu peux être à la radio, un programme très important sur la radio c'est De ochtend. [...] Si tu as ton scoop là c'est repris par tous les journaux, alors ton message passe vraiment* ». (WWF, entretien personnel)

Une dernière dimension des moyens d'action évoquée par WWF est l'action publique et la mobilisation. Mais l'appel à ce genre de tactique demeure la solution de dernier recours « *En général on commence avec du lobby classique, si on voit que ça marche pas on va aller via les médias et des actions publiques et la mobilisation* », d'autant plus que « [...] pour moi si on parle d'un dossier vraiment politique ou de législation, moi je commencerais toujours à aller vers les politiciens d'abord ». (WWF, entretien personnel)

En recoupant les moyens d'action énoncés par les personnes interrogées, et les informations trouvées sur les sites web des organisations respectives (greenpeace.org, wwf.be) nous avons dressé un tableau comparatif des moyens d'action utilisés par WWF et Greenpeace Belgique.

Mode d'action	Greenpeace	WWF	Exemple d'action
<i>Lobbying</i>	✓	✓	Rencontres avec dirigeants et responsables dans le secteur de l'énergie de manière coordonné dans le cadre des « 4 fédé »
<i>Influence informelle</i>	✓	✓	Contacts téléphoniques, mails, réunions informelles avec les cabinets ministériels et dirigeants politiques
<i>Action en justice</i>	✓	×	Mise en demeure par Greenpeace du gouvernement fédéral pour négligence de son devoir de protection de la population en cas d'accident nucléaire majeur
<i>Education</i>	×	✓	Débat sur le climat avec des jeunes au Parlement Européen dans le cadre du <i>Climate Challenge</i> de WWF
<i>Action directe et désobéissance civile</i>	✓	×	Introduction dans les réacteurs de Tihange, escalade de l'Atomium, descente en rappel et occupation de l'hôtel de ville à Bruxelles de deux ours polaires
<i>Campagne publicitaire</i>	✓	✓	Campagne de l'Arctique pour Greenpeace, campagne d'affiches avec Eneco pour WWF
<i>Lettres</i>	✓	✓	Envoi de lettres occasionnel et adressé aux dirigeants politiques
<i>Pétitions</i>	✓	✓	Pétition pour l'arrêt du nucléaire belge (Greenpeace), pétition pour la protection

			des forêts amazoniennes (WWF)
Boycott ou engagement de la responsabilité de l'entreprise	✓	×	Boycott du pétrole Shell au niveau international, dénonciation de l'immobilisme de Volkswagen
Recherche	✓	✓	Recherche internet à l'organisation pour permettre la construction d'arguments
Coups médiatiques	✓	✓	Mise en scène d'une tempête devant le cabinet de Hilde Crevits (Greenpeace), pour WWF surtout en collaboration avec d'autres associations
Manifestation	✓	✓	Manifestation surtout au sein de la Coalition Climat
Coopération avec les entreprises	×	✓	Coopération avec Alpro, Eneco, Coca Cola, Tetra Pak, Ikea

Tableau 5 : Comparaison des moyens d'action de Greenpeace et WWF

Pour résumer brièvement : WWF et Greenpeace utilisent toutes deux le lobbying, l'influence informelle, les campagnes publicitaires, les lettres et pétitions, la recherche, les coups médiatiques et la manifestation. Des divergences apparaissent au niveau de l'utilisation des leviers tels que la coopération avec les entreprises, la désobéissance civile, le boycott, et l'éducation. Quant à l'action en justice, WWF n'y a actuellement pas encore recouru mais il est, selon son campagne climat et énergie, tout à fait pensable que ce soit envisagé dans le futur.

5.1.2. Convergences

Chez Greenpeace tout comme chez WWF, l'essentiel de l'activité se résume à du travail politique. Tandis que WWF affiche ouvertement sur son site internet qu'une de ses fonctions est de faire pression (wwf.be, onglet 'Que faisons-nous'), cela est moins clair chez Greenpeace qui estime « militer » pour une convention sur le climat ambitieuse (greenpeace.org/belgium, onglet 'que faisons-nous – changement climatique – que fait Greenpeace ?) et une réorientation des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (wwf.be, greenpeace.org). Dans le même ordre d'idées, tandis que WWF soutient volontiers que « *l'influence informelle on fait, ça veut dire envoyer des emails à des contacts, dans les administrations et dans les cabinets [...]. On les voit pendant des réunions, on donne des coups de fil, donc il y a toujours un contact avec des décideurs politiques, je dirais presque chaque jour on a des contacts comme ça sur des dossiers spécifiques* », Greenpeace évoque un peu plus timidement qu'ils font du « suivi » de dossiers nationaux, comme par exemple le plan Wathélet qui prévoit les capacités d'approvisionnement en électricité de la Belgique à l'horizon de 2017, suivi qui implique

vraisemblablement aussi des contacts plus informels. Plus loin, le campaigner climat et énergie de Greenpeace soutient que « *c'est [...] la partie immergée de l'iceberg, on en parle pas beaucoup et pourtant ça prend l'essentiel de notre temps* ». Ainsi, ces deux ONG font du lobbying la majeure partie du temps et cela de manière tout à fait concertée dans une structure de coopération informelle: « *[...] surtout au niveau du lobbying on fait pratiquement tout ensemble dans une structure qui s'appelle les 4 fédé, de fédérations, et dedans il y a l'IEW, le BBL l'équivalent de l'IEW en Flandre, et les 2 grosses ONG environnementales globales : le WWF et Greenpeace* » (GP, entretien personnel).

D'ailleurs, les deux organisations considèrent qu'elles agissent dans un contexte où leurs opposants disposent de ressources nettement plus importantes, pour les citer « *[...] sachant que nos moyens sont minables par rapport au monde où on est* » (GP, entretien personnel), à l'image de la campagne publicitaire « *Become David and fight against Goliath* » menée par l'organisation mondiale ; et « *Si tu compares nos budgets avec ceux des grandes entreprises polluantes, on y voit directement où est la différence de force* » (WWF, entretien personnel). Ainsi, ces deux organisations semblent se faire la même image de leurs chances et opportunités relativement faibles dans l'environnement dans lequel elles exercent leur activité. Pour reprendre la terminologie de Carmin et Balsler, leur compréhension du *political environment*, c-à-d. des opportunités et contraintes dans le contexte sociopolitique, est tout à fait semblable. Dans le cas spécifique des réductions de GES à l'horizon de 2030 au niveau européen, Greenpeace procède également, mais de manière plus évidente, à l'identification des acteurs qui « bloquent », en d'autres mots les fédérations d'entreprises – les grands pollueurs-, mais aussi certains Etats comme la Pologne qui sont plus réticents par rapport à des niveaux d'ambition élevés de réduction d'émissions (GP, entretien personnel). Dès lors, on peut considérer que le *diagnostic framing* (Carmin et Balsler, 2002 ; Snow et Benford, 2000), en d'autres mots l'attribution de la source principale des émissions croissantes de GES accélérant le phénomène du changement climatique réside pour ces deux organisations dans l'activité des grandes entreprises polluantes non progressistes.

Malgré cette distribution inégale de ressources et de pouvoir, ce n'est pas pour autant qu'on pourrait considérer WWF et Greenpeace comme résignées. En effet, les deux intervenants soutiennent qu'il faut « *travailler avec ses forces* » (GP, entretien personnel) et « *avec ce qu'on a à disposition* » (WWF, entretien personnel). La déclaration similaire des deux campaigners en climat et énergie sous-tend l'adoption d'un mode de fonctionnement très semblable à un processus évoqué précédemment : le *strategic management*. Rappelons que ce dernier est assimilé à une approche basée sur la disponibilité en ressources et l'adéquation (*match between capabilities*) entre les compétences de l'organisation et celles du contexte dans lequel elle agit (Kuper et Kuper, 2004). Il comprend trois étapes :

- 1) Évaluation de l'environnement interne et externe au sein duquel l'entreprise agit
- 2) Choix d'une stratégie qui s'accorde avec cet environnement
- 3) Implémentation de la stratégie préférentielle dans l'entreprise.

(traduction personnelle, Kuper et Kuper, 2004, p.1005)

Etant donné que chaque SMO présente des compétences et attributs uniques, le *strategic management* a le mérite de souligner que bien des dimensions quant à la stratégie adoptée, ou encore le répertoire d'action, sont spécifiques à l'organisation considérée.

En effectuant du travail politique majoritairement, Greenpeace tout comme WWF estiment que leur potentiel d'influence réside dans leur aptitude à s'investir dans des dossiers de législation européenne qui sont à traduire au niveau belge. Les deux ONGE misent sur l'existence de leur réseau transnational pour justifier cette compétence : « *Greenpeace notre truc global c'est de profiter du fait qu'on est pratiquement les seuls à pouvoir travailler sur des objectifs européens, [...], parce qu'on a [...] un bureau partout en Europe et qu'on se coordonne énormément [...]. Effectivement on travaille moins sur les choses locales, qui sont effectivement très nobles, mais on essaye de profiter de notre force qui est d'être un gros bazar mondial* » (GP, entretien personnel) ; pour WWF le choix de traiter, au sein des 4 fédé, les dossiers aux niveaux fédéral et européen est également motivé « *parce qu'on a le réseau. Le réseau peut nous aider niveau expertise pour faire notre travail au niveau de la Belgique* » (WWF, entretien personnel). Un exemple pour ce type de réflexion constitue l'objectif de 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050, qui représente pour WWF « *leur vision pour le monde, l'Europe et la Belgique* » (WWF, entretien personnel) et a motivé la publication de leur *Energy Report : 100% renewable energy by 2050*. Greenpeace partage également cette vision et publie l'étude *Energy [R]evolution : a sustainable EU 27 energy outlook* en espérant faire germer l'idée du 100% renouvelable en Europe. Rappelons que l'action conjointe de ces deux ONG a permis, pour le cas belge, d'aboutir à l'étude des trajectoires du renouvelable commanditée par les ministres de l'énergie en 2011.

La collaboration absolue entre WWF et Greenpeace Belgique, mais aussi leur coopération au niveau du lobby européen Green10, témoigne d'une vision semblable quant à la manière d'organiser leur travail politique. En effet, les deux campaigners interrogés soutiennent que la majorité de leur travail est de nature politique, mais qu'il faut être pragmatique quant au but poursuivi et aux leviers qu'ils ont à disposition (GP, entretien personnel ; WWF, entretien personnel). Leur niveau d'action préconisé est de nature top down dans la mesure où leurs modes d'action sont généralement destinés à pouvoir mettre la pression sur l'exécutif.

Ainsi, Greenpeace assimile l'exemple du bois illégalement coupé au Congo et tracé jusqu'au port d'Anvers par un des employés de leur bureau belge comme un moyen d'action qui est de l'ordre de la recherche. Cette découverte a ensuite été utilisée pour faire pression sur l'Etat congolais de manière à ce qu'il régule davantage son marché du bois. Dans le même ordre d'idées, concernant l'objectif de réduction des émissions de GES à hauteur de 55% en Europe pour 2030 défendu par Greenpeace, cette organisation considère que « *[...] ce n'est pas un sujet sur lequel on pourra utiliser le levier de l'opinion publique pour arriver à notre fin. [...] Donc la réflexion, [...], c'est de dire : quel est le meilleur levier à notre disposition et sur ce cas-là, [...], c'est de trouver des gens [...] qui vont à l'encontre des fédérations d'entreprises et c'est de [...] construire des arguments qui font un contre poids aux arguments de la pétrochimie [...]* » (GP, entretien personnel). Ainsi, leur moyen d'action, ici l'instrumentalisation des acteurs qui peuvent faire basculer un débat, est toujours et encore le lobbying. Un autre exemple de ce fonctionnement où l'on cherche à faire pression, et ceci sur les niveaux les plus hauts, est leur mobilisation contre Volkswagen qui a finalement amené le

gérant de l'automobile à se désolidariser des autres constructeurs et à se fixer un objectif de réduction des émissions des voitures bien plus ambitieux (GP, entretien personnel).

WWF s'aligne également avec notre constat, le niveau d'action privilégié par cette organisation se situe également dans la sphère politique chargée de légiférer en matière de politique climatique. En réponse à l'idée émise que l'impulsion première de WWF est de diriger ses revendications vers le politique, le responsable énergie et climat de WWF estime « *Pour le WWF c'est logique. Et pour moi personnellement je trouve que c'est la meilleure façon de travailler et à mon avis les lobbyistes de Greenpeace font la même chose. [...] Si tu vois que cette personne ne t'écoute pas, et que tel parti politique ne veut pas t'entendre non plus, là il faut que tu commences à penser à des alternatives. Alors tu dois avoir une carte blanche dans un journal, faire une action médiatique, et essayer de mettre la pression d'une autre manière* ». (WWF, entretien personnel)

Les deux organisations utilisent les leviers médiatiques pour servir leur cause en optant pour des campagnes publicitaires et certains coups médiatiques. Cependant, les raisons qui les poussent à agir de la sorte divergent quelque peu. Greenpeace est effectivement connue pour son travail constant avec les médias, que ce soit par le biais de la publication de leurs commentaires, billets, rapports ou encore des photos et vidéos de leurs actions sur le terrain. Le but des coups médiatiques est souvent d'interpeller une personne politique, comme par exemple en mettant en scène une tempête devant le cabinet de Hilde Crevits (ministre flamande de la mobilité) pour protester contre l'élargissement du Ring de Bruxelles. Tandis qu'une autre intention affichée est de rendre le public témoin (*bearing witness*) (Carmin et Balser, 2002 ; GP, entretien personnel) de certaines activités, le coup médiatique sert vraisemblablement aussi les objectifs de campagne de Greenpeace : « *[...] par exemple sur le pétrole on essaye d'avoir des bateaux pour aller voir ce qui se passe exactement en mer près d'une plateforme pétrolière en Arctique [...]. Donc là le but est de mettre en avant les activités particulièrement néfastes en termes environnementaux [...]. L'Arctique on ne l'a pas juste choisie parce que c'est une région cruciale et parce que c'est la plus belle métaphore pour le changement climatique, mais c'est aussi quelque chose qui est plus vendeur et c'est un élément qui est intervenu dans le choix.* » (GP, entretien personnel)

L'importance du caractère séduisant pour le public est révélateur d'une nécessité fondamentale pour Greenpeace, à savoir solliciter la sympathie des adhérents potentiels pour s'assurer les moyens financiers nécessaires pour la survie de l'organisation « *je rappelle [...] qu'on n'a pas d'argent public et que donc on recherche des sous pour vivre* » (GP, entretien personnel).

A contrario, l'utilisation extensive des médias n'est pas un élément destiné à récolter des fonds pour WWF, ou en tout cas pas de manière avérée. Cette ONGE attribue son travail médiatique à l'absence d'opportunité au niveau politique pour leur moyen d'action privilégié, le lobbying. Néanmoins, ils admettent faire des campagnes publicitaires et des coups médiatiques, surtout en collaboration avec d'autres ONGE (WWF, entretien personnel). Dans ce registre, un des exemples les plus connus est la campagne mondiale Earth Hour de WWF dans le cadre de laquelle la fraction belge a récolté cette année des engagements de 6000

personnes pour effectuer des actions concrètes contre le changement climatique, et réuni des centaines de personnes qui ont dansé sous l'Atomium (earthhour.be).

Notons que Greenpeace, tout comme WWF, se consacrent dans le cadre de la plateforme Coalition Climat à un mode d'action plus ouvertement contestataire : la manifestation. Elle est organisée chaque année pour coïncider avec la Conférence des Parties (COP) afin de pousser les Etats à adopter un accord climatique international ambitieux. La manifestation est un mode d'action qui s'est largement institutionnalisé ces dernières décennies (Tarrow, 1994), sa force consiste néanmoins dans sa capacité à mobiliser un grand nombre de personnes pour créer un mouvement de masse. Ainsi, la manifestation *The Wave* de 2009 autour du sommet de Copenhague a attiré près de 20 000 personnes dans les rues. « *Coalition Climat c'est un truc de mobilisation publique, [...] on est avec les syndicats, on est avec des gros mobilisateurs de personnes et le but c'est de mettre les gens dans la rue [...]. Alors évidemment après on va voir les politiques en leur disant voilà il y a eu plein de gens...* », affirme le campaigner climat et énergie de Greenpeace. Tandis que l'on peut considérer que ce type d'action n'entre pas en contradiction avec le style d'action adopté par Greenpeace, il semble que le WWF utilise cette fédération comme bras armé pour se montrer plus activiste, contrairement à son habitude. Effectivement, la Coalition Climat se revendique comme plateforme de justice climatique et exige de « changer le système, pas le climat » (klimaatcoalitie.be) ; une attitude qui contraste quelque peu avec la vision largement réformatrice de WWF.

Les deux organisations interrogées déploient et combinent habilement différents leviers dans leur activité, mais cette démarche n'est pas toujours exclusivement destinée à atteindre les objectifs affichés de l'organisation. Dalton et al. précisent que les ONGE doivent, par ailleurs, assurer la pérennité de l'association et de ses ressources, voire son accroissement. Elles doivent aussi communiquer, informer, et mobiliser leurs adhérents. Finalement, elles recherchent à influencer le discours politique et peser sur la mise en œuvre de politiques publiques. En conséquence, l'accomplissement de ces tâches requiert un mélange d'activités diverses (traduction personnelle, Dalton et al., 2003, p. 6). Ce mélange d'activités propre à l'organisation est en fait ce que Crossley a appelé répertoire d'action coutumier.

Plus précisément, Dalton et al. mettent en évidence quatre dimensions de l'action des ONGE, à savoir les actions conventionnelles, le développement de réseaux de contact, la mobilisation et la contestation. L'action conventionnelle a pour objectif d'influencer le processus législatif et l'élaboration de politiques ; elle comprend le lobbying et la rencontre avec les décideurs politiques, des moyens d'action que Greenpeace tout comme WWF utilisent.

Le *networking* correspond aux liens personnels, alliances et partenariats entre groupes et secteurs sociaux. Citons comme exemple pour cette dimension de l'action des ONGE interrogées la Coalition Climat, plateforme qui réunit des mouvements Nord-Sud, des associations socio-culturelles et des organisations environnementales, mais aussi les « 4 fédé » et le groupe informel de coordination du travail en matière de climat en Belgique (WWF, entretien personnel).

Les actions de mobilisation quant à elles sont des formes d'action instrumentales qui poursuivent le recrutement de nouveaux membres, le soutien du public pour le mouvement et la publicité pour les causes défendues par le groupe.

Finalement, l'activité non conventionnelle constitue l'ensemble des pratiques de confrontation comme la manifestation et l'occupation. Ces tactiques ont pour but de déstabiliser l'ordre politique et attirer l'attention du public. Dans le cas de WWF, ce type d'action se résume au soutien de la Coalition Climat ; Greenpeace par contre indique une plus grande affinité pour ce genre d'actions. (Dalton et al., 2003)

Lorsqu'on observe les différents leviers que les deux personnes interrogées ont soulevé, à savoir le levier politique, le levier du travail médiatique et l'action, on peut établir que Greenpeace et WWF ont accès aux mêmes sphères d'action et pourraient donc théoriquement déployer exactement les mêmes moyens d'action. Or, il existe un certain nombre de divergences dans les modes d'action de ces deux organisations. Etant donné que les deux ONGE ont une base de ressources sensiblement équivalente et baignent dans le même milieu sociopolitique, le choix du mode d'action ne peut être exclusivement fonction de la disponibilité en ressources et d'un calcul rationnel par rapport au contexte politique. C'est l'examen des divergences entre les moyens d'action qui pourra vraisemblablement indiquer qu'il existe des pistes annexes, de l'ordre interprétatif, qui pourront élucider pourquoi une organisation choisit un certain répertoire d'action.

5.1.3. Divergences

Tandis qu'une grande partie des moyens d'action de ces deux ONGE convergent et se recoupent lors de leurs collaborations, certaines différences sont révélatrices d'un désaccord quant à l'attitude à adopter pour leur travail politique. Ce dernier consiste, selon les deux organisations, à « faire pression », mais les styles de répertoires d'action déployés sont de nature sensiblement différente.

La relation avec les entreprises constitue un exemple très parlant par rapport à cette observation. Alors que WWF et Greenpeace identifient toutes deux comme acteurs problématiques les « grandes entreprises », WWF tend à essayer de collaborer avec les sociétés plus progressistes, tandis que Greenpeace opte plutôt pour la dénonciation de celles qui ne font pas d'efforts. L'employé de Greenpeace estime très justement « *on est beaucoup plus méfiants que WWF qui est beaucoup plus ouvert par rapport à ça.... Leurs partenariats. C'est leur spécificité. Nous on va beaucoup moins faire des partenariats avec les entreprises et c'est notre force* ». Son point de vue s'est vu confirmé par l'entretien avec WWF, organisation qui choisit « *de travailler ensemble avec d'autres acteurs comme les entreprises. Ca fait vraiment partie de l'ADN de WWF [...], notre message va toujours rester plus consensuel. On ne va jamais viser une entreprise ou une personne [...]* ». Dans le cadre de son programme Climate Savers, WWF a formé des partenariats avec des entreprises belges comme Alpro et Eneco, mais aussi des multinationales qui détiennent des branches actives en Belgique comme Coca Cola, Ikea et Tetra Pak. Ces entreprises affichent des objectifs ambitieux pour diminuer leurs émissions en GES et certaines, comme Alpro, collaborent avec WWF dans le cadre de la *Earth Hour*. A contrario, Greenpeace tend à diriger ses actions à l'encontre de certains acteurs bien ciblés comme par exemple lors de leur campagne contre

Volkswagen « *on s'est rendu compte que c'est la fédération des entreprises qui bloquait les discussions à la Commission européenne pour fixer des seuils d'émission pour les voitures, et que, au sein de cette fédération, il y a certainement plus méchant que Volkswagen, mais par contre c'est le plus puissant et de deux celui qui peut bouger* ». (GP, entretien personnel ; WWF, entretien personnel)

En adoptant des formes de répertoire d'action tout à fait différentes, les deux ONGE parviennent à compter un certain nombre de succès. Cependant, et ceci est particulier au cas de la Belgique, l'action conjointe de WWF et Greenpeace dans les dossiers touchant au changement climatique demeure encore plus efficace. C'est effectivement une entente tacite entre les deux organisations qui leur permet de pousser certains acteurs à afficher des objectifs plus ambitieux pour le climat : « *Vu qu'on s'entend très bien au niveau belge ça va nous permettre de souvent faire le bâton et la carotte. Greenpeace qui fait le bâton et WWF la carotte* » (GP). Cette affirmation s'est vue confirmée par WWF qui reconnaît : « *si Greenpeace fait une action contre une entreprise, ça va endommager l'image de l'entreprise. Mais après l'entreprise va être un tout petit peu plus ouverte à améliorer ses actions et alors là le WWF peut entrer en jeu pour ouvrir la discussion sur comment ils peuvent devenir plus durables et émettre moins de CO₂ etc.* ». (GP, entretien personnel ; WWF, entretien personnel)

Un autre aspect relativement significatif quant au style de répertoire d'action préconisé par chacune des deux organisations concerne leur attitude envers les actes ouvertement subversifs comme la désobéissance civile. Greenpeace Belgique compte plusieurs interventions de ce genre dans le domaine du nucléaire : des militants se sont par exemple enchaînés aux rails à Essen pour empêcher le passage d'un convoi de déchets nucléaires en route vers La Hague en 2011, un autre groupe d'activistes s'est introduit à Tihange pour revendiquer l'abandon de la production électrique à base de charbon et de nucléaire, et d'autres membres-escaladeurs ont même gravi l'Atomium pour y déployer une banderole indiquant de quitter le nucléaire et adopter le renouvelable (GP, entretien personnel ; greenpeace.org). Le WWF quant à lui n'approuve pas vraiment ce genre de comportement tactique et considère que sa caractéristique est d'être consensuelle et pas véritablement activiste (WWF, entretien personnel).

Une dernière divergence majeure concerne l'éducation, un moyen d'action très peu utilisé par Greenpeace excepté dans les universités. WWF par contre insiste sur l'importance de ce mode d'action et présente une équipe éducative composée de quatre personnes travaillant à temps plein avec les écoles : « *Sur le climat on a [...] tout un site web qui s'appelle Climate Challenge avec plein d'informations, beaucoup de vidéos, [...]. Et dans ce cadre là on a déjà organisé deux fois au parlement européen avec des étudiants de 16 à 18 ans [...] des débats sur le climat. Donc [...] on copie un peu l'idée des négociations internationales sur le climat mais de manière un peu adaptée, et tous les élèves représentent un pays et ils discutent sur plusieurs sujets liés au climat, transports, alimentation, etc.* ». (WWF, entretien personnel)

5.1.4. Les filtres cognitifs comme facteurs explicatifs

Rappelons que selon Carmin et Balsler, les facteurs interprétatifs qui interviennent lors de la sélection du répertoire d'action d'une SMO environnementale sont l'expérience, les valeurs et croyances, la philosophie environnementale et l'idéologie politique. Ces filtres cognitifs définissent les interprétations quant à l'efficacité de l'action, les tactiques acceptables, l'environnement sociopolitique, l'établissement de la source du problème (*diagnostic framing*) et ce qui est à faire pour y remédier (*prognostic framing*). C'est la réunion de ces filtres cognitifs qui produit les schémas cognitifs propres à la SMO environnementale, et qui guident le choix du mode d'action.

Nous avons précédemment établi que WWF et Greenpeace sont inclinés à identifier la même source du problème de l'envolée des émissions de GES (*diagnostic framing*), à savoir les grandes entreprises. Nous avons également vu que les deux ONG se font sensiblement la même image du contexte dans lequel elles agissent (*political environment*). Or, certaines divergences apparaissent en examinant le tableau comparatif dressé et les explications données par les deux organisations.

En effet, l'attitude envers les entreprises et le positionnement par rapport à la désobéissance civile sont révélateurs de la manière dont WWF et Greenpeace conçoivent leur travail et la manière dont il devrait être accompli. WWF penche vers des moyens d'action plus conventionnels et routiniers, alors que Greenpeace n'hésite pas à recourir aux actions subversives et contestataires pour faire valoir ses revendications pour faire face au problème du changement climatique. Ainsi, le répertoire d'action coutumier de WWF tend à être plus réformiste, et celui de Greenpeace davantage radical.

Carmin et Balsler font incomber à la philosophie environnementale du groupe le *diagnostic framing* (cf. p précédentes), mais aussi ce que Snow et Benford appellent le *prognostic framing* : l'articulation d'une solution pour le problème qu'on essaye de régler, ou du moins un plan d'attaque, et les stratégies à déployer pour accomplir ce plan (traduction personnelle, Snow et Benford, 2000, p. 6). Pour le WWF, ce plan d'attaque ne peut pas être de dénoncer ouvertement une certaine entreprise ou un Etat et de diriger des actions explicites à l'encontre de cet acteur. Ainsi, les deux SMO affichent des *prognostic framing* différents, ce qui explique en partie la différence entre leurs répertoires d'action coutumiers. Notons néanmoins que leur *diagnostic framing* est sensiblement équivalent, ce qui indique que le filtre cognitif de la philosophie environnementale ne suffit pas pour expliquer cette convergence au niveau de la source du problème mais pas de la manière d'y remédier. Carmin et Balsler indiquent néanmoins que si la philosophie environnementale tend à définir ces interprétations, cela n'exclut pas l'intervention d'autres filtres cognitifs qui peuvent également façonner le style d'action préconisé par la SMO environnementale (Carmin et Balsler, 2002).

Le point de vue de WWF et Greenpeace sur la désobéissance civile est révélateur de ce que ces deux ONG considèrent comme une tactique admissible ; le campainer de WWF réagit assez vivement par rapport au sujet : « *Et puis désobéissance civile [...] on ne fait vraiment pas du tout!* ». C'est le filtre cognitif des valeurs et croyances inhérentes au groupe qui définit

généralement la tolérance par rapport à certains moyens d'action (Carmin et Balsler, 2002). Ainsi, cette dimension nous indique qu'il y a manifestement une disparité dans le type de valeurs enracinées au WWF et chez Greenpeace. Selon le campaigner climat et énergie de WWF, « *le WWF a toujours voulu entrer dans le dialogue. [...] Le WWF n'est pas une organisation qui est vraiment activiste, on est plutôt consensuels* ».

L'expérience constitue un filtre cognitif qui agit principalement sur la représentation que se font les organisations environnementales de l'efficacité de leur action (Carmin et Balsler, 2002). Selon cette optique, si certaines actions ont porté leurs fruits à un moment donné, ces actions auront tendance à être intégrées dans le répertoire d'action coutumier de l'organisation. Face à la question des moyens d'action les plus efficaces, le campaigner de Greenpeace estime que « *[...] ça varie d'un projet à l'autre, si je reprends mon objectif de réduction d'émissions 2030 en UE, c'est par exemple un sujet où l'opinion publique s'en moque. [...] Ce sera très difficile et ça va prendre beaucoup de temps et de moyens et on n'a pas beaucoup de temps et pas beaucoup de moyens* ». Cette affirmation résulte vraisemblablement d'un apprentissage au fil du temps des meilleurs leviers à disposition pour un certain projet, l'expérience semble donc véritablement jouer sur l'interprétation de l'efficacité escomptée d'une certaine action. Ce constat s'applique également chez WWF qui soutient par exemple que « *si c'est les libéraux, [...], ce n'est pas vraiment leur préoccupation initiale [le changement climatique], donc là il faut essayer un peu d'adapter le message [...]* », indiquant ainsi une certaine expérience dans le dialogue avec ce type d'acteurs.

L'idéologie politique est le quatrième filtre cognitif et il intervient dans la compréhension de l'environnement extérieur de l'organisation (Carmin et Balsler, 2002). Nous avons précédemment montré que les deux organisations se considèrent tout aussi démunies en ressources face aux acteurs qu'elles rencontrent lors de leur travail politique. Nous avons également montré que WWF tout comme Greenpeace agissent, ici en Belgique, aux mêmes niveaux politiques : elles semblent partager la même perception des opportunités politiques qui se leur présentent. Ces considérations pourraient donc nous amener à considérer que WWF et Greenpeace Belgique ont la même idéologie politique. Or, c'est le positionnement par rapport aux mécanismes de flexibilité, prévus dans le cadre du protocole de Kyoto, qui traduit une légère différence dans leurs idéologies politiques. Le campaigner de Greenpeace montre effectivement : « *[...] il y a des dossiers sur lesquels on n'est pas d'accord, surtout en forêts, sur une certaine approche du marché du carbone. [...] Nous on va nettement moins utiliser le marché du carbone sur la forêt. [...] On n'est pas opposés à ça mais on est beaucoup plus méfiants que WWF* ». Dès lors, on pourrait appeler le WWF un partisan de l'environnementalisme libéral (Bernstein, 2002), qui repose sur le principe du maintien de l'ordre économique libéral pour ce qui est de la protection de l'environnement. Greenpeace au contraire affiche alors un environnementalisme plus conservateur.

Les considérations ci-dessus peuvent être résumées dans un tableau comparatif afin de mieux cerner les facteurs cognitifs qui définissent les schémas d'interprétation de Greenpeace et WWF respectivement, et qui expliquent ultimement les divergences établies dans le choix des modes d'action.

Filtre cognitif	Greenpeace	WWF
<i>Philosophie environnementale</i>	Environnementalisme réformateur	Environnementalisme réformateur
<i>Valeurs fondamentales et croyances</i>	Contestation ouverte non violente, dénonciation, mise à témoin de la société	Dialogue et consensus
<i>Expérience</i>	Utilisation différentielle des moyens d'action selon le projet	Adaptation du message en fonction de l'acteur
<i>Idéologie politique</i>	Environnementalisme conservateur	Environnementalisme libéral

Tableau 6 : Tableau comparatif des filtres cognitifs de Greenpeace et WWF

Nous avons vu dans cette section que la comparaison des moyens d'action des grandes organisations a permis de dégager un certain nombre de traits partagés entre Greenpeace et WWF. En effet, la majeure partie de l'activité des deux organisations relève du travail politique. Néanmoins, des divergences subsistent : Greenpeace a tendance à adopter, à certains moments, des moyens d'action subversifs, tandis que WWF rejette cette possibilité. Compte tenu de l'existence, pour les deux ONGE, d'un réseau international propre, de ressources financières et de base d'adhérents relativement équivalente, cette différence dans le style d'action adopté est révélatrice de facteurs interprétatifs majeurs qui entrent en jeu lors du choix du mode d'action. Nous avons pu montrer que leurs moyens d'action divergent principalement en raison de trois filtres cognitifs : l'expérience, l'idéologie politique et les valeurs et croyances fondamentales.

5.2. Organisations participatives

5.2.1. Modes d'action recueillis

a) Moyens d'action de CJA

CJA affiche un style d'action ouvertement contestataire et subversif dans le but de dénoncer un système capitaliste qui est « en crise », sous le slogan « *system change, not climate change* ». Les préoccupations principales de ce réseau de militants sont l'augmentation des émissions de GES, l'exacerbation des inégalités sociales et l'investissement incessant des entreprises dans les énergies fossiles. Par ailleurs, ce groupe est foncièrement opposé au système d'échange des quotas d'émissions. (climate-justice-action.be)

Pour appuyer leurs revendications, les militants de CJA choisissent en grande partie l'action directe non violente et la désobéissance civile comme moyens d'action. Le jour de l'ouverture des négociations de la COP16 à Cancun, quinze militants de CJA ont occupé les bureaux du lobby International Emissions Trading Association (IETA) pour symboliser leur désaccord avec le mécanisme d'échange de quotas d'émission et la nécessité de mettre en place un accord sur le climat plus ambitieux (CJA, entretien personnel ; climate-justice-action.be). Pour accompagner cette occupation pacifique, un groupe de manifestants a déployé des banderoles devant les bureaux de l'IETA (climate-justice-action.be).

Un autre moyen d'action déployé par CJA est le coup médiatique. Qu'il s'agisse du blocage d'un train ou encore du passage de camions, ce type d'action permet d'attirer l'attention des médias sur leurs préoccupations.

Ainsi, lors d'une action pendant le camp climat à Anvers en 2009, les militants de CJA ont empêché l'accès des trains au terminal ABT (Antwerp Bulk Terminal) pendant plusieurs heures, et mené des actions contre l'industrie de la viande, le nucléaire et le projet d'extension du ring d'Anvers grâce au viaduc « Lange Wapper » (demarche.org).

Similairement, dans le cadre du camp climat en 2010, des militants se sont allongés sur la route, enchaînés les uns aux autres par des manchons et reliés à des blocs de béton, pour bloquer l'accès des camions à la partie Nord de l'aéroport de Liège. Le but de l'évènement était de protester contre les conséquences néfastes sur le climat du transport aérien, et de dénoncer le soutien financier continu à de telles activités polluantes au nom de l'emploi. (climate-justice-action.be)

Les actions de blocage d'accès aux trains et camions constituent des types d'action relativement peu présents dans le mouvement belge pour le climat. Hayes considère que ce type d'action est caractérisé par le fait de se mettre volontairement dans une position de vulnérabilité « *dependent upon calculated risk-taking, with activists deliberately placing themselves in danger [...] transferring responsibility for their own safety into the hands of their opponents* » (Hayes, 2006, p.7), il désigne ce type d'action par la notion de « *manufactured vulnerability* ». Tandis que certains activistes de Earth First ! ont déjà auparavant occupé des arbres dans la forêt de Lappersfort - un moyen d'action qu'on appelle *tree sitting*-, le blocage de trains et de camions constitue un moyen d'action relativement novateur et à risque plus élevé dans le mouvement belge contre le changement climatique.

Comme moyen d'action plus institutionnalisé mais toujours de style ouvertement contestataire, CJA opte très souvent pour la manifestation. Elle peut accompagner une action d'occupation comme dans le cas de l'IETA, mais elle peut aussi constituer une action de terrain pendant des évènements comme the Wave avec la Coalition Climat. Dans le cadre de ce type de grandes manifestations de masse, l'appel lancé sur la *mailing-list* de CJA est de montrer l'existence d'un bloc altermondialiste dans la foule de gens (CJA, entretien personnel). CJA organise cependant aussi des manifestations plus ponctuelles, notamment lors du camp climat en 2012 mais aussi en 2013, où ils ont convoqué tous les sympathisants à manifester à vélo (climate-justice-action.be), à l'image des actions *Reclaim the Streets* et *Critical Mass* originaires du Royaume Uni. Nous avons également pu découvrir qu'une brève manifestation avait eu lieu en 2009 devant le consulat danois à Liège pour demander la

libération et le retrait des charges à l'encontre des activistes de CJA qui avaient été arrêtés lors du contre-sommet à Copenhague.

La spécificité même de CJA est le fait que ce groupe organise, chaque année, un camp climat en Belgique. La durée de ces camps s'étale sur une semaine et de nombreux militants, généralement jusqu'à 400 personnes, se réunissent et participent à des workshops, formations, ateliers, actions, débats etc.

Selon CJA, les actions organisées pendant les camps climat sont adressées à des structures « responsables de crimes climatiques ». En préparation à ces actions, les militants organisent le déroulement de l'évènement au sein du camp et proposent des formations à l'action directe et à l'escalade.

Néanmoins, le camp climat comporte en grande partie des activités qui ne sont pas de l'ordre de l'action directe. Ainsi, le programme du camp climat tente de couvrir un grand nombre de sujets touchant de près au climat en organisant des journées entières de conférences, formations et ateliers sur les thèmes de l'énergie fossile, le nucléaire, le partage de pratiques de transition, la permaculture et la décroissance. Des activités liées au bien être sont également arrangées, les participants peuvent par exemple suivre des cours de yoga ou de cuisine végane. Cette année, le camp climat a même organisé des cours pour enfants.

Compte tenu de ces observations, nous pouvons affirmer que le camp climat présente deux dimensions dans son activité : l'action directe contestataire et la formation aux modes de vie alternatifs et durables.

(climate-justice-action.be)

b) Moyens d'action du mouvement de transition Bruxelles-Wallonie

Le mouvement de transition est en fait formé par les projets locaux de transition qui ambitionnent à améliorer la résilience de leurs villes, villages ou quartiers et de les rendre plus conviviaux et durables. Pour ainsi faire ils utilisent les principes de la permaculture. La condition pour être considéré comme une initiative de transition est de ne pas poursuivre un but lucratif, et que le projet s'inscrive un minimum dans la vision préconisée par Rob Hopkins dans l'ouvrage de référence *Transition Handbook*. (reseautransition.be)

Le réseau de transition Wallonie-Bruxelles quant à lui présente concrètement un site web, sous forme de page wiki, qui sert de support à la coordination des initiatives locales. Les transitionneurs peuvent modifier cette page à leur guise afin de communiquer l'existence de leur initiative et les activités qu'ils organisent. Celles-ci couvrent un large éventail d'évènements: apéro transition, ateliers « toilette sèche », pic-nics, « repair café », conférence sur l'économie sociale, ... les exemples sont tout aussi divers que les personnes sont créatives. Ainsi, le but du réseau de transition en Belgique francophone est de réunir tous les projets durables qui existent : « On va chercher en dehors de notre mouvement spécifiquement, on va voir les jardins collectifs, la permaculture, des asbl comme habitat et participation, Il faut lister toutes ces associations, initiatives et apprentissages et les réunir.

La transition existe il faut juste rassembler toutes ces choses. La transition c'est méta, c'est au-dessus de tout » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel).

A côté de ce site web, le réseau indique la disponibilité de personnes de contact pour créer, animer et diffuser les initiatives locales. Ainsi, il existe un noyau dur de transitionneurs qui peuvent agir comme personnes ressource pour faciliter la mise en place des projets des groupes locaux. La personne-ressource interrogée estime effectivement « *Nous on fait en sorte de construire ensemble, de s'auto-organiser, on fait des projets, des groupes de travail. On mise sur les réunions et la créativité, on utilise parfois des outils de collaboration et d'intelligence collective comme les world cafés* » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel). Les moyens d'action sont donc principalement de l'ordre de l'éducation et de la formation.

L'attribut principal du réseau de transition est donc son travail de coordination et de facilitation des échanges. C'est un support logistique mais aussi humain auquel les transitionneurs peuvent appeler afin d'améliorer les échanges de pratiques et de connaissances, et diminuer la dispersion des différents projets locaux qui sont pourtant essentiels pour la diminution de l'utilisation des énergies fossiles.

5.2.2. Convergences

La similitude des moyens d'action du mouvement de transition se situe dans l'activité au sein même des camps d'action climat, le niveau à considérer est donc interne et concerne le style de vie et les pratiques tangibles préconisées par les deux associations. Au sein du mouvement de transition Wallonie-Bruxelles, ainsi que lors des camps d'action climat, la grande partie du travail se concentre dans le développement de pratiques de préfiguration.

En effet, les activités déployées au sein du camp climat convergent largement avec les projets et initiatives locales qui forment le réseau de transition Wallonie-Bruxelles. Les différents types de conférences, workshops, ateliers et formations organisées au sein du camp climat pourraient être facilement retrouvés parmi la panoplie de projets locaux qui constituent le mouvement de transition en Belgique. Les discussions autour du pic pétrolier, des ateliers sur la construction durable, les workshops autour de la question de décroissance et la permaculture ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres que l'on pourrait citer.

De plus, les deux associations misent sur la convivialité pour renforcer les liens entre les participants: les transitionneurs organisent des apéros et pic-nics en musique, et les militants des camps climat des concerts et « fiestas ».

5.2.3. Divergences

Selon un des organisateurs du camp climat de 2011 : « *Le camp action climat a l'idée d'attirer des gens à passer à l'action collective directe, et l'action directe est importante puisque ca peut donner l'idée à l'empowerment qu'il y a une contestation, et alors ils doivent se justifier auprès des médias. L'action collective directe permet de mettre les premières bases pour une contagion* » (CJA, entretien personnel).

L'approche défendue par ce groupe est *bottom up* dans la mesure où ils cherchent à attirer un grand nombre de personnes aux camps climat afin de permettre la contagion et pouvoir faire indirectement pression sur les autorités en construisant un mouvement de masse. Leur action est contestataire au sens strict du terme, et les moyens d'action adoptés sont de style subversif afin de dénoncer les « responsables de crimes climatiques » et faire réagir les dirigeants politiques.

Le mouvement de transition, au contraire, ne formule pas de revendications politiques. D'ailleurs, ils se considèrent même apolitiques dans la mesure où « *nous ne remettons pas en question les autres modes de vie. Il n'y a pas de conflit* » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel). Le mouvement des transitionneurs ne souhaite pas se positionner sur l'échiquier politique, d'autant plus qu'ils ont un certain mépris pour l'Etat qui « *ne fait rien* » et une méfiance générale envers toute entité politique qui dépasse le niveau communal. Plus spécifiquement, la personne ressource du mouvement de transition interrogée estime que « *le changement climatique n'est pas un sujet qui mobilise facilement les gens, face aux chiffres les gens se sentent impuissants et désemparés. Notre mouvement ne veut pas être un mouvement 'triste'* » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel). L'adjectif « triste » veut dire dans ce contexte que contrairement à l'activisme climatique « alarmant », les initiatives de transition cherchent à promouvoir une vision positive de l'avenir, le monde de « l'après-pétrole ».

Tandis qu'au sein du camp climat se déploient des pratiques de préfiguration similaires à celles du mouvement de transition, l'action collective des uns recherche l'impact sur le niveau politique et l'implication de la société entière. Les autres ne semblent pas diriger leur action vers l'extérieur, ils ne recherchent pas l'attention des médias (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel) et leur action ne bénéficie qu'aux « initiés ». Leur action est éminemment locale et centrée sur l'action individuelle ou en communauté.

Ainsi, malgré une constitution associative informelle et des ressources participatives qui pourraient présager des moyens d'action semblables, les différences des modes d'action entre CJA et le mouvement de transition sont imputables à une différence fondamentale : leur (absence d') action politique.

5.2.4. Remarques par rapport à la typologie de North

Le but de notre travail n'est pas de comparer notre cas d'étude aux formes d'activisme climatique présentes au Royaume Uni via la typologie de North. Cependant, nos entretiens et l'optique centrée sur l'organisation de notre étude ont conjointement permis de dégager des précisions quant aux formes d'action adoptées par CJA et le mouvement de transition, justifiant ce bref détour.

Les formes de militantisme de CJA et du mouvement de transition sont toutes les deux repérables sur le schéma de North. Rappelons que les initiatives de transition sont, selon la typologie de North, des changements de comportement au niveau de la communauté (quartier, village, ville) qui résultent d'une conception particulière de la forme que l'action

pour le climat devrait prendre. Le niveau d'action préconisé est local parce que ces personnes considèrent que le changement sociétal doit émaner du bas. En Belgique aussi ils considèrent qu' « *il faut dès aujourd'hui un changement systémique, mais les gouvernements ne font rien* » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel). Les transitionneurs ressentent donc une certaine urgence par rapport à la question du changement climatique et du pic pétrolier et préfèrent s'organiser dès maintenant pour être mieux parés pour le futur.

Les formes d'action des camps climat sont également reprises dans la typologie de North, qui considère que ce groupe travaille au niveau local parce qu'il mise sur l'organisation et la revendication en communauté pour lutter contre le changement climatique. Comme nous l'avons fait précédemment, North distingue aussi entre les formes d'action déployées au sein même du camp climat et celles d'avantage tournées vers l'extérieur (l'action directe contestataire). Ainsi, l'auteur positionne les pratiques internes du camp climat dans la catégorie de forme d'action pour le climat locale et réformatrice.

Dans son ensemble, CJA affiche des moyens d'action tantôt subversifs dans le cadre de ses revendications politiques, tantôt de préfiguration au sein même des camps climat qu'elle organise. En raison de son adoption de plusieurs formes d'action, les enjeux identifiés par CJA sont multiples. Son répertoire d'action coutumier comprend donc au moins deux types de modes d'action. Si l'association semble pouvoir être classée dans les mêmes cases que l'a fait North, notre entretien a permis de dégager que les ambitions de CJA sont de provoquer une contagion et de créer un mouvement de masse pour déstabiliser l'ordre politique « *On ne doit pas perdre les acquis sociaux, on ne peut pas avoir une révolution d'un jour à l'autre mais c'est déjà bien si on commence à lutter [...] contre ceux qui nuisent à l'environnement [...]* » (CJA, entretien personnel). Notons au passage que le slogan principal de CJA est le même que celui de Coalition Climat : « *system change, not climate change* ». Le but même de la mise en place des camps climat est d'attirer un maximum de gens pour montrer qu'il y a un questionnement du système, et cela dans les esprits d'un grand nombre de gens. Les pratiques de préfiguration présentées au sein du camp servent finalement à cet objectif : il s'agit de brandir et démontrer au public que la remise en cause du système actuel existe véritablement, et les pratiques présentées concernant la transition énergétique, l'alimentation durable etc. en sont les exemples tangibles. Etant donné que leurs actions directes affichent un style de contestation relativement subversif, on peut légitimement considérer que CJA est plutôt à placer le long d'un continuum entre l'action directe en groupe restreint, et la protestation de masse forçant les élites à agir. Ainsi, la brève confrontation avec la typologie de North a permis de dégager qu'en adoptant une vision centrée sur l'acteur, il est plus pertinent d'envisager des continuums, et la catégorie dans laquelle nous placerions CJA serait plutôt celle qui réunit les formes d'actions locales subversives.

Ces considérations nous permettent d'établir que les similitudes que nous avons pu noter entre les moyens d'action du mouvement belge de transition et les pratiques développées au sein des camps climat ont en réalité une origine différente. Pour CJA, l'exhibition de pratiques innovantes dans les camps climat a une finalité instrumentale. Elles servent à montrer qu'il existe des modes de vie alternatifs possibles, et ceci pour nourrir la position qu'ils défendent face à l' « insoutenable » société actuelle. Pour le mouvement de transition, la finalité même de leurs moyens d'action est le développement de stratégies au niveau de la

communauté pour éviter le danger du changement climatique, mais aussi trouver des solutions pour « *the other carbon problem* » (North, 2011, p.2), à savoir le pic pétrolier⁵.

Ayant établi que les formes d'action de ces deux associations sont dissemblables, et qu'elles sont à placer dans des catégories différentes, un tableau comparatif à l'image de celui que nous avons élaboré pour les grandes organisations ne s'avère pas pertinent dans ce contexte.

5.2.5. Les filtres cognitifs comme facteurs explicatifs

CJA, tout comme le réseau de transition Wallonie-Bruxelles, sont constitués de manière informelle, sans véritable structure permanente. Leurs ressources proviennent du temps, de l'expertise et de l'énergie investie par les membres bénévoles. Pourtant, ils affichent des répertoires d'action fondamentalement différents dans leur style d'action, mais aussi l'échelle d'action considérée comme appropriée. Ces divergences indiquent la présence d'une interprétation différente de la nature du problème : ils identifient des « enjeux », pour reprendre la nomenclature de Touraine, différents. Cependant, une analyse plus fine des schémas cognitifs intervenant pour CJA et le réseau de transition Wallonie-Bruxelles s'avère pertinente pour pointer la totalité des facteurs interprétatifs qui interviennent dans leur choix du mode d'action.

Les enjeux dégagés par les deux associations considérées sont, nous l'avons vu, différents. Ceci signifie que le *diagnostic framing* opéré par ces deux associations, mais aussi leur *prognostic framing* ne concordent pas⁶.

Effectivement, l'entretien avec la personne ressource du mouvement de transition a permis de pointer qu'ils présentent une compréhension relativement singulière du problème concernant le réchauffement climatique : « *C'est un mouvement qui anticipe le pic pétrolier [...]. Le pic pétrolier force à agir, et cela plus rapidement que le climat ne se détériore* » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel).

Pour CJA par contre, ce sont généralement les grandes entreprises qui sont responsables de crimes climatiques, d'où leurs actions déjà citées contre l'industrie de la viande, le blocage du terminal de charbon au port d'Anvers, l'occupation des bureaux de l'IETA ... Ainsi, la source qui provoque leurs modes d'actions est fondamentalement différente. De plus, leur *prognostic framing* implique des échelles, mais aussi des styles d'action différents.

Le mouvement de transition se base sur la coordination d'initiatives pour permettre des quartiers, villages ou villes plus résilientes, soutenables et conviviales, « *sans attendre que l'initiative vienne d'en haut* » (reseautransition.be). La solution consiste pour eux dans une démarche locale et pragmatique.

⁵ La prise en compte du pic pétrolier comme enjeu par le mouvement de transition constitue un élément interprétatif majeur qui sera discuté plus amplement dans la section suivante

⁶ Rappelons brièvement que le *diagnostic framing* concerne l'attribution de la source, et le *prognostic framing* la solution au problème.

CJA, quant à eux, misent sur l'action directe subversive. Ils espèrent même pouvoir provoquer une contagion et créer un mouvement de contestation de masse pour sauver le climat. C'est la raison pour laquelle ils cherchent à attirer un maximum de personnes aux camps climat qu'ils organisent.

L'attribution de la source du problème et le plan d'attaque pour y remédier dépendent, selon Carmin et Balsler, du filtre cognitif de la philosophie environnementale. Si l'on devait décrire celle des mouvements de transition, ce serait l'application des principes de la permaculture pour permettre des modes de vie durables. La philosophie environnementale de CJA ressemble, quant à elle, à ce que Bookchin appelle l'écologie sociale. Celle-ci est, d'un point de vue sociologique, révolutionnaire et pas simplement radicale, « *it calls technological/industrial society capitalism- a word which places the onus for our ecological problems on the living sources and social relationships that produce them* » (Bookchin, 2005, p.276)

Le site web du réseau de transition Wallonie-Bruxelles énonce que « *La transition est [...] pratique car [elle] permet d'envisager une grande rupture dans l'organisation de nos sociétés sans pour autant invoquer la violence ou la révolution* » (reseautransition.be). Cette affirmation témoigne d'une attitude désapprouvante des transitionneurs face aux ambitions quelque peu révolutionnaires de CJA.

Les schémas cognitifs d'un groupe intègrent une certaine interprétation des tactiques admissibles pour atteindre leur objectif. Le filtre cognitif qui est responsable pour le jugement quant au moyen d'action approprié pour le but poursuivi est celui des croyances et valeurs qui sont au cœur même du groupe.

Ainsi, le mouvement de transition considère que la positivité (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel) et son caractère intégrateur et motivant (reseautransition.be) constituent ses qualités de base.

Quant à CJA, ce groupe d'activistes tend à considérer que « *le capitalisme est très hégémonique et il ne faut pas recourir aux mêmes instruments que les capitalistes pour défendre notre cause* » (CJA, entretien personnel). Un tel positionnement témoigne de la dimension résolument anticapitaliste des convictions qui animent leur choix du moyen d'action.

L'expérience est un autre filtre cognitif qui intervient pour former les interprétations que le groupe se fait de l'efficacité de leur action. Etant donné qu'on se focalise ici sur CJA et le réseau de transition francophone, on est néanmoins amenés à considérer que ce filtre cognitif ne doit pas grandement influencer sur le choix du mode d'action.

CJA et le mouvement de transition sont effectivement des associations relativement jeunes ; ces derniers présentent une branche francophone depuis 2011, et CJA émerge à partir de 2009. Ce court laps de temps ne semble pas encore avoir pu permettre à ces associations de fonctionner par essai et erreur et d'adapter leurs moyens d'action en fonction.

Le mouvement de transition est confiant quant à la résonance de son action au sein de la société : « *on remarque que de plus en plus de gens assistent aux réunions, et cela de toutes les classes sociales. Ce n'est plus uniquement le militant anarchiste de base mais on voit des*

gens préoccupés et concernés appartenant à toutes les classes imaginables » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel).

CJA peut compter sur une base de militants relativement fidèle qui participe aux camps climat. Tandis qu'ils considèrent que la participation extensive de militants aux camps climat permet de jeter les bases pour la construction d'un mouvement de revendication de masse, ils ne sont pas toujours certains de pouvoir mener à bien l'organisation du camp. Lors de notre entretien avec un des organisateurs du camp de 2011, celui-ci était dubitatif quant à la réalisation d'un tel camp d'action pour le climat en 2013. Réaliser un tel évènement demande beaucoup de temps et d'énergie aux membres de CJA, et tenir un engagement de cette taille chaque année semble être relativement angoissant. C'est pour ces raisons qu'en Angleterre par exemple, les camps climat n'ont plus lieu depuis 2011 (Van der Zee, 2011). Le moyen d'action déployé via l'organisation de camps climat peut donc être réévalué, comme l'indique la boucle de rétroaction entre les filtres et schémas cognitifs, et les répertoires d'action dans le schéma de Carmin et Balsler.

L'interprétation des opportunités et contraintes au niveau politique résultent selon Carmin et Balsler du filtre cognitif de l'idéologie politique. Nous avons vu précédemment que le mouvement de transition considère qu'il est apolitique. Dès lors, on ne peut pas pour leur cas parler d'une véritable prise en compte de l'environnement politique. Néanmoins, la personne ressource interrogée a désigné le mouvement de transition comme une « fédération anarchiste » (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel), nous permettant, quoique de façon timide, de leur attribuer l'anarchisme comme idéologie politique. Quant à CJA, le membre et organisateur du camp climat interrogé indique ouvertement et dès la première question qu'il existe plusieurs types d'activistes et de tendances au sein de CJA, mais il estime que la majorité sont des anarchistes et néo-marxistes (transition Bxl-Wallonie, entretien personnel). Remarquons que le langage même utilisé par la personne interrogée permet de soutenir son observation : lui-même mais aussi le site web de CJA parle de révolution, lutte et dénonce les forces capitalistes à maintes reprises.

Les considérations ci-dessus concernant les filtres cognitifs qui interviennent dans le choix du mode d'action peuvent être résumées sous la forme du tableau qui suit.

Filtre cognitif	Climate Justice Action	Transition Wallonie-Bruxelles
<i>Philosophie environnementale</i>	Ecologie sociale	Application des principes de la permaculture pour créer des systèmes humains résilients
<i>Valeurs fondamentales et croyances</i>	Lutte contre les grandes grandes entreprises polluantes capitalistes	Positivité, rassemblement et motivation
<i>Expérience</i>	Abandon éventuel des camps climat	Succès (a priori) confirmé
<i>Idéologie politique</i>	Anarchiste et néo-marxiste	Anarchiste

Tableau 7 : Tableau comparatif des filtres cognitifs de Climate Justice Action et le réseau de transition Bruxelles-Wallonie

D'une part, l'adoption de formes d'action différentes entre CJA et le mouvement de transition a pu indiquer que ces deux associations identifient en grande partie des enjeux différents, d'où leur positionnement différent dans la typologie de North et leurs formes d'action divergentes. D'autre part, l'examen des filtres cognitifs nous a permis de dégager de manière satisfaisante que des processus interprétatifs majeurs interviennent dans le choix du mode d'action des groupes relativement petits qui doivent se baser sur des ressources participatives. C'est en particulier pour le cas de CJA qui présentait plusieurs formes d'action que la mobilisation conjointe des explications fournies par les enjeux et les filtres cognitifs a permis de clarifier tous les éléments interprétatifs qui interviennent dans le choix de leur mode d'action.

5.3. Analyse croisée

La comparaison des modes d'action de deux grandes ONGE belges présentant des types de ressources internes très similaires a permis de cristalliser que des facteurs interprétatifs propres à ces organisations interviennent pour définir quel mode d'action elles vont choisir ultimement. Dans le cas des petites associations, la mobilisation des filtres cognitifs de Carmin et Balser a permis de désigner plus précisément quelles sont les causes de l'identification d'enjeux et de solutions spécifiques pour les deux associations. Une partie de notre hypothèse se trouve donc confirmée.

Afin de pouvoir entièrement vérifier notre hypothèse, nous devons établir une différence entre les moyens d'action employés par les organisations professionnelles et les organisations

à base participative. La tâche est aisément accomplie, étant donné que l'éventail des moyens d'action développés par les grandes ONGE est bien plus important que pour le cas de CJA et le mouvement de transition. Les premières accomplissent du travail politique, médiatique et optent parfois même pour l'action directe, alors que CJA s'engage plus résolument dans les formes d'action subversives et que le mouvement de transition nie tout objectif de contestation de leur part. De manière à mieux visualiser les différents ensembles de modes d'action utilisés par chaque organisation étudiée, nous avons élaboré le tableau ci-dessous.

WWF	Greenpeace	Climate Justice Action	Transition Bruxelles-Wallonie
Travail politique (lobbying, rencontres avec les dirigeants, contacts informels)	Travail politique (lobbying, rencontres avec les dirigeants, contacts informels)	Action directe (occupation, désobéissance civile)	Coordination de pratiques de préfiguration
Travail médiatique (campagnes et coups médiatiques)	Travail médiatique (campagnes et coups médiatiques)	Développement de pratiques innovantes et de styles de vie alternatifs au sein du camp climat	
Action directe (manifestation)	Action directe (occupation, désobéissance civile, manifestation)		
Coopération avec les entreprises			

Tableau 8 : Modes d'action des organisations étudiées

Tandis que quantitativement, le nombre de modes d'action des organisations professionnelles est bien supérieur à celui des organisations à base participative, nous ne pouvons pas pour autant en conclure que la variété au sein du répertoire d'action coutumier d'un groupe témoigne forcément de ses ressources importantes.

CJA par exemple possède des ressources bien inférieures à celles des organisations professionnelles, pourtant il adopte des modes d'action divers, allant des pratiques de préfiguration au sein du camp climat, à la manifestation, aux coups médiatiques via leurs

actions d'occupation, et même au die-in lors du camp climat 2013 à Bruges, couvrant ainsi tout le champ des actions non institutionnelles.

La différence majeure entre Greenpeace et WWF d'une part, et CJA et le mouvement de transition d'autre part, concerne le travail politique. Les organisations professionnelles ont un accès légitime aux centres de pouvoir, alors que les petites associations en sont exclues ou ne le revendiquent même pas.

Cette divergence entre organisations professionnelles et participatives est principalement observable grâce à leur positionnement sur l'échiquier politique : c'est la question du statut. En effet « *status can vary according to the strategy a group is pursuing, and may also depend on the political salience of issues being addressed* » (Saunders, 2009, p. 4). Les SMO se distinguent entre elles de par leur approche stratégique du processus politique : soit elles choisissent la voie formelle et institutionnelle en mobilisant des électeurs et en faisant du lobbying auprès des décideurs, soit elles choisissent des stratégies *outsider* comme la manifestation la désobéissance civile (Klandermans et Roggeband, 2007).

Ainsi, en raison de la corrélation entre statut et stratégie, on peut considérer que les organisations professionnelles sont des véritables *insiders* : « *They are governed by formal rules, positioned close to power centers, mostly utilizing formal channels of political communication, and engaging in conventional strategies such as lobbying* » (Ondrej, s.d., p.1 ; Klandermans et Roggeband, 2007), et ressemblent largement à ce que la discipline de la politique appelle les groupes d'intérêt.

A l'opposé, les *outsiders* correspondent aux collectivités qui sont bien moins institutionnalisées et/ou formelles, et qui recourent à la mobilisation collective et à la contestation au lieu de passer par les canaux plus traditionnels d'action politique (Klandermans et Roggeband, 2007; Ondrej, s.d.). Nous pouvons dès lors légitimement considérer CJA comme un *outsider* en raison de leur structure informelle et de l'adoption de formes d'action largement subversives touchant de près à la désobéissance civile.

Le mouvement de transition quant à lui ne cherche pas le dialogue avec la politique et se revendique apolitique. Dès lors, il ne fait pas véritablement partie du système politique et celui-ci ne lui attribue en conséquence pas un statut.

Ces considérations permettent de poser une question précieuse pour notre développement : les groupes considérés, à savoir CJA et le mouvement de transition, veulent-ils véritablement influencer la prise de décision ? Si tel est le cas, alors la disparité entre les modes d'action de ces associations et les organisations professionnelles doit être due à un manque de ressources de la part des petites organisations.

Nous avons vu que CJA considère qu'ils ne peuvent pas utiliser les mêmes instruments que les « capitalistes » pour atteindre leur fin et que leur but est de l'ordre de la contagion. Cela signifie que ce groupe cherche à construire un mouvement de masse à partir du bas (*bottom-up*) pour forcer les dirigeants à agir. Dans le cas de CJA, le but est donc d'ordre politique et nous pouvons partiellement faire incomber le choix des moyens d'action extra institutionnels à leur manque de ressources. Cette caractéristique ne semble pas les déranger pour autant, étant donné qu'ils manifestent une certaine méfiance par rapport à la société actuelle et les dirigeants qu'elle a produits. L'idéologie propre à CJA semble dès lors conforter et confirmer

la justesse de leur choix du moyen d'action parce qu'ils assimilent les canaux politiques au carriérisme et au bafouement idéologique.

Le cas du mouvement de transition est particulier dans la mesure où il se revendique totalement apolitique et se concentre uniquement sur la mise en réseau de projets locaux. Son activité en soi n'est pas une forme de contestation mais une simple coordination et présentation de projets et styles de vie alternatifs. Le mouvement s'organise en autonomie complète et ne dialogue avec les médias ou la politique que lorsqu'ils sont interpellés. Si l'on devait catégoriser le type d'action déployé par le mouvement de transition il faudrait lui attribuer la caractéristique d'*opting out*, à l'image d'un des choix tactiques soulignés par Cudworth.

De par leur pragmatisme et efforts de coordination, les transitionneurs considèrent que la société et les modes de vie changeront en premiers, et que c'est qu'à ce moment-là que les politiciens suivront avec leurs décisions. Leur préoccupation première n'est donc aucunement de persuader les élites du bien-fondé de leur action, mais de se coordonner entre eux, pour eux. Au vu de ces observations, le mouvement de transition Bruxelles-Wallonie ne peut donc pas nous apporter la confirmation que le choix du mode d'action dépend des ressources disponibles au groupe, il participe plutôt à reconfirmer l'importance des facteurs interprétatifs dans le choix du mode d'action.

Parmi les organisations à base participative que nous avons choisies pour cette étude, il n'y a que le cas de CJA qui peut indiquer que le choix du mode d'action dépend des ressources du groupe. Néanmoins, un entretien effectué avec les Amis de la Terre Wallonie⁷ a pu confirmer que certains modes d'action sont inaccessibles aux groupes avec de faibles ressources : « *En tant qu'association nous n'avons pas le temps ni les ressources pour pouvoir faire du lobbying. [...] Pour la recherche on n'a pas le potentiel humain [...]* » (Amis de la Terre, entretien personnel).

Tentative de schématisation de la partie du mouvement belge pour le climat étudiée

Nous avons précédemment énoncé que s'il fallait schématiser le niveau et la forme d'action privilégiée par un groupe, il valait mieux considérer que ceux-ci se positionnent le long d'un continuum. En effet l'action de CJA est foncièrement bottom-up dans son idée de contagion, mais l'ambition est d'arriver à un niveau global, rendant la conceptualisation sous forme de continuum d'autant plus saillante.

De plus, même si un groupe identifie une échelle d'action préférentielle, cela ne veut pas automatiquement dire qu'il considère que c'est inévitablement la meilleure façon de faire.

⁷ Les Amis de la Terre Wallonie comporte 7 employés permanents, approximativement 600 membres cotisants et déclare préférer travailler avec des bénévoles.

Les campaigners climat et énergie de Greenpeace et WWF considèrent tous deux que résoudre le problème du changement climatique « [...] passera par les deux côtés. Le traité sur le climat ne sauvera pas le climat, [...], mais on ne sauvera pas le climat sans traité sur le climat » (GP, entretien personnel) et dans la même lignée « [...] c'est tellement urgent qu'il faut les deux.[...] Il faut avoir un pic dans les émissions d'ici 2020, tu ne vas pas y arriver si les gens isolent juste leurs maisons » (WWF, entretien personnel).

Afin d'illustrer l'idée émise concernant la manière de placer les modes d'action le long de continuums, nous avons dressé le tableau ci-dessous. L'axe horizontal correspond au niveau d'action préconisé et l'axe vertical le mode d'action adopté.

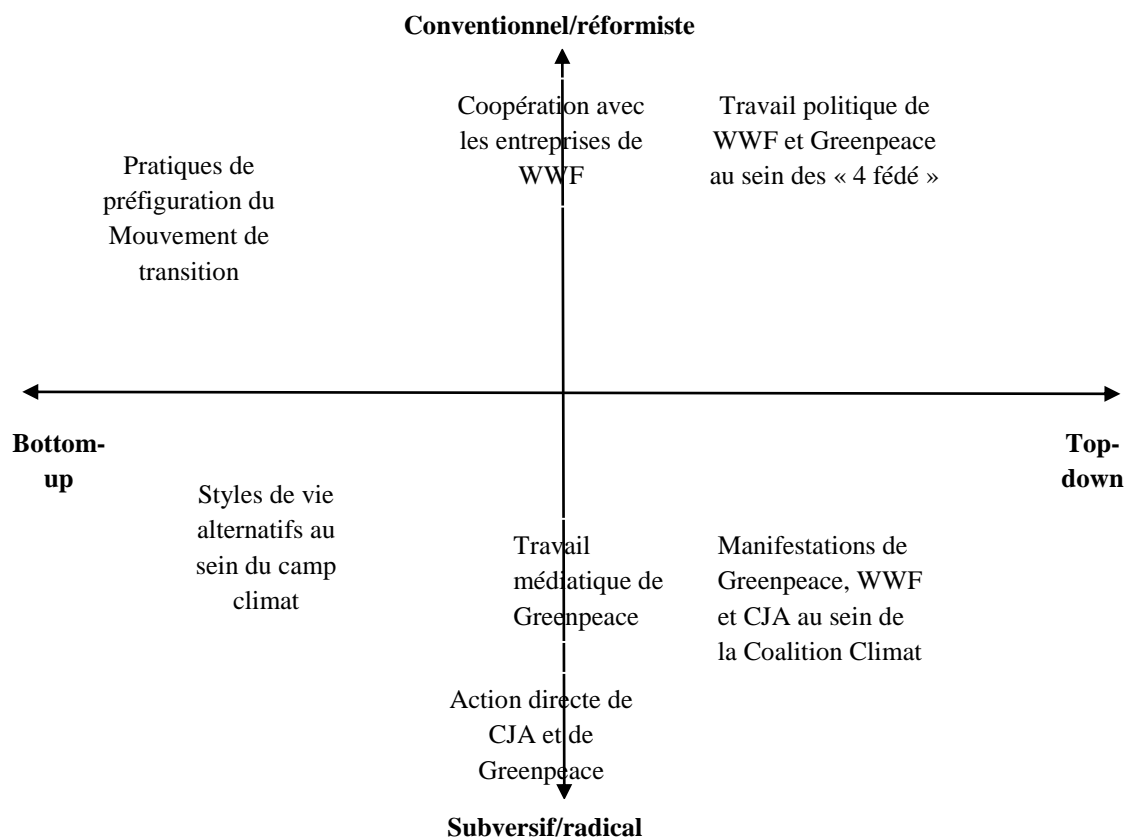


Figure 4 : Schématisation des modes d'action des organisations étudiées

L'analyse croisée a permis de poser l'accent sur l'importance de la disponibilité en ressources dans le choix du mode d'action, dimension qui n'était peut-être pas véritablement ressortie lors de l'analyse séparée des petites et grandes organisations.

Réflexion : quid du détenteur du pouvoir de décision ?

L'analyse des facteurs explicatifs pour le choix du mode d'action a permis de pointer que c'est l'influence conjointe des ressources mobilisables par l'organisation et des schémas cognitifs qui est déterminante dans ce contexte. Les ressources et l'idéologie du groupe agissent ensemble pour amener la sélection du mode d'action.

Cependant, une question majeure se pose : qu'en est-il du détenteur du pouvoir de décision ? Les facteurs explicatifs dégagés dans la littérature ne prennent pas entièrement en compte cette dimension.

Les analyses rationnelles reconnaissent en effet que la structure interne à l'organisation influence la forme d'action adoptée. De plus, lors de nos entretiens avec Greenpeace et WWF, il a été apparu que la façon d'organiser le travail est importante. Le campaigner climat et énergie de WWF estime que « *Greenpeace est beaucoup plus centralisé [...]. On doit s'aligner plus ou moins avec l'internationale. Mais si on fait ça on peut développer nos propres actions au sein de ces priorités* » (WWF, entretien personnel). Chez Greenpeace par contre, une partie des campagnes est imposée d'office par le bureau international, un exemple actuel est la campagne pour l'Arctique (GP, entretien personnel). Pour ce qu'il en est du reste du travail et d'actions à mener, le choix se fait conjointement entre responsable concerné (dans notre cas le responsable climat et énergie) et son supérieur (WWF, entretien personnel).

La question du détenteur du pouvoir décisionnel en matière de mise en œuvre de certains types d'action pose inévitablement la question du leader de l'organisation de mouvement social. La haute professionnalisation des grandes organisations comme Greenpeace et WWF implique que la base d'adhérents se trouve sous le *leadership* de véritables entrepreneurs sociaux qui décident de la forme et du moyen spécifique de l'action à épouser. Dans ce cadre, remarquons que ces considérations se situent largement dans la littérature de la mobilisation des ressources que nous avons explicitée précédemment ; et que nous concevons la professionnalisation comme comprenant le recrutement de gestionnaires professionnels pour l'organisation, ainsi qu'une administration de type bureaucratique des dossiers de l'organisation (Blocq et al., 2012). Les *leaders* ont dès lors un pouvoir très important par rapport à leur faible représentativité de la base d'adhérents de l'organisation. Blocq et al. ont par exemple démontré que les *managers* de Greenpeace Belgique véhiculent des représentations relativement conflictuelles dans les informations concernant la politique climatique relayée sur leur site internet (Blocq et al., 2012). Ainsi, une partie de la responsabilité des formes d'action subversives adoptées par Greenpeace incomberait finalement aux personnes détentrices du pouvoir décisionnel ; être une organisation professionnelle ne signifie donc pas que les modes d'action sont inévitablement réformistes.

Face à ce problème de faible représentativité des *leaders* et porte-parole dans les groupes agissant contre le changement climatique, les nouveaux mouvements sociaux ont eu tendance à adopter des formes d'associations « *segmentées, réticulaires, polycéphales dans lesquelles le leadership n'est pas concentré mais diffus et limité à des objectifs spécifiques* » (Melucci

dans Filleule et al., 2009, p.322). Un exemple appartenant aux organisations que nous avons analysées est celui du mouvement de transition qui est effectivement très décentralisé, et où le leadership n'intervient que pour la coordination des différentes initiatives.

Certaines organisations préconisent même des formes d'organisation horizontales mettant en avant les décisions collectives (Filleule et al., 2009). Dans le cas des camps climat au Royaume Uni par exemple, la décision d'arrêter l'organisation de ces événements annuels a été atteinte au bout de cinq jours de négociation pour arriver à un accord (Van der Zee, 2011). Cette considération nous permet d'extrapoler que l'organisation interne de CJA fonctionne également de cette manière. Si tel est le cas, la structure informelle et les liens interpersonnels forts de cette association lui confèrent alors un pouvoir décisionnel au consensus, et reflètent alors plus fidèlement le point de vue des militants eux-mêmes. L'importance d'une telle configuration est alors notable dans la mesure où elle implique indirectement que les enjeux et solutions identifiées par les militants eux-mêmes se trouvent traduites par le mode d'action de l'organisation dans sa totalité.

VI. CONCLUSION

Ce document avait comme but de répondre à la question suivante : *Comment peut-on expliquer le choix des modes d'action des organisations dans le mouvement belge contre le changement climatique ?*

Pour répondre à cette question, nous avons tout d'abord défini les termes principaux de la question que nous nous sommes posée, et établi la manière dont il fallait comprendre le mouvement pour le climat. Celui-ci constitue en réalité un grand espace de rencontre, appelé « espace de convergence » où les associations, organisations, groupes, mouvements sympathisants et individus pris isolément se réunissent pour défendre un but commun : empêcher la progression du changement climatique et amorcer la transition énergétique. A certaines occasions, certains membres de cet espace s'unissent pour une action commune, puis se dispersent à nouveau. Le mouvement pour le climat présente les attributs d'un « mouvement multiforme », où l'action est menée à échelle multiple, et le maillage entre individus, organisations et mouvements est relativement dense, lui conférant une partie de sa force : l'action menée pour défendre la cause du climat est à placer dans ce contexte d'interrelations et de solidarités.

Dès lors, nous avons pu commencer à faire l'inventaire des modes d'action présents dans la lutte contre le changement climatique. La typologie présentée par North se concentre sur les formes d'action contestataire et adopte une approche relativement individualiste. En conséquence, et en raison de l'intérêt que nous portons pour les groupes et organisations qui prennent en charge l'action collective pour le climat, nous avons élargi l'angle considéré aux modes d'action environnementale. Cette démarche nous a également permis de retenir des modes d'action délaissés par la typologie de North : les formes d'action réformiste et conventionnelle correspondant au travail politique de lobbying et de rencontre avec des dirigeants, mais aussi le moyen d'action de l'éducation et de la recherche. Poursuivant l'objectif de l'exhaustivité, nous avons souligné l'importance du répertoire d'action électronique dans le cadre de l'avènement de la *computer-mediated-communication*. Cependant, ce répertoire présente également des versions subversives d'action, p.ex. le hacktivisme et l'*email flooding*. Face à une telle panoplie de modes d'action, et principalement à cause de l'approche que nous avons choisie plaçant les organisations de mouvement pour le climat au centre de l'attention, nous avons dégagé les différents genres d'organisation présents et opté pour le terme d'*advocacy organisation* pour les désigner.

La définition du cadre théorique a permis de dresser un canevas pour appréhender notre question de recherche. Ce cadre théorique est plus précisément constitué de deux approches de la théorie des mouvements sociaux, à savoir la théorie de la mobilisation des ressources (RMT) et les nouveaux mouvements sociaux (NMS). La première a le mérite de souligner l'existence d'organisations de mouvement professionnelles pourvues de ressources relativement importantes et de leaders externes qui établissent des stratégies pour défendre

leur cause. L'école des NMS quant à elle convient mieux pour expliquer l'activité des associations locales relativement autonomes.

Pour conclure la partie théorique, nous avons établi les fondements de notre hypothèse. Ainsi, nous avons tout d'abord souligné, grâce aux analyses rationnelles, que des facteurs du ressort de la disponibilité en ressources influencent le choix des organisations pour un certain mode d'action. Les ressources internes mais aussi externes de l'organisation définissent largement l'orientation que leur activité va prendre. Dans ce cadre, nous avons aussi souligné que les « fenêtres d'opportunité », étant donné que nous menons notre recherche au niveau national, concernent davantage celles perçues par l'organisation considérée que le mouvement dans son ensemble, écartant ainsi l'argument soulevé par certains auteurs de la RMT concernant la structure d'opportunités politiques (SOP). Néanmoins, ces auteurs adeptes des approches rationnelles ont vite souligné l'importance de l'idéologie dans le choix du mode d'action, pointant ainsi vers une dimension cognitive de la décision.

Nous avons dès lors rebondi sur cette affirmation pour mettre en évidence une deuxième approche : celle du processus de construction de sens (*sensemaking process*). Celle-ci soutient que des facteurs interprétatifs importants interviennent lors de la sélection des répertoires d'action, à savoir les filtres cognitifs. Plus précisément, ce sont la philosophie environnementale, les valeurs et croyances fondamentales, l'expérience et l'idéologie politique qui façonnent les interprétations que l'organisation se fait de l'efficacité de l'action, des modes d'action admissibles, de l'environnement politique, de la source et de la solution au problème, définissant ainsi le mode d'action adopté.

Afin de vérifier notre hypothèse, nous avons décidé de confronter les moyens d'action de deux organisations de même type, à savoir Greenpeace et WWF qui présentent toutes deux des ressources financières et une base d'adhérents importante, pour dégager la possible intervention de facteurs interprétatifs pour expliquer les divergences entre leurs modes d'action. La même démarche a été appliquée pour des organisations de petite taille constituées de membres bénévoles, comme Climate Justice Action et le réseau de transition Bruxelles-Wallonie.

A partir des données recueillies lors de nos entretiens semi-dirigés avec les responsables et personnes de contact de ces quatre organisations, nous avons, dans un premier temps, confronté les moyens d'action de Greenpeace et WWF. Alors que les similitudes au niveau de leur travail politique, médiatique et même en ce qui concerne les actions sur le terrain sont relativement surprenantes, une divergence majeure persiste au niveau de la désobéissance civile. Tandis que WWF rejette totalement ce type d'action, Greenpeace recourt occasionnellement, et en fonction du dossier, à cette forme d'action subversive. L'examen de ces deux organisations par le biais des entretiens menés a permis de synthétiser des éléments très intéressants : au niveau de la Belgique et surtout en matière de climat, ces deux SMO professionnelles s'entendent parfaitement et se coordonnent politiquement au sein des « 4 fédé ». De plus, elles font partie du comité de direction de la Coalition Climat qui agit, en coopération avec les syndicats qui ont une base mobilisables très étendue, comme bras armé de leurs revendications politiques. Néanmoins, c'est précisément certaines formes d'action directe qui départagent l'activité de Greenpeace et celle de WWF. Nous avons pu montrer que c'est à cause des filtres cognitifs liés à l'idéologie politique, l'expérience et les croyances

et valeurs fondamentales de ces deux organisations professionnelles que naît cette divergence.

En ce qui concerne Climate Justice Action (CJA) et le réseau de transition Bruxelles-Wallonie, la principale similarité concerne les pratiques de préfiguration. Néanmoins, tandis que cette dimension touche à l'activité principale du réseau de transition, celle-ci n'est qu'instrumentale pour CJA au sein de ses camps climat. En effet, de par la démonstration de styles de vie alternatifs, CJA cherche à attester sa position résolument opposée à l'insoutenable société actuelle, tant au niveau du climat que de la justice sociale. La mobilisation des facteurs interprétatifs a permis d'approfondir ce qui distingue, au niveau des schémas cognitifs, les deux organisations à base participative.

La vérification de l'hypothèse est néanmoins basée sur un double constat : une inadéquation entre moyens d'action utilisés par des organisations de même type, et une différence entre les moyens d'action préconisés par les organisations participatives et professionnelles. C'est la raison pour laquelle nous avons réalisé une analyse croisée entre les moyens d'action des organisations professionnelles et celles à base participative. L'examen de cette confrontation a permis de synthétiser que le principal répertoire d'action auquel les « petites » organisations n'ont pas accès concerne le travail politique. Or, il n'est pas établi d'avance qu'un groupe recherche à avoir une influence politique, comme c'est le cas pour le réseau de transition Bruxelles-Wallonie. L'élément qui nous a finalement permis de vérifier la dimension relative à la disponibilité en ressources de notre hypothèse a été le recours à un entretien effectué avec les Amis de la Terre Wallonie, organisation qui avoue ne pas avoir le potentiel humain pour effectuer du travail de lobby.

Forts de tous ces constats, nous avons schématisé l'activité des organisations étudiées en réalisant un repère constitué de deux axes : l'axe horizontal correspond au niveau d'action préconisé, l'axe vertical correspond au style d'action adopté. Cette tentative de schématisation a pour but de considérer que l'action de ces organisations se situe le long de continuums plutôt que dans des compartiments séparés comme dans la majorité des typologies.

De plus, nous avons pointé un élément qui selon nous n'a pas été pris en compte dans la majorité des études s'attardant sur les choix des modes d'action : *Quid du détenteur du pouvoir décisionnel ?* Nous avons pu élaborer une ébauche de réponse en considérant l'importance du leader et du type de discours qu'il véhicule pour accompagner les moyens d'action déployés. A contrario, certaines organisations et mouvements promeuvent un processus de décision au consensus, constituant ainsi potentiellement un facteur qui traduirait plus fidèlement l'avis personnel de ses membres.

Ce travail avait pour but de comprendre pourquoi il existe une telle diversité dans les modes d'action pour le climat et quels facteurs interviennent dans le choix des modes d'action des organisations qui oeuvrent contre le changement climatique. Nous avons pu montrer que pour les quatre organisations étudiées, des facteurs de l'ordre des ressources mais aussi des facteurs interprétatifs entrent en jeu pour définir la sélection du mode d'action. Néanmoins, nous avons dû considérer l'apport d'une organisation externe au cas d'étude pour confirmer

que les ressources sont effectivement une variable qui est prise en compte dans le choix du mode d'action. Cette démarche indique donc que notre hypothèse ne se vérifie que pour des organisations qui aspirent aux mêmes activités. Le réseau de transition Bruxelles-Wallonie, dans son procédé d'*opting out* a posé des difficultés pour vérifier une partie de l'hypothèse.

VII. BIBLIOGRAPHIE

- BOOKCHIN, M. (2005) 'Social ecology versus Deep Ecology: a challenge for the ecology movement'. 16 p. *In* Callicott, J. et Palmer, C. (dir.) 'Environmental Philosophy: Critical Concepts in the Environment'. Routledge. Londres.
- BERNSTEIN, S. (2002) 'Liberal Environmentalism and Global Environmental Governance'. *Global Environmental Politics*, vol. 2, n° 3, 16 p.
- BLOCQ, D., KLANDERMANS, B., VAN STEKELENBURG, J. (2012) 'Political embeddedness and the management of emotions'. *Mobilization*, vol. 17, n°3, 16 p.
- CARMIN, J., BALSER, D. (2002) 'Selecting Repertoires of Action in Environmental Movement Organizations: An Interpretative Approach'. *Organization and Environment*, vol. 15, n°4, 25p.
- CARMIN, J. (1999) 'Voluntary associations, professional organizations, and the environmental movement in the United States'. *Environmental Politics*, vol.8, n° 1, 22 p.
- CHASEK, P. S., DOWNIE, D. L., WELSH BROWN, J. (2006) 'Global environmental politics'. Westview Press. Cambridge. 350 p.
- COSTANZA-CHOCK, S. (2003) 'Mapping the Repertoire of Electronic Contention.' 22 p. *In* Opel, A., Pomper, D. (dir.) 'Representing Resistance. Media, civil disobedience, and the global justice movement'. Preager. Westport.
- COTTLE, S. (2008) 'Reporting demonstrations: The changing media politics of dissent'. *Media, Culture & Society*, vol. 30, n°6, 20 p.
- COX, R. (2006) 'Environmental Communication and the Public Sphere'. Sage Publications. Thousand Oaks. 455 p.
- CROSSLEY, N. (2002) 'Making sense of social movements'. Open University Press. Buckingham. 207 p.
- CUDWORTH, E. (2003) 'Environment and Society'. Routledge. Londres. 232 p.
- DALTON, R., RECCHIA, S., ROHRSCHEIDER, R. (2003) 'The environmental movements and the modes of political action'. *Comparative Political Studies*, vol. 36, n° 7, 30 p.
- DELLA PORTA, D., MOSCA, L. (2005) 'Global-net for Global Movements? A Network of Networks for a Movement of Movements'. *Journal of Public Policy*, vol. 25, n° 1, 26 p.

- DIANI, M., DONATI, P. (1999) 'Organisational change in Western European Environmental Groups: A framework for analysis'. *Environmental Politics*, vol. 8, n°1, 23 p.
- DIANI, M. (1992) 'The concept of social movement'. *The Sociological Review*, vol.40, n°1, 25 p.
- FANENBRUCK, G. (2010) 'The role of new media in protest organisation: a case study of "The Wave" climate change protest in London, UK, 5th december 2009'. Mémoire de maîtrise. Rotterdam, Université Erasme de Rotterdam, 197 p.
- FILLIEULE, O., MATHIEU, L., PECHU, C. (dir.) (2009) 'Dictionnaire des mouvements sociaux'. Presses de Sciences Po. Paris. 651 p.
- HAYES, G. (2007) 'Vulnerability and disobedience: New repertoires in French environmental protests'. *Environmental Politics*, vol. 15, n°5, 19 p.
- JAMISON, A. (2010) 'Climate Change Knowledge and Social Movement Theory'. Revised Article for Publication in *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*.
- JENKINS, C. (1983) 'Resource mobilization theory and the study of social movements'. *Annual Review of Sociology*, vol.9, 27 p.
- KLANDERMANS, B. et ROGGEBAAND, C. (2007) 'Handbook of social movements across disciplines'. Springer. New York. 326 p.
- KRIESI, H. (1996) 'The organizational structure of new social movements in a political Context'. 32p. In MCADAM, D., MCCARTHY, J., ZALD, M. (dir.) 'Comparative Perspectives on Social Movements Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings'. Cambridge University Press. Cambridge.
- KUPER, A., KUPER, J. (2004) 'The Social Science Encyclopedia'. Routledge. New York. 1119 p.
- LAKEHAL, M. (2005) 'Dictionnaire des questions sociales'. L'Harmattan. Paris. 282 p.
- MARTELL, L. (1994) 'Ecology and society : an introduction'. University of Massachusetts Press. Amherst. 232 p.
- MELUCCI, A. (1996) 'Challenging codes: Collective action in the information age'. Cambridge University Press, Cambridge. 441 p.
- MERCEA, D. (2012) 'Digital prefigurative participation: The entwinement of online communication and offline participation in protest events'. *New Media Society*, vol. 14, 18 p.
- GIEC (1990) 'First Assessment Report: Preface to the IPCC Overview'. En ligne. 12 p. <http://www.ipcc.ch/ipccreports/1992%20IPCC%20Supplement/IPCC_1990_and_1992_Assessments/English/ipcc_90_92_assessments_far_overview.pdf>. Consulté le 10 août 2013.

MOUHOT, J.F., McKay, J., Hilton, M. (2012) 'Le greenrush. Essai d'interprétation de la "bulle verte" au Royaume-Uni dans les années 1980'. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°113, 14 p.

NORTH, P. (2011) 'The politics of climate activism in the UK: a social movement analysis'. *Environment and Planning A*, vol. 43, 19 p.

ONDREJ, C. (s.d.) 'Interest groups and social movements'. En ligne. 5 p.
<<http://fss.muni.cz/~cisar/download/papers/INTEREST-GROUPS-AND-SOCIAL-MOVEMENTS-REV.pdf>>. Consulté le 9 août 2013.

PULGAR, M. (2010) 'Le rôle des organisations de la société civile de défense de l'environnement : le cas du Chili'. Mémoire de maîtrise. Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 181 p.

ROUTLEDGE, P. (2003) 'Convergence Space: Process Geographies of Grassroots Globalization Networks'. *Transactions of the Institute of British Geographers, New Series*, vol. 28, n°3, 18 p.

SAUNDERS, C. (2009) 'It's Not Just Structural: Social Movements are not Homogenous Responses to Structural Features, but Networks shaped by Organisational Strategies and Status'. *Sociological Research Online*, vol. 14, n°1. En ligne. 16 p.
<<http://www.socresonline.org.uk/14/1/4.html>>. Consulté le 9 août 2013.

SCHLEMBACH, R. (2011) 'How do radical climate movements negotiate their environmental and their social agendas? A study of debates within the Camp for Climate Action (UK)'. *Critical Social Policy*, vol.31, n°2, 23 p.

SMITH, S. (2011) 'The young activist's guide to building a green movement and changing the world'. Ten Speed Press, New York, 212 p.

SNOW, D., SOULE, S., KRIESI, H. (2004) 'The Blackwell Companion to Social Movements'. Blackwell Publishing, Oxford, 754 p.

SNOW, D., BENFORD, R. (2000) 'Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assesment'. *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 31 p.

TARROW, S. (1994) 'Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics'. Cambridge University Press. Cambridge. 251 p.

VAN DER ZEE, B. (2011) 'Climate Camp disbanded: Climate activists to end annual camp and focus on tackling broader ecological, social and economic issue'. *The Guardian*. En ligne. <<http://www.theguardian.com/environment/2011/mar/02/climate-camp-disbanded>>. Consulté le 9 août 2013.

VAN LAETHEM, M. (2012) 'L'internet: de nouveaux modes d'action pour le mouvement environnemental?' Mémoire de maîtrise. Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 118 p.

Sites web

CAN	www.climatenetwork.org
Goodplanet	www.goodplanet.be
Coalition climat	www.klimaatkoalitie.be
Greenpeace	www.greenpeace.org/belgium/
WWF	www.wwf.be
Reseau de transition	www.reseautransition.be
Climate Justice Action	www.climate-justice-action.be
Amis de la terre wallonie	www.amisdelaterre.be
Earth hour Belgique	www.earthhour.be
Demarche.org	www.demarche.org

VIII. ANNEXES

Annexe 1

Protocole d'entretien

Questionnaire:

1. Pouvez-vous me parler de votre organisation et du rôle que vous y exercez?
2. Quels modes d'action utilisez-vous pour soutenir votre cause?
3. Pensez-vous que ces répertoires d'action sont les plus appropriés pour faire entendre votre cause?
4. En fonction de quels éléments choisissez-vous vos tactiques d'action? (stratégie propre à l'association, évènement politique, rapprochement avec une autre association, ...)
5. Estimez-vous vos actions fructueuses?
6. Mettez-vous sur l'action complémentaire d'autres organisations pour nourrir le mouvement pour le climat?

Annexe 2

Transcription de l'entretien avec Arnaud Collignon, responsable Climat et Energie chez Greenpeace (14 mai 2013, bureaux de Greenpeace à Bruxelles)

1. Pouvez-vous me parler de votre organisation et du rôle que vous y exercez?

AC : Greenpeace c'est une ONG mondiale, une des seules organisations environnementalistes mondiales avec Friends of the Earth et WWF, la deuxième spécificité c'est qu'on est une ONG qui n'a pas de sous publics, voilà et moi au sein de Greenpeace je suis responsable Climat et Energie. C'est très vaste, disons que je m'occupe de tous les dossiers qui touchent au climat et à l'énergie, surtout du côté francophone. Donc ça va du suivi des négociations internationales, là je travaille pour Greenpeace international pour cette partie là et puis pour les parties plus belges, pour le moment on travaille beaucoup sur le suivi du plan Wathelet, du plan énergie qui prévoit les capacités d'approvisionnement à l'horizon de 2017 pour la Belgique en matière d'électricité.

IP : Est-ce que vous pouvez me donner le nombre de personnes qui travaillent ici ?

AC : Alors GP Belgique ca fait 35,36 équivalent de temps plein. Y en a plus mais c'est ça les temps plein. Et alors l'équipe de campagne on est, c'est-à-dire qui travaillent sur la recherche, on est 7 personnes. La grande partie des gens travaillent sur la collecte de fonds évidemment, je rappelle le premier point qui est qu'on n'a pas d'argent public et que donc on recherche des sous pour vivre.

IP : Et généralement ces sous viennent d'où exactement ?

AC : La principale partie sont les gens qui font des donations mensuelles, mais on a aussi des héritages, des gens plus fortunés.

2. Pour rentrer dans le vif du sujet, quels sont les modes d'action que vous utilisez pour soutenir votre cause ?

AC : En Belgique ? Par ordre d'importance, le travail principal mais moins connu par le public c'est le lobby. On fait un travail de rencontre des dirigeants mais aussi des spécialistes du secteur, que ce soit par exemple de nouveau sur la question de l'électricité la CREG dont on a beaucoup parlé ces derniers temps, le régulateur du marché de l'électricité. Donc le lobby, une définition très simple, donc il y a une décision à prendre par un politique, il y a des gens qui poursuivent un intérêt personnel, que ce soient les entreprises ou autres, qui vont essayer d'influer sur cette décision, nous on se positionne à l'opposé pour essayer d'influer, faire un contre poids à cette pression que les politiques subissent par le monde économique. La deuxième chose c'est évidemment, pour faire du lobby il faut des outils, et on a énormément de recherche. Pour le moment on a des campaigners qui sont dans le port

d'Anvers en train d'observer les arrivées de bois exotique, du bois illégal du Congo, c'est évidemment une grosse grosse part du travail parce que pour convaincre les dirigeants il faut avoir des arguments. On ne fait évidemment pas toutes les recherches, on décide aussi de commanditer des recherches auprès de centres ou d'universités. Et puis la troisième partie c'est la partie que le public connaît, c'est d'une part le travail médiatique, là je reviens de la RTBF pour un débat sur le climat. Et la partie la plus connue par le public c'est les actions. En fait c'est en jouant sur toutes ces choses, les actions, les médias, du lobby, qu'on essaye d'arriver à modifier la décision politique, en choisissant d'utiliser plutôt un facteur ou un autre. La plupart du temps, le volet action est le plus peu utilisé finalement dans la quantité de travail qui est faite par le bureau.

IP : Mais vous misez quand même sur une complémentarité des actions de lobbying etc. ?

AC : C'est ça notre boulot, dans la vie de tous les jours quand on me demande ce que c'est un campaigning je sais pas trop quoi dire mais c'est ça notre boulot c'est de dire, un exemple concret, l'Europe est en train de discuter les objectifs climat, c-à-d. les réductions d'émissions de GES à l'horizon de 2030, nous évidemment on veut une réduction importante, soit 55% de réduction pour l'UE à l'horizon de 2030, ça c'est l'objectif. Une fois qu'on a cet objectif là on doit décider quels sont nos moyens, où est-ce qu'on peut jouer, quels sont les gens qui s'opposent à ce qu'on veut ou à ce qu'on veut arriver, comment on peut agir sur ce débat pour qu'il aille dans notre sens. Alors voilà sur ce développement en particulier il y a les entreprises qui bloquent ou en tout cas les fédérations d'entreprises. Donc c'est quelque chose qu'on veut mettre en avant. Mais il y a aussi des Etats plus réticents comme la Pologne, donc on va beaucoup travailler sur la Pologne et sur le charbon en Pologne. Et donc on va monter une stratégie pour arriver à un objectif final, en sachant que nos moyens sont minables par rapport au monde où on est.

IP : Donc vous avez plutôt des contacts avec des dirigeants politiques et des chefs d'entreprise, donc à un niveau très élevé ?

AC : Ca dépend du dossier... Greenpeace notre truc global c'est de profiter du fait qu'on est pratiquement les seuls à pouvoir travailler sur des objectifs européens, parce qu'on a un bureau en Pologne, on a un bureau partout en Europe et qu'on se coordonne énormément, et qu'on peut au même moment tout d'un coup faire une action, contre une entreprise p.ex., partout dans le monde. Tout d'un coup, les CUE de toutes les branches de toutes les entreprises au même moment vont avoir une action, ça c'est pratiquement, on est les seuls à pouvoir faire ça donc c'est ça notre spécificité. Effectivement on travaille moins sur les choses locales, qui sont effectivement très nobles, mais on essaye de profiter de notre force qui est d'être un gros bazar mondial.

IP : vous faites aussi partie du lobby européen green 10...

AC : oui c'est le lobby des grandes ONG. Soit au niveau belge soit au niveau européen, on travaille avec les autres ONG pratiquement sur tous les dossiers. Il y a parfois, évidemment, des désaccords, si je prends WWF ... avec WWF moi je travaille énormément avec Jan, Jan

qui est mon équivalent chez WWF. Surtout au niveau du lobbying on fait pratiquement tout ensemble dans une structure qui s'appelle les 4 fédé, de fédérations, et dedans il y a l'IEW, le BBL l'équivalent de l'IEW en Flandre, et les 2 grosses ONG environnementales globales : le WWF et Greenpeace. Donc ça c'est la structure dans laquelle on est et on fait, en matière de lobbying qui est l'essentiel de notre travail pratiquement tout ensemble. En tout cas on se coordonne. Pour l'envoi d'une lettre, je ne vais pas envoyer une lettre à Wathelet ou au secrétaire d'Etat de l'énergie sans en avertir Jan. En tout cas si c'est sur le même dossier. Ça ne se passe quand même pas toujours comme ça dans tous les pays, mais nous on travaille dans une collaboration absolue. Alors il y a des dossiers sur lesquels on n'est pas d'accord, surtout en forêts, sur une certaine approche du marché du carbone.

IP : Ca serait quoi votre approche alors ?

AC : Nous on va nettement moins utiliser le marché du carbone sur la forêt. C'est par exemple je fais un parc national au Congo et j'utilise ce parc national et je dis ah grâce à ça on n'a pas brûlé et donc il n'y a pas eu d'émissions de CO2 ...

IP : C'est donc les mécanismes de flexibilité, vous êtes donc opposés à ça ?

AC : On n'est pas opposés à ça mais on est beaucoup plus méfiants que WWF qui est beaucoup plus ouvert par rapport à ça.... Leurs partenariats. C'est leur spécificité. Nous on va beaucoup moins faire des partenariats avec les entreprises et c'est notre force. Vu qu'on s'entend très bien au niveau belge ça va nous permettre de souvent faire le bâton et la carotte. Greenpeace qui fait le bâton et WWF la carotte. Quand on est d'accord ça ne pose pas problème et on est d'accord sur l'essentiel.

3. Pensez-vous que ces répertoires d'action sont les plus appropriés pour faire entendre votre cause?

AC : Je n'ai pas compris la question.

IP : Est-ce que vous êtes convaincus qu'il faut jouer sur ces leviers là, donc le lobbying, les médias, ... que c'est la manière la plus efficace pour adresser le problème du changement climatique ? Ou est ce que vous reconnaissez avoir des sensibilités pour d'autres formes d'action comme p.ex. les villes en transition et les gens en général qui travaillent sur le local ?

AC : Il y a les actions, la manière de ce que tu fais... je pourrais faire de l'action, du média pour faire en sorte que Bruxelles soit une ville en transition. Donc ça c'est un objectif. La question est de savoir plutôt entre quelle action, le travail sur les médias, le travail de sensibilisation dans les écoles ça on ne fait pratiquement pas, ça c'est effectivement un modèle d'action que GP utilise très peu, dans les universités on est présents mais pas dans les écoles. Quel est le plus efficace ? Ça ça varie d'un projet à l'autre, si je reprends mon objectif de réduction d'émissions 2030 en UE, c'est par exemple un sujet où l'opinion publique s'en moque, ou en tout cas c'est très spécialisé et donc ce n'est pas un sujet sur lequel on pourra utiliser le levier de l'opinion publique pour arriver à notre fin. Ce sera très difficile et ça va

prendre beaucoup de temps et de moyens et on n'a pas beaucoup de temps et pas beaucoup de moyens. Donc la réflexion, et c'est pour ça que je suis payé en fait, c'est de dire : quel est le meilleur levier à notre disposition et sur ce cas-là le meilleur levier en l'occurrence c'est de trouver des gens dans le milieu économique notamment qui vont à l'encontre des fédérations d'entreprises et c'est de donner et construire des arguments qui font un contre poids aux arguments de la pétrochimie par exemple.

IP : Les AdT soutiennent par exemple localement des initiatives de simplicité volontaire et plein d'autres petites initiatives mais vous c'est pas votre point focal finalement ?

AC : C'est génial. Moi je suis à fond, je suis dans une coopérative, on fait des produits locaux et tout ça, je suis là dedans. Ici chez GP on va se spécialiser, on va faire des choix. Dans cette maison à mon avis tout le monde est dans des initiatives citoyennes locales, on va de temps en temps travailler avec des initiatives locales, mais on va profiter du fait que l'on a une grosse force de frappe par rapport à ... dans les médias on va utiliser notre force, parce que notre force ce n'est pas notre réseau local, clairement, même si on en a ..

IP : Et quand vous travaillez avec les initiatives locales c'est plutôt pour les fournir en fonds, en matériel ?

AC : Ça ça arrive on file souvent des coups de main dans le logistique parce qu'on a une bonne ... il faut travailler avec ses forces, on fait souvent l'encadrement sécurité par exemple dans les manifestations. C'est souvent GP qui fait ça parce qu'on a des volontaires bien entraînés, bien formés, et qu'on est bien organisés. Ou par exemple on utilise un camion qui produit de l'électricité avec des panneaux photovoltaïques qui fait le tour des festivals et toute une série de choses. Effectivement on les fait on espère être en contact avec le monde.

IP : C'est quoi exactement, si vous deviez isoler les éléments, qui vous permettent d'estimer que le niveau que vous préconisez est le mieux adapté ? Est-ce le fait que vous avez un réseau européen et mondial, est-ce que ce facteur là est le seul élément qui guide le choix de vos modes d'action ou est ce qu'il y en a d'autres ?

AC : Non non il y a plein de facteurs. On peut par exemple dire, le premier facteur c'est de voir où est-ce que l'on peut avoir l'influence majeure par rapport au but final qui est quand même une amélioration de l'environnement. Ça c'est la base, mais une fois qu'on a ça on a rien dit. Il y a plein de leviers sur lesquels on pourrait agir. Alors là par exemple il y a un choix qui est fait, pour l'instant on travaille le plus sur le climat et l'énergie puisque l'énergie est très importante pour le moment à cause de l'électricité, la production électrique dans les 20 prochaines années est un enjeu crucial. Pourquoi ? Parce que ça bouge au niveau politique, parce qu'on a les solutions là, parce que ça peut bouger, parce que ça peut être gagné, cet enjeu là. Il y a des choses qui sont tout aussi fondamentales sans doute qui sont beaucoup plus difficilement gagnables et pour lequel on va peut être aussi faire le choix de dire que là on va s'essouffler pour rien, on ne pourra pas le gagner maintenant puisque les conditions ne sont pas remplies pour le gagner maintenant.

IP : Si vous deviez les énumérer ce seraient quelles conditions ?

AC : Alors là après c'est très subjectif. C'est pour ça encore une fois pourquoi moi je suis payé par exemple, c'est pour décider, voir. Evidemment je ne décide pas tout seul, c'est des processus à terme... mais l'électricité, les ER, c'est gagnable quoi ... dans les 5, 6 prochaines années on peut se revoir et dire, ça y est il y a une transition, on a réussi à changer le système énergétique par rapport au système qui avait été créé au 19^e siècle. Donc c'est maintenant que toutes les forces progressistes, dont on espère faire partie, doivent jeter le maximum de leur force dans la bataille. Il y a d'autres enjeux sur lesquels on est pas présents, et je le regrette. Des enjeux plus socio-économiques, la décroissance par exemple, sont des choses sur lesquelles on ne s'exprime pas ou peu. Pourtant, pour résoudre la crise climatique on sait que la technologie, le renouvelable et tout ça ne vont pas suffire. Y a un aspect aussi où il va falloir sortir du 'toujours plus'. Si on veut vraiment résoudre cette crise climatique on va devoir passer par là. On n'est pas actifs pour le moment, ça ne veut pas dire qu'on ne réfléchit pas à la manière dont on pourrait être actifs, mais pour le moment dans l'état actuel c'est très difficile de venir avec, de gagner qqch avec ce message. Si on parle là-dessus, soit on parle à 3% de la population qui est déjà convaincue, mais c'est pas notre but notre but c'est de changer la société en profondeur et donc c'est là où on doit chercher des leviers, typiquement, là on est en train de chercher le levier sur lequel on pourra agir puisque c'est fondamental pour l'environnement mais les conditions ne sont pas remplies pour faire avances les choses sur ce sujet là.

IP : Donc si vous avez une réflexion par rapport à ça il est envisageable aussi que vous souteniez le mouvement des objecteurs de croissance p.ex. ?

AC : Oui tout à fait. On les soutient en formant des plateformes communes avec climat et justice sociale qui sont des associations plus positionnées au niveau socio économique. Donc la Coalition Climat qui est présidée par Michel Genet qui est le directeur de Greenpeace, et dedans il y a toutes sortes d'associations cataloguées de gauche militante...

IP : Il y a aussi Climate Justice Action, c'est ceux qui organisent les camps climat...

AC : Ah ouioui, au camp climat j'ai été l'année passée en juillet. Donc oui, foncièrement on est dedans, avec les activistes aussi de la mouvance de Occupy, là on a fait pas mal d'actions, ils étaient là dans la Coalition Climat, donc oui on est en lien avec ces gens là, forcément. On est plus proches de ce côté-là, forcément.

IP : Oui mais votre activité même ne les englobe pas généralement ?

AC : Non, souvent parce qu'on travaille très peu au niveau local, et que le niveau le plus bas où on travaille c'est les gouvernements régionaux. On travaille très peu sur les communes, voilà c'est un choix, après disons qu'on est meilleurs je crois pour travailler à des niveaux plus élevés parce qu'on a plus d'implantation globale. En fait j'ai dit que je travaille pas sur les communes c'est pas vrai, on travaille sur le Ring de Bruxelles, et puis là il est évident qu'on est avec le bourgmestre de Vilvoorde.

4. Donc est-ce que vous vous inspirez d'évènements politiques, ou c'est une stratégie concertée au niveau du comité de direction, ou ce sont justement certains rapprochements avec WWF qui définissent quelles actions vous allez privilégier?

AC : C'est défini au niveau international. On a une partie du travail qui est définie au niveau international. Donc si je prends la campagne de l'Arctique, évidemment qu'il y aura un relai au niveau belge, mais elle est décidée au niveau international par un organe où il y a les directeurs de tous les bureaux GP dans le monde. Ce sont des campagnes internationales qui sont décidées par concertation sur une longueur de 5 ans. Et ils vont dire voilà, on veut un système de protection spécial pour l'Arctique et donc tous les GP au monde vont travailler dessus. Après on travaille sur le Ring, ça c'est évidemment pas au niveau international, et ça c'est le fruit de décisions ici à l'intérieur du bureau entre le campaigner et le directeur et les raisons ... la raison la plus évidente c'est le résultat sur l'environnement, ou sur l'arctique respectivement mais ce n'est évidemment pas la seule raison. Il y a aussi parce que c'est gagnable. Est-ce qu'on ne va pas s'épuiser à vouloir gagner. Et puis il y a d'autres facteurs qu'il ne faut pas nier, comme par exemple est-ce que en termes de fund raising, il est clair que si on a fait le choix que l'arctique soit la campagne emblématique de GP à un moment donné c'est aussi parce que ces campagnes permettent aux gens qui sont dans la rue de collecter de l'argent pour que GP puisse fonctionner. C'est une campagne qui parle aux gens, et qui parle aussi du climat. Si on était que sur le pétrole, sur Shell etc, ça aurait plus de difficultés pour les gens dans la rue. Et donc, ça ça intervient évidemment dans le choix. Mais c'est la principale menace du fonctionnement d'une ONG. C'est que les autres critères qui sont assez sexy pour les médias, pour l'image et que ça permet de faire du fund raising, ça joue, ce serait absolument hypocrite de dire le contraire. Et c'est la principale menace sur une ONG. C'est que ces critères-là prennent le pas sur les deux premiers qui sont « on veut arriver à un résultat et on veut gagner des choses ». J'ai la faiblesse de croire pour le moment que chez GP on est très vigilants à ce que ce soient les deux premiers critères qui gardent la plus grosse part dans le choix final. Maintenant je suis sûr qu'il y en a qui pourraient dire l'inverse.

IP : est ce que, quand vous choisissez une action, vous faites justement attention à ce qu'elle ne soit pas trop sexy ?

AC : Ça dépend, il y a des actions qui sont destinées à faire une image, une photo, il y a des actions qui sont des photos. Et puis il y a beaucoup d'actions qui sont destinées à l'action même, c-à-d. bloquer un train avec des déchets nucléaires qui vient de Hollande et qui va à La Hague, ça le but n'est pas de faire une photo le but c'est de bloquer un train. Et donc ça dépend des actions, on essaye de répartir mais il est clair qu'on vit dans un monde de médias et parce qu'on n'a pas d'argent public on doit trouver de l'argent et ce serait hypocrite de dire que l'on ne prend pas ça en compte. Les médias, d'une part, parce qu'on ne peut pas se flinguer dans les médias, et d'autre part parce que ça sert aussi nos objectifs de campagne. On joue énormément avec les médias, on travaille énormément avec les médias. Et on a besoin des médias pour faire passer notre message.

IP : On dit souvent que GP a la maîtrise totale sur leurs images, c'est souvent les images-mêmes prises par les membres de GP qui se retrouvent dans les médias.

AC : Oui pour les actions on propose souvent des photos et des vidéos. De moins en moins de photos et plus de vidéos. Quand on fait une action on donne un communiqué de presse comme tout le monde.

IP : Mais est ce que vous annoncez l'action ?

AC : Ca ça dépend de l'action évidemment. Si on rentre dans Tihange on ne l'annonce pas pour des raisons de sécurité évidentes, si on va faire un truc un peu plus fun, genre un ours polaire sur la Grand Place, ça on le dit aux médias avant.

5. Est-ce que vous estimez que vos actions sont fructueuses ? Est-ce que vous avez des succès à compter ?

AC : Pas assez. On a vraiment très peu de succès par rapport à la quantité de travail, parce qu'en règle générale le monde ne va pas vraiment dans la direction d'une meilleure préservation de l'environnement. De manière globale, on est en train de perdre. Maintenant, on gagne toute une série de petites batailles périphériques qui sont mieux que rien. Par exemple, si je prends dans ces derniers mois, même dans ces derniers jours, GP Belgique, concernant des gars qui sont pour le moment à Anvers en train de surveiller l'arrivée du bois du Congo, suite à des actions de GP Belgique, il y a une personne qui est ici au premier étage qui a pisté du bois illégalement coupé au Congo jusqu'en Belgique et qui a dit « regardez ce bois, il ne devrait pas être ici il est illégal » suite à ça, il a été l'instigateur d'un débat au niveau congolais pour réformer la loi et mettre plus de moyens. Donc ça on parle vraiment des derniers jours. C'est fondamental et c'est une énorme victoire. Il y a une encore plus grande victoire ces dernières semaines, c'est qu'on a fait pendant 4 ans une campagne contre Volkswagen, sur les émissions des voitures, et finalement Volkswagen s'est désolidarisé des autres constructeurs automobiles pour se fixer un objectif qui va au-delà de la fédération des constructeurs d'automobile européens. Ce n'est pas la victoire finale, il y a toujours des bagnoles, il y a de plus en plus de bagnoles, mais c'est une avancée significative qui est très clairement le fruit du travail de Greenpeace.

IP : Pourquoi vous avez choisi Volkswagen précisément ?

AC : Encore une fois ça c'est mon boulot, on s'est rendu compte que c'est la fédération des entreprises qui bloquait les discussions à la Commission européenne pour fixer des seuils d'émission pour les voitures, et que, au sein de cette fédération, il y a certainement plus méchant que VW, mais par contre c'est le plus puissant et de deux celui qui peut bouger. On aurait pu aller taper sur Lamborghini mais eux ils s'en foutent de Greenpeace et leur clientèle aussi donc on n'a pas de levier et en plus Lamborghini ne représente rien au niveau européen et n'a pas beaucoup de poids dans la fédération donc elle n'aurait pas bougé d'un poil si Lamborghini avait fait des efforts. C'est sur ça qu'il faut faire une réflexion, et c'est en fonction de ce type de raisonnement qu'on a décidé de s'attaquer à VW.

6. Est-ce que vous misez sur l'action complémentaire des autres organisations ? Est-ce qu'il y a une confiance, est-ce que vous reléguez aux organisations locales de s'occuper de ce niveau là et vous vous faites plutôt tout ce qui est médiatique et lobbying global? Est-ce qu'il y a une entente ?

AC : Oui si on travaille sur les mêmes dossiers. Je prends un exemple local, on travaille sur le Ring, et y a une plateforme locale qui s'appelle Modal Shift dans lequel il y a toutes les ONG locales, donc oui on leur fait confiance. Mais c'est une question ... je ne fais pas forcément confiance à ce que je fais non plus, on fait des erreurs aussi et parfois il y a des choses qui sont faites qui me semblent débiles. Après c'est une question d'analyse aussi mais je pense que le problème actuel c'est que c'est très cloisonné, on a pas mal d'acteurs qui parlent qu'à une frange sociale trop restreinte que pour avoir une influence globale. Il faut qu'on puisse parler, si pas aux super-libéraux, il y a des gens qu'on ne récupérera pas, mais il faut quand même qu'on puisse parler à une frange importante de la population européenne et belge que pour avancer puisque sinon on a perdu sur la question du climat. Et donc il y a parfois des choses qui heurtent ces franges de la population auxquelles on doit finir par réussir à parler. Il y a des choses qui sont faites par nous parfois qui ne sont pas toujours intelligentes.

IP : Est-ce que vous pouvez être plus précis sur quelles actions complémentaires, et quelles associations sont complémentaires à vous ?

AC : Avec WWF on a déjà pas mal papoté tout à l'heure. Encore une fois ça dépendra du dossier, sur le dossier du climat, si je prends toutes les associations locales concernant l'implantation de centres commerciaux, il y a eu par exemple l'année passée une grosse querelle avec un comité de quartier concernant l'implantation d'un Decathlon dans une forêt. Il est évident que c'est complémentaire à notre action. Il est pas forcément évident que l'on va jamais s'investir là dedans. On pourrait dire à un moment donné : ça c'est emblématique par exemple, ça c'est une histoire qui est plus large que simplement ce bois et Verviers, c'est une histoire qui explique le défi climatique et qui explique qu'il faut arrêter d'avoir une politique d'aménagement du territoire de con comme on l'a en Belgique où 20% du territoire est bâti... et pour illustrer ça on va utiliser le cas emblématique de Theux. La plupart du temps on ne va pas le faire uniquement pour que Theux et que cette forêt soit préservée parce que ce n'est notre travail. Donc on est complémentaires sur la question.

IP : Et les Amis de la Terre ?

AC : on n'a pas beaucoup de contacts, je ne sais pas trop pourquoi. Sur les forêts peut être mais climat et énergie ... on a WWF, BBL, IEW, CNCD-11.11.11 mais les Amis de la Terre ils ne sont pas dans la coordination, dans les 4 fédé, dans la Coalition Climat ils ne sont pas dans le board, ..

IP : Les Amis de la Terre Wallonie ils ont énormément d'autonomie par rapport au réseau global de Friends of the Earth et ils font beaucoup de sensibilisation, de formations, d'actions qui émergent spontanément lors de leurs réunions ...

AC : Oui c'est un autre mode de fonctionnement. Moi je suis persuadé qu'ils ont raison sur le fond c-à-d. que principalement, résoudre la crise climatique, passera par qqch de local. Mais pas seulement, ça passera par les deux côtés. Le traité sur le climat ne sauvera pas le climat, ça c'est clair, mais on ne sauvera pas le climat sans traité sur le climat. Alors l'influence que ça aura, effectivement si les gens de l'autre côté continuent à rien changer, le traité sur le climat ne rimera avec rien du tout. Les initiatives locales seront à mon avis les plus importantes sans doute à terme.

IP : Comment vous vous placez par rapport au pic pétrolier ? Parce que le mouvement en transition dit que c'est à cause de ça qu'il faut apprendre à vivre sans pétrole et que le climat de toute façon s'est fichu.

AC : Il n'y a pas de pic pétrolier. C'est pas le pétrole l'élément problématique c'est le charbon. Il y en a au moins pour 200-300 ans en Chine et en Australie et c'est ça au niveau mondial le principal émetteur de CO2 et c'est ça qu'il faut résoudre. Et il est évident que si l'on brûle le charbon qu'on a on est à 7-8 °C d'augmentation et c'est surprise quoi. Là on a dépassé le seuil de concentration de CO2 le plus élevé de l'histoire de l'humanité, 400 ppm.

...

IP : J'avais une question de compréhension : si GP comme d'autres organisations font partie de la Coalition Climat, est-ce qu'il n'y a pas une redondance des actions ?

AC : Coalition Climat c'est un truc de mobilisation publique, donc chaque plateforme a un peu sa spécificité. Dans Coalition Climat on est avec les syndicats, on est avec des gros mobilisateurs de personnes et le but c'est de mettre les gens dans la rue, c'est ça l'objectif. Alors évidemment après on va voir les politiques en leur disant voilà il y a eu plein de gens... la 4 fédé c'est autre chose c'est la coordination du travail politique et c'est pour la partie immergée de l'iceberg, on en parle pas beaucoup et pourtant ça prend l'essentiel de notre temps.

IP : Et l'IEW, c'est pas un peu une plateforme aussi ?

AC : L'IEW aussi c'est une plateforme et BBL ... franchement faudrait leur poser la question ... c'est des plateformes oui, mais ils font du travail d'ONG puisqu'ils ont des structures permanentes très importantes, ils ont beaucoup de gens, de spécialistes, de chercheurs et tout ça. Mais en même temps ils doivent relayer le point de vue de leurs membres, ce qui n'est pas toujours évident, sur l'éolien par exemple c'est extrêmement difficile. Donc eux c'est un peu hybride je ne sais pas s'ils m'en voudraient faudrait demander à Gael. Moi personnellement je n'ai pas tendance à voir l'IEW comme une plateforme dans ma vie de tous les jours, pour moi c'est un peu comme si c'était une ONG, je ne fais pas de distinction entre IEW et WWF.

IP : Est-ce que vous êtes d'accord avec l'affirmation que GP cherche par ses actions médiatiques de faire en sorte que la société soit témoin de certaines choses ?

AC : Oui, par exemple sur le pétrole on essaye d'avoir des bateaux pour aller voir ce qui se passe exactement en mer près d'une plateforme pétrolière en Arctique... on est les seuls à

pouvoir faire ça. Donc là le but est de mettre en avant les activités particulièrement néfastes en termes environnementaux et de les empêcher de faire leurs conneries là tous seuls dans leur coin à l'insu du monde. L'Arctique on ne l'a pas juste choisie parce que c'est une région cruciale et parce que c'est la plus belle métaphore pour le changement climatique, mais c'est aussi quelque chose qui est plus vendeur et c'est un élément qui est intervenu dans le choix, travailler sur le Ring de Bruxelles c'est pas du tout vendeur par contre, ça ne suscite pas vraiment l'engouement des foules, sans parler de VW c'est pas assez sexy pour avoir des sous. Pourtant c'est 80% de notre travail. Si tu veux faire du pognon les baleines c'est super, tu montres 2-3 photos de baleines égorgées et c'est bon.

IP : Quel genre de membres vous avez ? Vous êtes ici des temps-plein, mais il y a aussi des bénévoles, des gens qui offrent leur expertise ...

AC : Y a des bénévoles, il y a beaucoup d'activistes, les gens qui vont se déguiser en ours polaires ou entrent dans une centrale nucléaire sont toujours bénévoles. Il y a forcément un encadrement pour certaines actions pour les questions de sécurité et qui fait que parfois on peut faire des actions un peu impressionnantes. Pour être escaladeur et monter sur l'Atomium il y a des formations et forcément de la coordination et un entraînement des gens, on n'escalade pas des trucs comme ça sans qu'il y ait un minimum de coordination.

IP : Et est-ce que c'est vous qui organisez ces formations ?

AC : oui, oui.

Annexe 3

Transcription de l'entretien avec Jan Vandermosten, campaigner Climat et Energie chez WWF (26 juin 2013, bureaux de WWF à Bruxelles)

7. Pouvez-vous me parler de votre organisation et du rôle que vous y exercez?

JV : Tu connais WWF je crois, donc tu trouves aussi toute notre information sur WWF sur notre site web. Ben on est une ONG environnementale internationale, globale, donc on est actifs partout dans le monde. Je pense qu'on a 5000 personnes qui travaillent pour le WWF donc c'est assez grand. On travaille sur deux axes, c'est la biodiversité pour sauvegarder la nature, c'est très important pour le WWF c'est ce avec quoi on a commencé à travailler. Puis le deuxième axe c'est réduire notre empreinte écologique, réduire l'impact sur la planète de nos activités et évidemment notre consommation d'énergie fossile et donc le changement climatique et réduire l'impact sur le changement climatique. Donc WWF Belgique travaille aussi sur ces 2 sujets, évidemment, c'est la priorité du réseau et donc moi je travaille pour le WWF Belgique sur le Climat et l'énergie et en particulier le travail qu'on fait vis-à-vis de la politique. On a aussi qqn par exemple qui travaille avec les entreprises, pour réduire l'impact des entreprises, mais c'est un autre travail. Moi je travaille plutôt vis-à-vis de la politique.

IP : Et donc vous faites un travail de lobbying alors ? Est-ce qu'on peut vous considérer comme lobbyiste ou pas ?

JV : Oui tu pourrais me considérer comme lobbyiste oui.

IP : Ca se déroule comment pour avoir les rendez-vous ? Ou est-ce que vous avez des sessions prévues avec les dirigeants politiques par exemple hebdomadairement ou une fois par mois ?

JV : Là tu parles du travail de lobby classique. On a pas vraiment des réunions chaque mois ou chaque semaine avec les politiques. Ce qu'on a plutôt c'est suivre des dossiers, des dossiers politiques, des dossiers de législation. Donc on va d'abord décider quels, selon nous, sont les dossiers principaux ou cruciaux. On essaye de coordonner bien entre les ONG environnementales donc nous on suit plutôt des dossiers internationaux et européens, et on va essayer de le traduire au niveau belge donc on va plutôt approcher des politiciens sur ces dossiers là. Donc pendant que BBL et IEW qui sont les fédérations des régions et vont plutôt travailler sur des questions régionales. C'est un peu la division du travail qu'on fait. Et selon ces dossiers qu'on suit on va suivre le processus, définir une opposition, écrire des positions, des *position papers*, et sur base de ça on va avoir des réunions avec des politiques. Donc c'est plutôt sur base de dossiers spécifiques.

IP : C'est les dirigeants politiques qui vous invitent ?

JV : Ca dépend du parti politique concerné. Si c'est les verts, ça arrive qu'ils nous invitent, parce qu'on partage les mêmes points de vue. Si tu vas plutôt direction CD&V et les libéraux comme la N-VA il faut aller vers eux pour demander une réunion. Il faut plus les convaincre tandis que les Verts c'est plus un échange d'idées. Eux ils vont nous inviter les autres très rarement.

IP : Finalement avec les libéraux vous réussissez à trouver un terrain d'entente ?

JV : Oui, c-à-d. que c'est pas toujours leur première priorité le changement climatique, ils pensent plutôt compétitivité et comment on peut caler les industries si c'est les libéraux, mais aussi les chrétiens démocrates (en Flandre CD&V) mais aussi la N-VA, en fait tout le centre droit et la droite ce n'est pas vraiment leur préoccupation initiale, donc là il faut essayer un peu d'adapter le message en disant voilà, si vous agissez contre le réchauffement climatique il faut économiser de l'énergie, ou développer le renouvelable. Ca génère ça aussi l'emploi, donc il faut plutôt avoir une histoire économique et avoir les avantages d'agir contre le changement climatique au niveau économique ou de l'emploi plutôt que juste dire 'le changement climatique est important et il faut agir'. Il faut aussi adapter un peu le message en fonction de la personne à qui tu parles ou du contexte qui est de crise économique et donc maintenant c'est une préoccupation de tous les partis, donc il faut essayer aussi de trouver des réponses dans le cadre du travail. Et parfois ça marche, parfois y a des arguments qui marchent.

IP : Vous avez des exemples de quand ça a marché ?

JV : C'est difficile quand tu fais du travail politique de mesurer l'impact que tu as. Mais tu connais les discussions au niveau européen sur le niveau d'ambition. Donc l'Union européenne s'engage de réduire les émissions de 20%. Mais il y a une possibilité d'aller à 30% si les autres grandes économies font plus ou la même chose. Le narratif des ONGE est de dire qu'il faut aller à 30% déjà maintenant même si les autres économies ne font pas le même effort parce que c'est dans votre intérêt. Pas seulement au niveau du climat et environnement mais aussi au niveau économique, emploi, innovation, etcetc. La Flandre était la seule région qui était opposée à ça, donc on a vraiment fait un grand effort pendant des années en allant voir tous les partis politiques pour les convaincre de changer leur position, pour que la Belgique puisse défendre aussi une position plus ambitieuse au niveau européen. Finalement je pense que parce qu'on a insisté tellement pendant une période très longue, finalement la Flandre a cédé et accepté une ambition plus élevée. Je pense que si tu suis un dossier tout le temps comme ONGE et que tu fais le point en continu avec les politiciens mais aussi, et ça c'est un des autres canaux qu'on peut utiliser, via les médias, via les actions publiques, essayer de mobiliser des gens autour de ce sujet, continuer à mettre la pression, là tu peux finalement contribuer pour arriver à des positions plus ambitieuses au niveau belge, flamand... donc impacts difficiles à mesurer mais je pense que c'est possible.

IP : Est-ce qu'il y a d'autres exemples dans ce genre ?

JV : Je trouve que c'est l'exemple le plus représentatif, pour le reste c'est pas toujours aussi symbolique. Parfois tu peux avoir des bons contacts, parfois tu peux aussi faire en sorte que le résultat ne soit pas aussi grave qu'il aurait pu être. Je peux donner un autre exemple mais c'est un peu un autre point de vue. Je pense que tu as le lobby classique donc tu suis un dossier qui est sur la table, p.ex. un plan climat flamand. Ça on a suivi on a donné beaucoup d'input, beaucoup de réunions avec des politiciens, etc. La pour le plan on a peut-être réussi à obtenir quelques mesures en plus dans le plan qui auraient pas été là, mais le plan n'en a pas beaucoup. Ça c'est le lobby classique, parfois ça marche, parfois ça ne marche pas. Un deuxième rôle que je trouve chez les ONGE c'est de générer des nouvelles idées, des idées qui ne font pas partie du discours politique. Je pense au concept qui a été poussé très fortement par les ONGE, y compris le WWF, c'est arriver à 100% d'énergie renouvelable d'ici 2050. C'est notre vision pour le monde, l'Europe et la Belgique. Et on a fait beaucoup d'études sur ça, on a notre *energy report* qui donne notre vision. C'est une nouvelle idée qu'on apporte aux politiciens en disant 'voilà, vous pouvez y réfléchir, ça c'est notre vision. Et parce qu'on fait ça on a vu que l'idée a été reprise par les politiciens ici en Belgique et ils ont fait une étude belge sur la possibilité d'aller à 100% d'énergie renouvelable. Le fait que cette étude existe témoigne que les ONGE ont contribué. Maintenant la prochaine étape pour nous c'est comment on va traduire ça au niveau de politiques, de législation etc pour une vision climat et énergie sur le long terme. Ce concept peut être porteur et je pense que les ONGE ont à jouer un rôle là dedans, pas seulement en suivant des dossiers mais en adoptant une vision plus holistique et avoir cette vision sur le long terme pour la politique. Cette vision a frayé son chemin dans le discours politique et autres *stakeholders*, et même si les entreprises ne sont pas d'accord au moins elles en parlent. Les syndicats en parlent aussi et soutiennent largement l'objectif de 100% d'énergie renouvelable. Je trouve qu'au niveau belge c'est déjà un succès qu'on a pu avoir.

IP : Est-ce qu'il y a des engagements formels qui ont été pris par la politique ?

JV : Par la politique non pas vraiment mais ça été une décision des 4 ministres de l'énergie je pense en 2011 déjà ou même 2010 de faire cette étude et voir si c'est possible au niveau belge d'arriver à cet objectif de 100% d'énergie renouvelable. Maintenant il y a pas d'objectif de la Belgique d'arriver à 100% de renouvelable et ça ne va pas arriver aussi tôt mais au moins ils en parlent et réfléchissent à un avenir avec beaucoup plus de renouvelable.

8. Quels modes d'action utilisez-vous pour soutenir votre cause?

JV : Il ya le lobby classique, c'est suivre des dossiers politiques. Quelque chose comme la définition des sujets qui sont sur l'agenda, venir avec des nouvelles idées comme le 100% d'énergie renouvelable. Le troisième axe que je vois c'est la communication, mettre la pression sur les politiques via les médias. Ça peut marcher, un bon article dans l'écho p.ex., les politiciens et les journalistes lisent l'écho et ça a un impact pour eux. La dernière chose c'est les actions publiques et la mobilisation. Je ne pense pas que ces 4 axes sont séparés, je pense que tu peux faire des communications via la presse et faire le lobby classique. Tu peux faire une action publique pour renforcer ton travail de lobby. C'est toujours ces 4 axes qui

interagissent et tu vas en choisir un dépendant de la situation. En général on commence avec du lobby classique, si on voit que ça marche pas on va aller via les médias et des actions publiques et la mobilisation.

IP : Donc la mobilisation c'est toujours la solution de dernier recours ?

JV : Oui pour moi si on parle d'un dossier vraiment politique ou de législation, moi je commencerais toujours à aller vers les politiciens d'abord, et si on voit que ça ne marche pas on fait des actions, on mobilise, on fait de la communication. Maintenant si tu regardes en général et que tu regardes le contexte du changement climatique c'est assez grave, on voit que l'action politique en général est insuffisante, si ça continue comme ça je pense que l'objectif du mouvement environnemental devra changer de plus en plus vers l'action publique, la mobilisation de masse et être un peu plus activistes qu'on a été dans le passé. Je pense que ça devient inévitable à un certain moment. Je parlais ici des ONGE en général, mais le WWF n'est pas une organisation qui est vraiment activiste, on est plutôt consensuels. Donc je pense que le WWF va plutôt rester dans le lobby classique, mais aussi dans la coopération avec les entreprises, avec les acteurs, pour être constructifs et engager le débat contrairement à Greenpeace ou d'autres organisations. Mais en général je pense que si l'action pour le climat reste peu ambitieuse comme c'est le cas maintenant, le mouvement environnemental devra devenir plus activiste.

IP : Donc à ce niveau là vous n'êtes pas du tout d'accord avec Greenpeace ? Arnaud Collignon de Greenpeace avait dit que dans beaucoup de dossiers ils prenaient le rôle de 'bâton' et le WWF le rôle de 'carotte'.

JV : Oui je pense que l'action de l'un renforce l'action de l'autre. Par exemple si Greenpeace fait une action contre une entreprise, ça va endommager l'image de l'entreprise. Mais après l'entreprise va être un tout petit peu plus ouverte à améliorer ses actions et alors là le WWF peut entrer en jeu pour ouvrir la discussion sur comment ils peuvent devenir plus durables et émettre moins de CO2 etc. donc là on peut commencer la discussion et on est donc tout à fait complémentaires par rapport à eux. Je pense que pour le moment entre les grandes ONGE il n'y a pas de grande discorde par rapport au mode de fonctionner.

IP : Quant au financement, vous acceptez des financements publics ?

JV : Oui on accepte mais je ne connais pas vraiment les détails. Si au niveau politique ou pour des projets on peut demander des subsides. Donc on a des subsides. Ici en Belgique on fait des projets pour le développement du Congo, donc là on a des subsides de l'administration des affaires étrangères.

IP : Est-ce que vous recevez des financements de l'UE ?

JV : Oui mais c'est pour un projet assez spécifique au Congo, c'est un projet de reboisement. Pour la question des subsides je ne suis pas expert mais si tu prends tout le budget de WWF c'est une partie infime, la plupart de nos revenus vient quand même de nos membres, de notre activité de *fundraising*. Donc on n'est pas dépendants des subsides. A ce niveau là on est

encore assez indépendants des politiques donc on a assez de liberté d'agir comme on veut. Certainement au niveau politique, pour notre activité politique on ne reçoit pas de subsides du tout.

IP : Est-ce que parfois vous collaborez avec les Amis de la Terre Europe ?

JV : Oui une fois je me rappelle qu'on a coopéré pour la *energy efficiency directive* au niveau européen, le WWF, CAN Europe, Greenpeace et Friends of the Earth Europe. De toute façon toutes les ONGE européennes sont rassemblées dans le Green 10. Ici en Belgique on ne travaille pas avec les Amis de la Terre, il y a Friends of the Earth Vlaanderen avec qui on ne travaille pas non plus puisqu'ils sont tout petits et là ils sont un peu plus extrêmes dans leur point de vue que nous donc il n'y a pas vraiment d'accord sur comment on fait notre travail.

IP : Il y a une liste aussi quant aux moyens d'action que je peux vous montrer ...

JV : Ah oui c'est plus concret là. L'influence informelle on fait, ça veut dire envoyer des emails à des contacts, dans les administrations et dans les cabinets, souvent on a des contacts un peu plus gentils avec nous parce qu'ils veulent avoir des infos, échanger des informations, pour voir ce qu'il se passe et donner leurs inputs à eux, comme ça ils peuvent aussi les utiliser dans des discussions avec des cabinets qui sont peut-être un peu moins progressistes. On les voit pendant des réunions, on donne des coups de fil, donc il y a toujours un contact avec des décideurs politiques, je dirais presque chaque jour on a des contacts comme ça sur des dossiers spécifiques. Lobbying oui. Les lettres j'utilise un peu moins parce que c'est plus formel donc parfois si tu veux contacter un ministre sur un dossier concret je le fais mais peut être une à deux fois par an. Moi je préfère avoir des contacts informels avec les cabinets parce qu'on travaille vraiment sur des dossiers assez concrets donc là tu as un contact plus direct et une influence plus directe à mon avis. Les pétitions on les a utilisées dans le passé et on les utilise de temps en temps c'est toujours utile. Mais je trouve que c'est un outil qui est utilisé un peu trop souvent et ça a un peu perdu sa force. Ca veut dire quoi encore avoir 20000 signatures ...

IP : Surtout avec avaaz qui en a 1 million.

JV : Oui ... on l'utilise souvent au niveau du réseau transnational du WWF mais en Belgique pas souvent. Boycott on ne fait pas vraiment, on ne va pas aller chez une entreprise et faire une action à son encontre. Les actions judiciaires pourraient être utiles mais on ne l'a pas encore fait. Au niveau européen on le fait de temps en temps, on a déjà considéré de le faire, ça pourrait être utile mais on ne le fait pas. Il faut avoir un bon dossier pour ça et le WWF est une organisation scientifique et on doit se baser sur des données fiables. La recherche et les campagnes publicitaires on en fait bien sûr. On part toujours de la science, des données scientifiques donc on fait de la recherche et on communique aussi sur cette recherche. C'est très important. Si on suit un dossier et on a des résultats à partir de notre recherche qui sont pertinents pour le dossier on le communique via les médias puisque comme je l'ai dit passer par les médias peut aussi mettre la pression sur les politiques. Quant à l'éducation on a toute une équipe éducative chez WWF, on a 4 personnes qui travaillent avec les écoles, c'est un

travail très important pour le WWF. Sur le climat on a par exemple tout un site web qui s'appelle Climate Challenge avec plein d'informations, beaucoup de vidéos, c'est vraiment un très bon site et il est très informatif. Et dans ce cadre là on a déjà organisé deux fois au parlement européen avec des étudiants de 16 à 18 ans je crois, des débats sur le climat. Donc on fait plus ou moins un sommet climat, on copie un peu l'idée des négociations internationales sur le climat mais de manière un peu adaptée, et tous les élèves représentent un pays et ils discutent sur plusieurs sujets liés au climat, transports, alimentation, etc. Moi je trouve ça personnellement aussi très important. Les coups médiatiques ça tombe un peu dans l'optique des actions donc on fait ça aussi. Mais on fait ça plutôt ensemble avec d'autres organisations. Au niveau climat et énergie je ne peux pas trouver un exemple qu'on a fait nous même, mais au niveau du bureau européen il y a eu ces derniers mois beaucoup d'actions sur les ETS. Et on voit que sur ce sujet tout va très mal et on voit que notre bureau européen a choisi cette action pour essayer d'attirer l'attention de la presse aussi. Ça a marché assez bien aussi en Belgique. Parce qu'une partie des crédits ETS sont mis aux enchères, alors ils ont fait devant le parlement européen une mise en enchères des crédits de CO2 en plein air. Et puisque un crédit de 1 tonne de CO2 vaut maintenant 4 euros, ils ont dit que voilà 1 tonne de CO2 vaut autant qu'un hamburger. Les manifestations c'est bien mais ça été fait plusieurs fois dans le cadre de la Coalition Climat. Chaque année quand il y a eu un sommet sur le climat on a fait des manifestations pas seulement le WWF mais aussi les ONGE et les syndicats et les mouvements Nord-Sud. Pour moi personnellement, c'est très difficile de mobiliser beaucoup de gens sur le sujet du climat parce que si tu as une manifestation avec 200 personnes je ne trouve pas ça très fort.

IP : Mais avec Coalition Climat il y a eu 15 à 20 000 personnes dans les rues ...

JV : Oui en 2009 avec Copenhague le climat était un sujet très prisé. Donc si tu peux mobiliser un grand nombre comme ça c'est bien. Mais si tu fais une manifestation chaque année et en 2009 tu as plusieurs milliers de personnes, en 2010 tu as 2000 personnes, en 2011 tu as 500 personnes ça ne renforce pas le message. Donc c'est utile mais si tu as beaucoup de monde. Et pour le moment c'est très difficile de mobiliser beaucoup de monde sur le climat.

IP : Pourquoi ?

JV : En 2009 c'était un peu un hype, tout le monde parlait du climat c'était partout. Maintenant on en parle pas tellement. Il y a la crise économique, la politique n'en parle pas, sauf les ONGE, les grandes organisations n'en parlent pas non plus donc ça ne mobilise pas. Les gens se sentent concernés mais ils ne vont pas manifester j'exagère maintenant parce que je pense à *Sing for the Climate* qui a quand même mobilisé beaucoup de gens. C'était en 2012, surtout en Flandre mais aussi en Wallonie, c'était tiré par le CNCD-11.11.11. parce que ça coïncidait avec leur campagne sur le climat. Et eux ils ont une vraie force de mobilisation, ils ont des bureaux régionaux donc ils peuvent vraiment mobiliser. Ils ont des comités dans beaucoup de communes

IP : Il y avait dans ce cadre aussi une campagne vidéo qui circulait.

JV : Oui mais là c'est pas vraiment la manifestation c'est une action plus décentralisée. Parce que pas tout le monde qui habite Bruxelles va marcher tout le long du boulevard Anspach. Et la vidéo je trouve ça une meilleure idée parce que les gens peuvent organiser un Sing for the Climate eux-mêmes. Mais cette campagne n'avait pas de message politique, ce qui est dommage parce que là ils ont mobilisé presque 60 000 personnes qui ont chanté pour le climat, c'est beaucoup, mais si tu n'as pas de message politique ça ne sert pratiquement à rien. Tu ne demandes rien, tu n'as pas de vraie revendication dans ce cadre. Tu dis Act now for the climate, c'est très bien, mais tu n'as pas un impact au niveau politique. Donc je dirais qu'au lieu d'une manifestation je dirais qu'une action décentralisée comme Sing for the Climate mais avec un message politique assez claire et une demande assez claire c'est mieux parce que comme ça tu peux valoriser ton action. Et j'ai beaucoup d'admiration pour des organisations comme 350.org qui font de très bonnes campagnes, qui disent par exemple aux gens « prends une photo d'une petite action », ça peut être une action à 10,15,20 personnes, « mets-la sur internet, tweet, facebook etc »... toutes les petites actions partout dans le monde ça donne vraiment le sentiment qu'il y a un mouvement mondial pour l'action pour le climat. C'est décentralisé et ils utilisent très bien les médias sociaux et ils ont un message qui est je trouve très bien. Ils font par exemple une campagne pour rediriger les investissements dans les énergies fossiles vers les énergies renouvelables qui est pour le moment un sujet repris par le WWF. C'est vraiment une demande assez forte que tu peux appliquer partout dans le monde aussi. Donc la je vois vraiment des modes d'action très utiles qui ne sont pas une manifestation. Et puis désobéissance civile et violence on fait vraiment pas du tout !

9. Est-ce que vous pensez que vos répertoires d'action sont les plus appropriés pour faire entendre votre cause ?

JV : On doit faire ce qu'on peut avec ce qu'on a à disposition. Il s'agit surtout de les combiner de façon efficace, donc qu'est ce qu'on utilise à quel moment. Je pense qu'on pourrait être plus efficaces mais il faut aussi tenir compte du fait que le mouvement environnemental, à mon avis, travaille avec des moyens limités, certainement par rapport aux autres acteurs. Si tu compares nos budgets avec ceux des grandes entreprises polluantes, on y voit directement où est la différence de force. En travaillant pour une ONGE même si elle est internationale, comme le WWF, notre impact va toujours être limité. Mais je pense qu'on ne se débrouille pas trop mal avec ce qu'on a.

IP : C'est quoi exactement les éléments qui vous amènent à penser que c'est ça que vous devriez utiliser et pas autre chose ? C'est quoi la motivation derrière le fait de préférer faire une action politique plutôt qu'une action très tangible ? Est-ce que c'est la tradition au sein du WWF d'être consensuel, est-ce que c'est les fonds éventuellement étatiques ... ?

JV : ben tu dis l'histoire de l'organisation, c'est vrai le WWF a toujours voulu entrer dans le dialogue et de se baser sur des faits, des données scientifiques, de travailler ensemble avec d'autres acteurs comme les entreprises. Ca fait vraiment partie de l'ADN de WWF donc ça ne va pas changer. Je ne vois pas comment ça changerait. Ca a historiquement évolué comme ça, et c'est vraiment le point de départ de WWF donc on continuera sur cette voie là. Maintenant

est-ce qu'on fait seulement un travail politique, je ne pense pas. On a beaucoup de projets sur le terrain, plus au niveau de la conservation de la nature et de la biodiversité. Mais le WWF commence à développer un programme qui s'appelle energy access où on fait aussi des projets sur le terrain par exemple en Inde et en Afrique pour développer des énergies durables. En Belgique on travaille avec des écoles, donc ce n'est pas seulement un travail politique. Au niveau belge et au niveau international on travaille avec des entreprises progressistes pour améliorer leurs pratiques. Discuter avec les politiques est juste une activité parmi tant d'autres. Mais l'idée de dialogue et de coopération c'est vraiment le point de départ pour le WWF. L'activisme plus extrême c'est d'autres organisations qui le font, on ne va pas changer notre façon de travailler.

IP : Vous êtes rassuré que d'autres organisations font d'autres choses ?

JV : Oui il y a tout un spectre, et chacun y a une place et chacun joue son rôle. Et tu vois que Greenpeace réfléchit aussi à s'engager avec des entreprises. Mais nous on ne va pas changer de position à 180 degrés. Chaque organisation a son ADN, sa philosophie, et c'est ça qui fait que Greenpeace, le WWF etc sont uniques. Le WWF aussi essaye de faire plus de campagnes, ça commence un peu chez WWF. C'est des campagnes comme Greenpeace le fait mais un peu moins fortes, un message moins fort, donc on voit que ça évolue mais tout le monde reste quand même à sa place et je pense personnellement que c'est très bien. Il n'y a pas de raison pourquoi la WWF changerait sa façon de faire drastiquement.

IP : Mais pourquoi alors le WWF a-t-il commencé à faire des campagnes comme Greenpeace ?

JV : Je sais pas je connais pas tout l'historique de WWF mais je pense qu'on se rend compte qu'on est plus forts si tout le réseau WWF dans le monde se concentre pendant une année disons sur un sujet et donne le même message partout dans le monde pour avoir un impact global. Parce que dans le passé chacun des bureaux nationaux faisait plus ou moins ses propres campagnes. Et là peut être tu as un impact en Belgique ou en Europe mais peut être pas mondial. Je pense qu'on est partis d'une idée qu'il faut mieux se coordonner, mieux travailler ensemble pour avoir un plus grand impact. Mais ça ne veut pas forcément dire qu'on devient plus activistes, parce que notre message va toujours rester plus consensuel. On ne va jamais viser une entreprise ou une personne donc ça reste toujours un message qui convient à la philosophie du WWF. Je pense que c'est plutôt une façon d'organiser le travail comme WWF, comme une ONGE internationale. Ça a un sens ?

IP : C'est un élément tout à fait nouveau, mais par organisation du travail vous voulez dire que c'est un réseau ?

JV : Je pense que Greenpeace est beaucoup plus centralisé par exemple. Que les décisions sont prises aux *headquarters* de Greenpeace, ils décident de quelle campagne mener et que chaque bureau traduit ça. Tandis que chez WWF il y a plus de liberté pour chaque bureau pour faire son propre truc. Ils doivent juste respecter certaines règles pour continuer à être WWF Belgique. Mais sinon on peut mettre nos propres priorités. Tu dois être plus ou moins

aligné avec les priorités de WWF quand même. Puisque pourquoi on a WWF Belgique, parce qu'on a eu l'autorisation de l'internationale d'utiliser le logo de WWF, ce qui veut dire qu'on doit s'aligner plus ou moins avec l'internationale. Mais si on fait ça on peut développer nos propres actions au sein de ces priorités. On n'a jamais eu, jusqu'à l'année passée, une même campagne pour tout le réseau.

IP : Vous avez toujours cette autonomie alors ?

JV : Oui puisqu'on peut toujours refuser. C'est pas une obligation de le faire mais c'est une demande assez forte. Donc on dit « unité dans la diversité ».

10. En fonction de quels éléments précis choisissez-vous les tactiques d'action ? vous aviez mentionné les dossiers qui sont traités par les politiciens...

JV : Oui. En théorie on décide les grandes priorités pour l'année, disons cette année-ci je vais travailler sur la sortie du nucléaire. On ne le fait pas mais je prends ça comme exemple. Le conseil d'administration dit : voilà on approuve, et moi tout le travail politique que je fais je décide moi-même en discussion avec mon chef. Donc le travail politique qu'on fait au jour le jour, les actions qu'on fait, les séminaires qu'on veut organiser, en général on fait ça en équipe « lobby » de WWF. Puis en fonction du contexte on va plutôt faire du lobby classique, de la communication ... ça dépend vraiment de la situation comme je l'ai dit au début.

IP : Comment on sait qu'est ce qui marche mieux ?

JV : C'est une bonne question ... on ne sait pas finalement. On ne peut pas entrer dans la tête des politiciens pour voir ah oui tel entretien a mieux marché que cet article dans la presse ou cette critique ou cette action ... impossible à savoir. Donc ça dépend plutôt de notre point de vue, de ce qu'on pense qui sera le plus efficace.

IP : C'est pas l'expérience, pour ne citer qu'un exemple, que vous avez déjà eu avec un même politicien ?

JV : Oui aussi. C'est difficile. Quand tu parles avec un politicien tu ressens si tes arguments sont acceptés ou pas. Si tu vois qu'ils ne sont pas acceptés du tout, qu'il n'y a aucune façon de le faire passer, tu vas te dire que ça ne sert à rien de continuer à voir ce politicien, il n'a clairement pas envie de m'écouter. Si tu vois que cette personne ne t'écoute pas, et que tel parti politique ne veut pas t'entendre non plus, là il faut que tu commences à penser à des alternatives. Alors tu dois avoir une carte blanche dans un journal, faire une action médiatique, et essayer de mettre la pression d'une autre manière.

IP : Donc la première impulsion est d'aller chez les politiques ?

JV : Pour le WWF c'est logique. Et pour moi personnellement je trouve que c'est la meilleure façon de travailler et à mon avis les lobbyistes de Greenpeace font la même chose. Ils vont aussi voir des politiciens et s'ils voient que ça n'avance pas ils vont faire des actions. Peut-être ils vont décider plus vite de faire une action et leur action va peut-être être plus activiste

mais ils commencent à mon avis aussi toujours avec un entretien avec le politicien concerné. Moi je travaille souvent avec Greenpeace Belgique et eux ils font ça aussi de cette façon.

11. Estimez-vous vos actions fructueuses? Selon quels critères vous estimez vos actions fructueuses ? Est-ce que vous enregistrez des chiffres d'adhérents ? Sur votre site web on ne trouve pas vraiment d'informations sur vos réussites ...

JV : Le site web on ne l'utilise pas pour communiquer sur notre travail politique, on veut qu'il soit *light* c'est un choix de WWF. Sinon en interne on mesure le nombre de réunions avec les politiciens sur certains dossiers, ça concerne le lobby classique. On mesure aussi combien d'articles on a dans la presse, c'est plutôt au niveau de la communication alors. C'est un programme qui voit combien de fois le WWF est mentionné, et aussi sur des dossiers spécifiques comme p.ex. si on a sorti qqch sur les ETS, on regarde combien de fois ça a été relayé dans les médias. C'est un indicateur c'est pour essayer de concrétiser un peu ton travail. Et puis parfois on définit des objectifs assez concrets, p.ex. on veut organiser un séminaire sur tel sujet, avec l'implication d'une entreprise et minimum 75 participants. Mais est-ce que 5 réunions avec un dirigeant vont vraiment avoir un impact sur la politique on ne sait pas. Ça on ne peut jamais mesurer.

IP : Ces mesures vous confortent donc, en interne, dans l'idée que votre choix de tactique a été judicieux ?

JV : Oui si tu te dis que tu veux 20 réunions avec des dirigeants pendant l'année et que tu n'en as que 8 ça veut dire que tu n'as pas fourni assez d'efforts ou que les politiciens n'étaient pas intéressés. Si tu veux 5 ou 10 articles dans la presse et que finalement tu en as 40, ça veut dire que ton travail a eu une influence et en plus ça témoigne du fait que le dossier est relevant. Si les médias sont intéressés ça veut dire que c'est qqch. qui vit aussi dans la société. Et les médias aiment peut être le spectaculaire mais ils aiment aussi un bon article avec des chiffres intéressants ou une étude qui est interpellante. Ça dépend du média.

IP : Vous avez une préférence, une pondération par rapport au média où vous êtes cité ?

JV : Pour la communication tout média est bien, par contre pour mon travail politique je préfère être cité dans un journal qui est lu par les politiciens ... pour le côté flamand je dirais De Standaard, De Morgen, De Tijd. Au niveau francophone c'est l'Echo, La Libre, Le Soir et un peu moins la DH. Ou si tu peux être à la radio, un programme très important sur la radio c'est De ochtend. Tous les politiciens veulent y être parce que si tu as ton scoop là c'est repris par tous les journaux, alors ton message passe vraiment. Donc oui il y a une préférence, surtout que ces journaux sont plus enclins à publier des choses plus techniques.

6. Dernière question, est-ce que vous misez sur l'action complémentaire avec d'autres organisations ?

JV : oui tout à fait. On a de la coordination interne avec les ONGE en Belgique. On appelle ça le 4 Fédé, c'est WWF, Greenpeace, l'IEW et BBL, IEB et BRAL pour Bruxelles, Natuurpunt et Natagora. C'est une coopération, ce n'est pas formalisé. Au niveau Climat et

Energie on a un groupe de travail et tout le monde dans ces ONG qui travaille sur le sujet se réunit une fois tous les quelques mois pour coordonner notre travail. Donc la on travaille très bien ensemble au niveau du lobby et certainement pour le climat et l'énergie. Au niveau européen c'est le Green10, niveau international c'est CAN, donc beaucoup de coopération entre ONG. Puis avec d'autres organisations dont Coalition Climat est un bon exemple, avec les ONGE, la ligue des familles, les syndicats. C'est très bien de travailler avec les syndicats de temps en temps parce qu'ils ont beaucoup de poids politique. S'il y a des messages qui sont partagés le poids est beaucoup plus grand. Aussi pour le WWF évidemment on travaille avec les entreprises. Il y a un programme Climate Savers. Au niveau belge c'est Alpro, mais d'autres entreprises qui sont actives en Belgique comme Coca Cola, Ikea, Tetra Pak ... Il y a beaucoup de critiques par rapport à l'engagement avec Coca Cola mais notre coopération concerne le climat et ils ont des objectifs assez ambitieux. Donc travailler avec les entreprises pour qu'ils réduisent leurs impacts mais aussi de plus en plus pour renforcer notre travail politique. De nouveau par rapport à la discussion des 30% au niveau européen, quand on a poussé le gouvernement flamand à changer leur position on a aussi à un certain moment envoyé une lettre à Kris Peeters le ministre-président flamand avec 5 ou 6 entreprises pour lui demander d'élever le niveau d'ambition de la Flandre. Je pense que même Greenpeace avait fait une liste avec les entreprises les mieux et les moins performantes dans le domaine des réductions des émissions des GES et même si ça leur a permis de dénoncer certaines entreprises, les mieux placées étaient les *champions*, y avait aussi Ikea, Danone ... Nous on fait ça, on fait la partie positive mais on va rarement critiquer les entreprises. Parfois on le fait, au niveau du bois on a eu des campagnes assez fortes contre Asia Pulp & Paper, ici en Belgique on a publié un article concernant les ETS et les 10 entreprises qui en ont le plus profité. Là on a dénoncé des entreprises comme ArcelorMittal. Mais l'accent chez WWF est mis sur la collaboration avec les entreprises pour montrer aussi qu'il y en a qui sont progressistes et qui veulent agir contre le changement climatique. Mais si moi je pouvais prendre des décisions pour le WWF tout seul je dirais qu'il vaut mieux être un peu plus critique par rapport aux entreprises c'est plus crédible, on est quand même une ONGE et il y a eu beaucoup de critiques cette dernière année.

IP : Alors ça s'avère très bien que vous collaboriez avec Greenpeace puisqu'ils peuvent être plus activistes, plus radicaux et vous conforter dans votre action.

JV : Oui et de toute façon en Belgique c'est logique qu'on coopère avec les autres ONGE. Ça dépend des pays, je peux m'imaginer que dans d'autres pays WWF et Greenpeace ne travaillent pas ensemble. Mais en Belgique ça marche très bien. Le cas du climat est le plus emblématique pour la politique belge. En Belgique c'est aussi une question de nécessité de le faire. Dans nos réunions moi je suis seul, Greenpeace a 2 responsables, IEW et BBL encore 3-4 mais c'est presque impossible si tout seul ou à 2,3 tu essayes de suivre tout. Par exemple si chaque organisation veut sortir du nucléaire, ça demande beaucoup de travail, mais pendant ce temps-là on ne suit plus les autres dossiers. C'est pour ça qu'on essaye de se coordonner et de travailler ensemble, de réunir notre expertise pour être plus efficaces finalement. Pour qu'avec les peu de moyens qu'on a on puisse quand même faire qqch., on doit être dix

personnes en Belgique dans les ONG qui travaillent sur le climat et l'énergie, donc c'est pas grand-chose, et si tu veux suivre les politiques nationales, internationales, régionales il faut s'organiser.

IP : Ca s'organise donc selon les préférences de chacun ?

JV : Oui ca vient un peu naturellement. C-à-d. que les fédérations vont suivre les politiques régionales, Greenpeace a toujours été très axé sur l'énergie et la sortie du nucléaire, c'est leur truc. Dans ce cadre WWF a plus ou moins choisi d'être axé sur ce qui est fédéral et intra-régional et aussi l'europpéen parce qu'on a le réseau. Le réseau peut nous aider niveau expertise pour faire notre travail au niveau de la Belgique. BBL, IEB et BRAL c'est régional.

IP : Pensez-vous qu'il faut adopter une logique top down ou bottom up pour contrer au problème du changement climatique ?

JV : Moi je dirais que c'est tellement urgent qu'il faut les deux. Je pense que tu vas jamais y arriver si tu n'as pas au plus haut niveau des réglementations qui limitent pour le climat les émissions de CO2. Là il faut avoir tous les pays, certainement tous les grands émetteurs il faut les convaincre que c'est nécessaire. Et si tu n'as pas ce top down tu ne vas jamais y arriver. Il faut avoir un pic dans les émissions d'ici 2020, tu ne vas pas y arriver si juste les gens isolent leurs maisons. Mais ça va évidemment dans 2 directions, je suis d'accord qu'il faut du bottom up, c'est important que les gens montrent que c'est possible qu'ils font des efforts et comme ça tu peux mettre aussi la pression sur les politiques. Mais le WWF est classiquement une organisation qui va vers le top down, qui va aller vers les politiciens et les entreprises et travailler avec eux. On travaille aussi bottom up via le programme d'éducation et ça c'est qqch qui n'est pas aussi rapide et on fait ça moins chez nous, même si on fait les 2. Il faut savoir qu'il n'y a qu'un certain nombre de choses qu'on peut faire, et si je parle de WWF, on ne peut pas faire tout le travail politique qu'on fait et en plus faire des séminaires et des projets locaux. Donc il faut faire des choix, on a des moyens limités, financiers et en termes de personnel, et donc le WWF est mieux placé à faire le top down en reconnaissant évidemment que le bottom up est très important très utile et beaucoup plus tangible.

IP : Par curiosité, est-ce que les employés de WWF font des efforts au niveau individuel ?

JV : Oui lorsqu'ils construisent des maisons ils essaient de les faire le plus efficaces énergétiquement, ici dans l'équipe on a une grande sensibilité par rapport au fait d'être végétarien, on fait les jeudis végétariens, personne ne vient en voiture, on vient en train, on prend les transports publics ... mais WWF, même pas en Belgique, n'a pas la force de pousser à de telles actions individuelles dans les maisons ... on essaye d'intégrer ces aspects dans notre campagne autour de la Earth hour, de dire voilà je laisse la voiture, je change à un fournisseur d'énergie verte, ... mais vraiment faire des projets sur le terrain sur ces points là, sauf pour l'équipe de mobilisation et éducation, c'est limité finalement, c'est très limité.

Annexe 4

Résumé des interviews effectués avec les organisations participatives

-Neal Michiels, organisateur Camp Climat Anvers 2011 pour Climate Justice Action (CJA); le 19 février 2013 à son domicile (Bruxelles)

-Marcel Guillaume, vice-président des *Amis de la Terre Wallonie*, président de la Régionale à Namur (AdT); le 1er mars 2013 à son domicile (Vedrin)

-Pablo Servigne, fondateur de l'initiative de *transition Bruxelles-Wallonnie*; le 18 mars 2013 à son domicile (Bruxelles)

1. Pouvez-vous me parler de votre organisation et du rôle que vous y exercez?

CJA: le camp climat naît en 2009 au port d'Anvers lorsque des activistes bloquent l'entrée au terminal de charge du port. Quand on parle du changement climatique c'est très vite récupéré par les politiciens, le système et les entreprises. Ce qu'on fait c'est qu'on veut montrer, parler très brièvement du changement climatique et de notre point de vue. Il y a plusieurs tendances et d'activistes, la plupart néo-marxistes et anarchistes. Il y a un gros problème : la crise environnementale et l'actuelle crise sociale mondiale. On ne peut pas sortir les mêmes moyens que les entreprises, il faut être plus disruptif. Le camp action climat a l'idée d'attirer des gens à passer à l'action collective directe, et l'action directe est importante puisque ça peut donner l'idée à l'empowerment qu'il y a une contestation, et alors ils doivent se justifier auprès des médias. L'action collective directe permet de mettre les premières bases pour une contagion.

AdT: on préfère les bénévoles, sympathisants actifs plutôt que les membres cotisants (on a 500-600 membres cotisants). Il y a une partie néerlandophone et francophone. Le centre francophone se trouve à Namur, il y a 7 employés permanents, on est donc une petite association. Les groupes locaux ont une indépendance mais sont liés aux AdT par une charte qui porte sur un certain nombre de points. Dans le domaine climatique on est surtout porté sur les sujets de simplicité volontaire, les villes en transition et tout ce qui est permaculture. Les formations au sujet de la transition sont données par des membres des AdT mais on ne chapeaute pas les initiatives de transition, c'est une volonté de l'organisation.

Transition Bxl-W: Il s'agit d'une initiative citoyenne, un réseau de coordination entre la Wallonie et Bruxelles, qui est préoccupé par le pic pétrolier et le changement climatique. C'est un mouvement qui anticipe le pic pétrolier et l'effondrement de la civilisation comme on la connaît. Au sein du mouvement on considère même que le pic pétrolier est passé et qu'il faut dès aujourd'hui un changement systémique, mais les gouvernements ne font rien. Le changement climatique n'est pas un sujet qui mobilise facilement les gens, face aux chiffres les gens se sentent impuissants et désemparés. Notre mouvement ne veut pas être un mouvement 'triste'. Le pic pétrolier force à agir, et cela plus rapidement que le climat ne se détériore. . C'est un réseau de coordination mais les limites sont floues. C'est très organique. C'est un peu une fédération anarchiste. On veut réfléchir et penser l'après pétrole, on ne fait pas confiance à l'Etat et à toute entité dépassant le niveau communal.

2. Quels modes d'action utilisez-vous pour soutenir votre cause? (dans certains cas une liste des modes d'action a été parcourue avec l'interlocuteur)

CJA: des blocages comme au port d'Anvers, beaucoup de lobbying aussi puisqu'il y a des blocages aux grands sommets comme Copenhague.

AdT: lobbying non pour les AdT Belgique, à Bruxelles AdT Europe en font par contre. Participation à des actions de terrain, à des manifestations à Bruxelles p.ex. pétitions oui mais pas forcément dans le domaine climatique, on travaille beaucoup sur les changements d'attitude. Au niveau individuel c'est la simplicité volontaire : soyez le changement que vous voulez voir dans le monde. Pour ce qui est du soutien des mouvements de transition la on est au niveau du changement collectif. On soutient également la philosophie de la permaculture qui est plus globale et en outre tout ce qui touche à la décroissance, qui chapeaute un peu tout ça, mais ce n'est pas très porteur, on communique peu sur ce sujet parce que c'est un schéma qui passe mal. Sur des actions ponctuelles comme le projet de construction d'un centre commercial à Namur à l'endroit d'un parc nous travaillons avec le mouvement des objecteurs de croissance qui font pression dans ce cadre là. Et sinon on a beaucoup de collaboration avec les associations qui s'occupent des habitats groupés, de questions de mobilité, d'une autre agriculture.. pour peut-être un jour aboutir à une action de lobbying et de pression. En tant qu'association nous avons pas le temps ni les ressources pour pouvoir faire du lobbying. En termes de boycott c'est plus un boycott individuel de certains membres des AdT, par souci de rester cohérent. Lettres et pétitions aussi, actions judiciaires aussi mais pas forcément dans le domaine du climat(centrale nucléaire et les OGM avec le procès de Termonde, dizaine de personnes qui sont comparants volontaires) , pour la recherche on n'a pas le potentiel humain. En termes de publicité on s'est battu pendant deux ans contre les magasins qui laissent leur porte ouverte en hiver à Liège et on a récemment appris que le ministre Nollet allait se battre dans ce sens. C'est typiquement une action un peu folle qui est née lors d'une réunion et qui a réussi à se faire entendre par le politique. C'est donc pas une pression directe qu'on a exercé, c'est plutôt indirectement qu'on finit par se faire entendre. Dans l'éducation pour le changement de comportement on est le plus efficaces et on fait énormément de conférences,

p.ex. pour la simplicité volontaire. On essaye aussi de partager du savoir-faire, du savoir technique pour soutenir des modes de vie plus soutenables. Les manifestations on y participe et les coups médiatiques peut-être, mais c'est modeste. Notre point fort c'est l'éducation. Les décisions de modes d'action sont très locales, un sujet ou un projet est proposé dans un groupe et si le groupe est d'accord on le met en oeuvre.

Transition Bxl-W: le climat s'est déjà emballé et nous les transitionneurs on est le plus au courant. L'Etat ne suffit pas c'est plus sympa d'agir sur plusieurs niveaux et nous c'est le niveau local. Nous on fait en sorte de construire ensemble, de s'auto-organiser, on fait des projets, des groupes de travail. On mise sur les réunions et la créativité, on utilise parfois des outils de collaboration et d'intelligence collective comme les world cafes. Modes d'action utilisés présents sur la liste : information, lettres, éducation.

3. Pensez-vous que ces répertoires d'action sont les plus appropriés pour faire entendre votre cause?

CJA: L'idée c'est d'attirer un grand nombre de personnes pour passer à l'action directe, mais c'est pas facile. On ne doit pas perdre les acquis sociaux, on ne peut pas avoir une révolution d'un jour à l'autre mais c'est déjà bien si on commence à lutter et la lutte contre ceux qui nuisent à l'environnement puisque le monde tourne mal.

AdT: l'éducation n'est pas celle qui donne les résultats les plus rapides et qui va influencer de manière extraordinaire mais ça va au fond des choses. Pour avoir une action durable il faut faire du travail de fond.

Transition Bxl-W: oui, mais nous n'aspérons pas à une couverture médiatique, et nous ne remettons pas en question les autres modes de vie. Il n'y a pas de conflit.

4. En fonction de quels éléments choisissez-vous vos tactiques d'action? (stratégie propre à l'association, évènement politique, rapprochement avec une autre association, ...)

CJA: le capitalisme est très hégémonique et il ne faut pas recourir aux mêmes instruments que les capitalistes pour défendre notre cause. Parfois l'impulsion vient d'un évènement puisque c'est à Copenhague que naît un réseau transnational de Camps Climat.

AdT: non c'est plus un héritage de ce qui a été entrepris auparavant au sein de l'association et des décisions qui se font au niveau local.

Transition Bxl-W: côté action c'est un déclic, la clé est psychologique. L'idéologie est créée en marchant mais tous les transitionneurs sentent l'urgence et la nécessité d'agir directement. Et c'est parce que les membres ont eu un déclic.

5. Estimez-vous vos actions fructueuses?

CJA: Souvent c'est par notre action que le débat public commence. Nos actions sont souvent bien relayées dans les médias.

AdT: je suis résolument optimiste pour ce qui en est de la simplicité volontaire, sujet sur lequel la régionale de Namur travaille beaucoup. On a aussi des nouvelles demandes pour des nouvelles locales des AdT. Mais on fait du travail de fond, il n'y a pas d'artifices. Est-ce que c'est suffisant, je ne sais pas, je pense que juste les AdT ne vont pas tous seuls changer les choses complètement.

Transition Bxl-W: Les actions sont très faibles par rapport à ce qu'on devrait tous faire. Mais on remarque que de plus en plus de gens assistent aux réunions, et cela de toutes les classes sociales. Ce n'est plus uniquement le militant anarchiste de base mais on voit des gens préoccupés et concernés appartenant à toutes les classes imaginables.

6. Mettez-vous sur l'action complémentaire d'autres organisations pour nourrir le mouvement pour le climat?

CJA: parfois il y a des associations temporaires avec des locaux qui passent à l'action directe pour préserver les intérêts de leur communauté mais ça ne nourrit pas vraiment le mouvement. Mais si nous on fait une action et Greenpeace en fait une autre pour le même but c'est très bien, et si on peut travailler ensemble c'est très bien aussi. On a déjà reçu des soutiens logistiques de leur part. On pourrait toujours critiquer une organisation pour sa tendance politique ou médiatique qui reflète trop le système actuel mais si elle oeuvre pour l'environnement c'est une alternative, c'est déjà mieux.

AdT: oui tout à fait. On travaille de plus en plus sur la mise en réseau des associations et des alliances, on se rend compte qu'on réinvente toujours la roue séparément. En plus, à force de multiplier les associations on finit par devenir concurrents sur les questions de subsides et de fonds. Il y a aussi une concurrence au niveau de l'image, si Greenpeace ne sont pas clairement définis comme organisateurs d'un événement ils le boycottent. Greenpeace est totalement inaccessible pour nous.

Transition Bxl-W: On va chercher en dehors de notre mouvement spécifiquement, on va voir les jardins collectifs, la permaculture, des asbl comme habitat et participation, Il faut lister toutes ces associations, initiatives et apprentissages et les réunir. La transition existe il faut juste rassembler toutes ces choses. La transition c'est méta, c'est au-dessus de tout. Les liens sont interpersonnels, il n'y a pas de contrats de collaboration officiels.

